

Problèmes Économiques et Sociaux

POSÉS PAR

Le Développement Démographique en Pologne de 1919 à 1939

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 Décembre 1942, à 14 heures

PAR

Bozena ZABIECKA

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. NOYELLE, Professeur

Suffragants : MM. F. PERROUX, Professeur

A. MARCHAL, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

—
1942

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Nom du Candidat : **ZABIECKA.**

Prénom : **Bozena.**

Date de la soutenance :

Numéro d'ordre :

(Ces deux mentions seront complétées par le service de la Bibliothèque)

ZABIECKA (Bozena). — Problèmes économiques et sociaux posés par le développement démographique en Pologne de 1919 à 1939.— *Paris*, impr. Lavergne, 1942, in-8°, 204 p., 5 graphiques.

(*Thèse de Droit, Paris*, 1942,
N°).

ZABIECKA (Bozena). — Problèmes économiques et sociaux posés par le développement démographique en Pologne de 1919 à 1939.— *Paris*, impr. Lavergne, 1942, in-8°, 204 p., 5 graphiques.

(*Thèse de Droit, Paris*. 1942,
N°).

ZABIECKA (Bozena). — Problèmes économiques et sociaux posés par le développement démographique en Pologne de 1919 à 1939.— *Paris*, impr. Lavergne, 1942, in-8°, 204 p., 5 graphiques.

(*Thèse de Droit, Paris*, 1942,
N°).

ZABIECKA (Bozena). — Problèmes économiques et sociaux posés par le développement démographique en Pologne de 1919 à 1939.— *Paris*, impr. Lavergne, 1942, in-8°, 204 p., 5 graphiques.

(*Thèse de Droit, Paris*, 1942,
N°).

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

Problèmes Économiques et Sociaux

POSÉS PAR

**Le Développement
Démographique en Pologne
de 1919 à 1939**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 Décembre 1942, à 14 heures

PAR

Bozena ZABIECKA

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. NOYELLE, Professeur

Suffragants : MM. F. PERROUX, Professeur
A. MARCHAL, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1942

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MA MÈRE

INTRODUCTION

Quand, dans un pays, la population augmente d'une façon rapide et continue, l'une des préoccupations nationales les plus pressantes est de trouver à nourrir cette population et à lui donner du travail.

Les chances de succès dépendent, dans ce domaine, de plusieurs facteurs. Et d'abord de la productivité du sol, des ressources du sous-sol et des capitaux dont le pays dispose pour les mettre en valeur. Le succès dépend également de l'activité des habitants, de leur degré d'instruction, de leur intelligence et de leur expérience. Il est lié enfin au stade d'évolution économique dans lequel le pays se trouve. Au stade agricole, la faculté d'absorption de l'économie nationale sera moins élevée qu'au stade industriel. Si la science a permis de transporter des pays lointains les produits de la terre, elle n'a pas permis de transporter la terre elle-même. Aussi, l'agriculteur ne peut-il travailler que sur un espace limité par l'étendue de son pays. L'homme d'usine, par contre, exerce son action sur une matière qui peut être importée et qui, grâce aux progrès de la science moderne, peut être facilement renouvelée. De plus, la limite au delà de laquelle le travail fourni cesse d'être en proportion avec l'augmentation de la production correspondante, est plus rapidement atteinte dans l'agriculture que dans l'industrie.

Aussi l'industrie possède-t-elle des possibilités de développement que l'agriculture ne connaît point.

La question des débouchés joue également un rôle capital, car il ne suffit pas de posséder des matières premières et de disposer des moyens techniques capables de les transformer ; encore faut-il que les produits obtenus puissent s'écouler, qu'ils trouvent des acheteurs prêts à payer leur prix, et ceci est fonction de l'organisation économique nationale et internationale : système monétaire, changes, division du travail, répartition du revenu national, etc...

Les pays occidentaux ont pu résoudre le problème posé par l'accroissement de leur population au *xix^e* siècle, grâce aux découvertes qui ont bouleversé le monde à cette époque, et qui ont fourni les moyens techniques d'exploiter les ressources importantes de leur sol, d'importer des matières premières et d'exporter des produits finis. Ils ont pu les résoudre parce que les pays d'outre-mer leur ont offert un vaste champ d'expansion économique et parce que l'organisation économique de l'époque — capitalisme et libéralisme — a favorisé ces conquêtes.

Ainsi, en vertu de cet ensemble de conditions, l'Europe Occidentale est passée rapidement du stade agricole au stade industriel. L'industrie y a absorbé non seulement la totalité de l'accroissement naturel de la population, mais même une partie de la population rurale devenue inutile par l'application du machinisme dans les travaux agricoles.

Si, au commencement du *xix^e* siècle, le pourcentage de la population s'occupant d'agriculture montait jusqu'à 65 % environ, à la fin de ce siècle il n'atteignait que près de 35 %.

Durant la même période, sous la direction de l'Europe, la production agricole mondiale a été en

100 ans multipliée par 5, la production industrielle par 20 et le commerce mondial par 50 environ (1).

Le problème de l'accroissement n'aurait pu toutefois être résolu d'une manière aussi favorable si l'Europe n'avait trouvé, tout en s'industrialisant, des terrains immenses de colonisation, des espaces vides où elle pouvait envoyer des hommes. Il ne faut pas oublier que pendant la première moitié du XIX^e siècle, c'est l'Europe Occidentale qui peupla les Etats-Unis. L'Europe Orientale ne compta comme centre d'émigration qu'à partir de la seconde moitié du siècle. Le peuplement du Canada, de l'Argentine, du Brésil, de l'Afrique du Nord française, de l'Afrique du Sud et de l'Australie fut l'œuvre de l'Europe Occidentale.

A la veille de la première guerre mondiale, l'accroissement de la population était à peu près terminé pour les pays d'Europe Occidentale continentale, à l'exception de la Hollande, et il se poursuivait à un rythme ralenti en Europe Centrale et Septentrionale.

L'Europe Orientale ne participa au grand mouvement économique du XIX^e siècle qu'en envoyant à l'étranger une partie de sa population accrue, soit comme colons dans les pays d'outre-mer, soit comme travailleurs dans les usines des pays industriels. Par suite de son organisation politique et sociale, elle demeura au stade de l'économie naturelle, vivant de la culture de champs dont la superficie allait sans cesse se rétrécissant à mesure que la population augmentait. Tous les travaux agricoles se faisaient à l'aide de la force humaine et animale, sans recours à la machine.

Quant à la population, elle était, contrairement

(1) Reithinger : *Le visage économique de l'Europe*, p. 15.

à celle des pays occidentaux, en plein essor durant les années d'après guerre.

Une différence de plus en plus profonde opposa les deux Europes, celle de l'est, dont la population augmentait et la capacité d'absorption économique demeurait minime, et celle de l'ouest, vieillissant au point de vue démographique, mais ayant atteint un degré d'évolution économique très avancé.

Considérée sous l'aspect démographique, économique et social, la Pologne apparaît comme partie intégrante de l'Europe Orientale.

Les 6/7^e de son territoire faisaient partie de deux pays arriérés sous tous les rapports : la Russie et l'Autriche. Le territoire tout entier subissait les conséquences politiques et économiques de la domination étrangère, conséquences d'autant plus rigoureuses que la Pologne était divisée en trois tronçons séparés par des barrières difficilement franchissables.

Au sein même de la Pologne, l'équilibre démographique ne pouvait se réaliser. Entre le Royaume de Pologne, d'une part, la Ruthénie et la Lithuanie de l'autre, l'échange des populations ne pouvait s'effectuer librement, à cause des mesures prises par le gouvernement russe contre la pénétration de l'élément polonais dans les provinces orientales de l'ancienne Pologne. Cela entraîna des anomalies frappantes. Dans le Royaume de Pologne, la densité de la population dans la deuxième moitié du xix^e siècle était à peu près quatre fois inférieure à celle de la Ruthénie et de la Lithuanie Blanche.

La Prusse limitait strictement la durée de temps que pouvaient passer sur ses territoires les ouvriers saisonniers arrivant de Galicie, malgré le manque de main d'œuvre et de peur que l'élément polonais en Prusse ne fût renforcé.

La Russie et l'Autriche, considérant la Pologne

comme région frontalière menacée d'invasion en cas de guerre, s'appliquaient à ne pas la doter d'une armature industrielle capable de servir éventuellement à l'ennemi : moyens de communication, électrification, etc...

En 1911, la longueur moyenne des voies ferrées par 100.000 habitants était de 27,5 kms, cependant que, dans le reste de l'Europe, elle était de 78. L'état des routes en Galicie n'était pas meilleur.

De plus, ces deux Etats poursuivaient des buts essentiellement stratégiques en construisant des lignes de chemins de fer. Il est frappant, par exemple, que la partie de l'ancien royaume du Congrès située sur la rive gauche de la Vistule et plus rapprochée de la frontière, ait possédé, quoique très peuplée, un réseau ferroviaire moins dense que celui de la rive droite, plus pauvre et moins peuplée.

Il était facile de trouver, dans le Royaume, des exploitations agricoles éloignées de 50 à 70 kms de la gare de chemin de fer la plus rapprochée.

La Prusse suivit une politique différente. Bien décidée à garder les provinces polonaises et même à en faire un point de départ pour de nouvelles conquêtes à l'est, ses buts stratégiques se trouvaient exactement à l'opposé de ceux de ses deux voisins. Elle dota la partie polonaise de son territoire d'un réseau aussi dense que celui des autres pays européens. En outre, désireuse d'amener dans cette région des colons allemands en grand nombre, elle prit soin de les y attirer en dotant les provinces polonaises d'un équipement perfectionné.

Cependant, l'industrie ne s'est développée ni dans la partie prussienne, ni dans les parties russe et autrichienne.

En Prusse, la concurrence allemande vouait à l'insuccès toute tentative dans ce domaine. C'est seu-

lement en Silésie, où les conditions naturelles étaient particulièrement propices, que l'industrie se développa, en s'adaptant d'ailleurs aux besoins du marché allemand. D'après le recensement professionnel de 1907, sur 1.000 habitants il y avait en :

Posnanie	634	agriculteurs	
Prusse Occidentale	576	—	
Prusse Orientale	612	—	(2)

Le nombre des villes a augmenté, il est vrai, mais, au lieu de former des centres industriels, elles ne formèrent que des centres administratifs.

La situation la plus critique était celle de la Galicie. Le Gouvernement autrichien entravait méthodiquement toutes tentatives de création ou de développement de n'importe quelle industrie. Et pourtant, les ressources naturelles étaient abondantes. L'Autriche attribuait à la Galicie le rôle d'une colonie devant fournir des matières premières à la Monarchie et acheter des produits manufacturés. Elle favorisait l'industrie autrichienne et tchèque aux dépens de celle de la Galicie.

La Galicie, qui représentait 25 % de la superficie totale de la Monarchie et 28 % de sa population, ne possédait que 16 % de ses établissements industriels et ne lui fournissait que le dixième de sa main-d'œuvre totale.

Par ailleurs, cette industrie en était encore au stade primitif à la fin du XIX^e siècle. La grande industrie et les mines n'occupaient que le quart des ouvriers, et les métiers en occupaient la moitié (3).

La Galicie, région pourtant agricole, avait une

(2) *Encyclopédie polonaise*, p. 65.

(3) *Encycl. pol.* vol. I, fasc. V, p. 27.

population aussi dense que celle des pays industriels. Cette population s'agglomérait dans les villages. D'après les calculs du professeur Bujak, le nombre des personnes vivant de l'agriculture, par rapport à la superficie totale, y était de 71 par km², alors que ce nombre était de 36 pour le reste de l'Autriche, 34 pour l'Allemagne, 34 pour le Danemark (4).

L'attitude de la Russie était quelque peu différente. Au moment des partages, la Pologne était plus développée économiquement que la Russie.

Etant donné l'étendue du marché russe, l'industrie polonaise avait des chances de développement. Et, en effet, dans la seconde moitié du xv^e siècle, l'industrie du Royaume du Congrès s'est développée, sans atteindre toutefois des proportions très considérables. En 1817, le Royaume de Pologne, avec sa population de 9 millions d'âmes, ne compte que 250.000 à 300.000 ouvriers industriels (5).

La politique douanière russe, prenant en considération les intérêts généraux de l'Empire, fut souvent néfaste pour le Royaume du Congrès.

Par exemple, les droits très élevés qui frappaient l'entrée des matières premières furent pour lui particulièrement rigoureuses, étant donné sa pénurie en matières premières. (Le minerai de fer était frappé d'un droit de 175 %).

Le Royaume devait donc importer le minerai russe et payer les frais de transport, sur un parcours d'environ 1.400 km.

Profitant de cette situation, la Russie réalisa des bénéfices supplémentaires sur le prix des transports.

Malgré cela, c'est dans le Royaume de Pologne

(4) E. Rose : *Wielki Przemysł...*, p. 46.

(5) E. Rose, *ouvr. cit.*, p. 48.

que le développement de l'industrie, par rapport aux deux autres Etats copartageants, fut le plus important.

Les conditions n'étaient pas meilleures pour l'agriculture. Des trois Etats copartageants, ce fut seulement la Prusse qui suivit une politique agraire rationnelle.

La Russie et l'Autriche, au contraire, entravèrent méthodiquement le développement de l'agriculture polonaise.

L'industrie n'absorba donc pas, au cours du xix^e siècle, l'énorme accroissement de la population polonaise. L'émigration enleva, il est vrai, une fraction plus importante qu'à n'importe quel autre pays, et la Pologne, dont la population s'élevait au début du xx^e siècle, à près de 7 % du total de la population de l'Europe, fournissait alors à peu près 30 % de l'émigration nette européenne (6).

L'émigration n'emporte toutefois qu'une partie de l'accroissement de population : les hommes les plus énergiques, les plus forts. Près de 40 % de la population dont avait augmenté la Pologne grâce à l'excédent des naissances sur les décès quitta le pays entre 1895 et 1914. Les 60 % qui y sont restés, ne trouvant pas d'emploi dans l'industrie, demeurèrent dans les villages, relevant ainsi de plus en plus le degré de son surpeuplement.

Le xix^e siècle n'apporta donc pas au problème de l'accroissement de la population en Pologne une solution satisfaisante. Il ne la dota pas d'une armature technique moderne et ne lui permit pas le passage du stade agricole au stade industriel. La Po-

(6) Fogelson : *Les migrations et leur rôle démographique en Pologne*, p. 9.

logne d'après guerre se trouva en face du même dilemme qui s'était posé aux pays occidentaux au commencement du XIX^e siècle : nourrir et occuper une population en voie d'accroissement continu et rapide. Elle partait, comme ces pays, du stade agricole mais souffrait, de plus, d'un défaut de structure provenant d'un surpeuplement déjà ancien.

Elle devait donc corriger cette structure, et enlever aux villages non seulement le surplus de la population qui allait paraître, mais celui qui y était déjà en 1919.

Au seuil de sa nouvelle existence, la Pologne devait se demander si elle n'était pas forcée de s'industrialiser pour absorber sa population. Or, la première condition de l'industrialisation était l'augmentation du rendement agricole, de façon à créer aux produits fabriqués un marché intérieur.

Une autre condition consistait dans une répartition plus égale du revenu social, afin d'élargir le cercle des consommateurs.

Les deux processus — industrialisation et augmentation du rendement agricole — devaient agir simultanément, sous peine d'échec complet.

L'augmentation du rendement agricole ne pouvait s'effectuer aussi longtemps que pèserait sur les campagnes la masse des personnes inactives. L'industrie ne pouvait se développer que si le revenu agricole, accru et mieux réparti, augmentait le pouvoir d'achat de la population. Aucun des deux secteurs de la vie économique ne pouvait être favorisé au détriment de l'autre.

Une évolution trop lente de la vie économique par rapport au développement démographique devait nécessairement mener à la baisse du niveau de vie.

C'est de ces problèmes découlant de l'accroisse-

ment démographique entre 1919 et 1939 que nous nous occuperons.

Résoudre ces problèmes s'est révélé une tâche extrêmement dure, parce qu'entreprise dans un monde qui venait de sortir de la guerre et qui, après avoir cherché en vain son équilibre, sombra dans un nouveau cataclysme.

Les difficultés qui pesèrent sur les épaules de cette même génération qui avait déjà fait la guerre furent trop lourdes : elles dépassèrent les forces de ceux qui étaient appelés à les résoudre.

PREMIÈRE PARTIE

LE DÉVELOPPEMENT DÉMOGRAPHIQUE
ENTRE 1919 ET 1939

CHAPITRE PREMIER

APERÇU GÉNÉRAL SUR L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION POLONAISE

ENTRE 1919 ET 1939

De 1919 à 1939 — période ne couvrant même pas la vie d'une seule génération —, la population de la Pologne a augmenté de 8 millions d'âmes, passant de 27 à 35 millions. L'accroissement est considérable. Il est de 29,6 %, et dépasse de loin tout ce qu'on a pu enregistrer dans les pays d'Europe occidentale, non seulement après la guerre de 1914, mais même à l'époque de la plus forte poussée de leur énergie biologique, dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Ce phénomène est-il dû uniquement à des facteurs physiologiques, ou d'autres faits y ont-ils également contribué ? La population polonaise, surtout agricole et pauvre, peu préoccupée de confort et de plaisirs, et se souciant peu de laisser à ses enfants un héritage important, avait-elle, pour cela, tendance à s'accroître ? La forte influence de l'Eglise en Pologne a-t-elle joué un rôle dans ce domaine ? L'afflux de l'énergie, provoqué par le recouvrement de l'indépendance après 150 ans d'asservissement, a-t-il trouvé une expression dans cet accroissement d'énergie ?

Il est certain que tous ces facteurs ont joué, mais il est impossible de mesurer l'influence particulière de chacun d'eux.

La fécondité de la femme polonaise, même sortie de son milieu, a toujours été reconnue. Les Polonaises émigrées se distinguent des femmes appartenant à d'autres nationalités par une fertilité exceptionnelle. D'après un rapport établi par la Commission d'immigration nommée par le Gouvernement des Etats-Unis en 1907, les Polonaises de moins de 45 ans, mariées depuis 10 à 19 ans, avaient en moyenne 6,2 enfants à la première génération et 5,1 à la seconde. Dans les mêmes conditions, les Américaines avaient 2,7 enfants seulement. (1)

Mais le fait que 60 % de la population polonaise vivait de l'agriculture exerça également une forte influence sur la question de la natalité. Dans tous les pays du monde, les agriculteurs se sont toujours distingués par une grande fécondité. En Pologne, en particulier, ce groupe eut, du point de vue du nombre des naissances, une supériorité incontestable. La campagne, réfractaire aux influences extérieures, est restée hostile à la propagande néo-malthusienne. D'autre part, l'absence des fortunes favorisait la natalité. Il a été constaté que, dans les villes, les ouvriers — et surtout les ouvriers non qualifiés, donc gagnant le moins — avaient le plus grand nombre d'enfants.

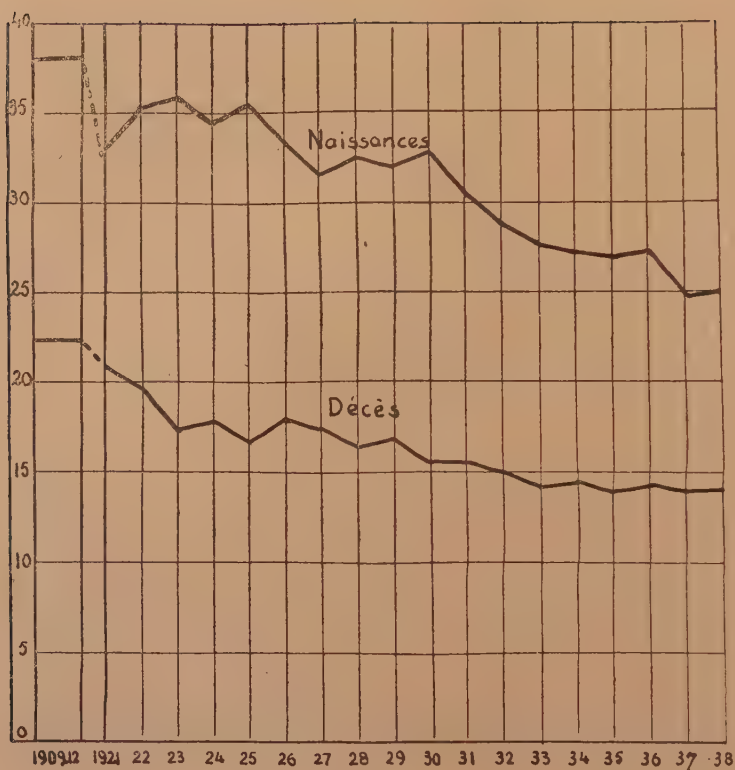
Les facteurs moraux ont certainement exercé une influence sur la natalité, mais nous ne possédons sur ce point aucune donnée statistique.

(1) Szawleski : *Polska na zle...* p. 21.

*
**

Par l'intensité et l'ampleur de ses phénomènes démographiques, la Pologne rappelle les pays d'Europe orientale. Elle présente avec eux ce trait commun que tous les processus démographiques s'y déroulent avec un certain retard sur l'Europe occidentale. L'Europe tout entière suit, en effet, la même ligne générale d'évolution démographique et, entre les différents pays qu'elle comprend, il n'y a, dans ce mouvement général, qu'une différence de temps. Après la puissante ascension du xix^e siècle, la baisse de la natalité commença en Europe, avec un décalage de vingt à trente ans seulement selon les pays. Si, en Allemagne, en Angleterre, en Suède, la baisse du taux des naissances fut constatée dès 1870-1880, en Pologne, en Bulgarie, en Yougoslavie, en Russie, par contre, elle ne s'est manifestée qu'à la veille ou au lendemain de la guerre, et devint très nette dans le deuxième quart du xx^e siècle.

La Pologne n'y échappa pas plus que les autres pays. Le taux de la natalité, très élevé par rapport à celui des pays occidentaux, commença à fléchir en Pologne à partir de 1930 (voir graphique ci-dessous). Avant cette date, la forte augmentation des naissances des années 1921 à 1925, comparée à la baisse des années de guerre, avait eu pour effet de rapprocher la moyenne (34,8) de celle d'avant-guerre (38,9). Après 1925, la natalité diminua lentement, et atteignit son second point culminant en 1930. Avec la crise, la baisse fut brusque et dura jusqu'en 1933, puis les naissances se stabilisèrent sur un niveau à peu près fixe jusqu'en 1936, pour diminuer enfin en 1937 et 1938.



Naissances et Décès en Pologne entre 1921 et 1938

Des phénomènes identiques furent constatés dans les autres pays. Les années qui ont suivi la guerre ont partout été accompagnées d'une augmentation des naissances, et celles qui connurent la crise amenèrent une baisse sensible que la reprise économique devait arrêter. Un seul pays fait exception à cette règle générale : c'est l'Allemagne. Le taux de la natalité a augmenté en Allemagne, entre 1933 et 1938, de 14,7 à 19,7.

La natalité est fonction de deux facteurs : la fertilité et l'âge. La baisse de la natalité s'est produite en Pologne malgré une amélioration de l'âge de procréation. Entre les deux recensements de 1921 et 1931, la proportion des femmes de 15 à 49 ans augmenta de 51,2 à 52,4, et le pourcentage des femmes à l'âge de la plus grande fécondité, entre 20 et 39 ans, monta de 29,3 à 33,2. La fertilité a donc diminué plus que la natalité. (2)

Le chef de la section de statistiques de la population de l'Office Central de Statistique de la Pologne, M. Schulz, a calculé qu'entre 1927 et 1934, le taux de natalité brut a reculé de 17 %, cependant que la fertilité a baissé de 24 %. (3)

Les mêmes phénomènes furent observés dans les autres pays. Durant la même période 1919-1938, la mortalité est tombée en Pologne, de 26,9 à 15,5 en 1930, et à 13,8 en 1938. Elle a diminué ainsi de près de 50 %. Le rythme de cette baisse rappelle, ici également, les pays d'Europe orientale, dans la période d'après guerre, et ceux d'Europe occidentale avant la guerre, c'est-à-dire à un moment où le taux de mortalité y était encore élevé. La diffé-

(2) *Petit Annuaire de la Pologne*, 1938, p. 21, et 1931, p. 7.

(3) *Zagadnienia demograficzne. Statystyka Polski*, p. 85.

rence entre la Pologne et ces pays, très grande avant la guerre, diminua entre 1919 et 1939. La Pologne put se rattraper, et devança même la France dont le taux de mortalité, en 1938, dépasse de 1,6 celui de la Pologne.

Grâce à la baisse du taux de mortalité en Pologne, le fléchissement de l'accroissement de la population fut freiné, et n'atteignit pas la même ampleur que la baisse de la natalité. C'est ainsi que, de 1921 à 1930, l'accroissement de la population polonaise, dû à l'excédent des naissances sur les décès, fut à peine inférieur à celui d'avant-guerre (16,5 en 1908-1913, et 16,2 et 15,5 en 1921-1925). Il ne diminua qu'à partir de la crise.

Le mouvement général de la population laissait donc prévoir qu'en Pologne, comme dans les pays occidentaux, aux difficultés provoquées par un accroissement trop rapide allaient succéder, dans un avenir plus ou moins éloigné, celles d'un accroissement trop lent. Mais cela ne pouvait faciliter en rien la solution des problèmes immédiats que posait à la population active de la Pologne, entre 1919 et 1939, la vigoureuse augmentation de la population.

CHAPITRE II

ACCROISSEMENT D'APRÈS L'ÂGE

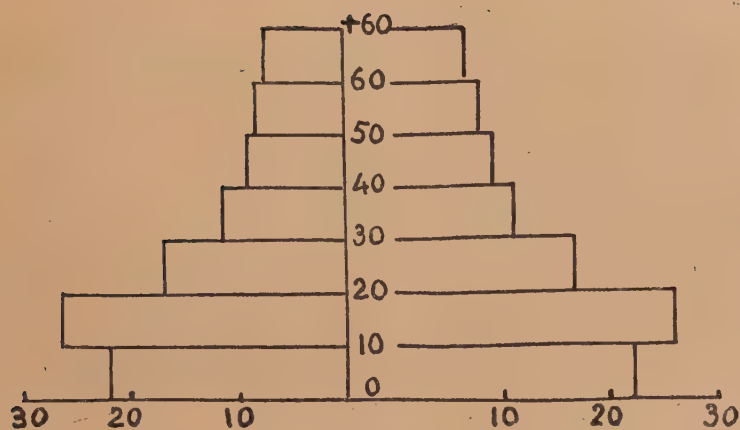
La portée pratique de l'accroissement de la population varie selon les catégories d'âge sur lesquelles porte cet accroissement. Si, grâce à une forte natalité, c'est surtout le nombre des enfants qui augmente, le pays aura à nourrir un nombre plus grand de personnes inactives. L'augmentation du nombre des vieillards signifie également une aggravation de la charge pesant sur la population productive. Ce n'est que l'accroissement de la population en état de travailler qui augmente réellement la faculté de produire d'un pays. Toutefois, si, pour des raisons économiques ou sociales, le pays se trouve incapable de lui fournir du travail, cette population passe dans les rangs des consommateurs purs. Dans les cas de ce genre, l'accroissement menace non seulement de provoquer une baisse dans le niveau de vie de l'ensemble de la population, mais d'accumuler des énergies non exploitées et de les pousser vers des fins dangereuses.

Or, pendant la période qui nous intéresse, il se trouve que c'est surtout la population apte au travail qui a le plus augmenté en Pologne. Au moment du premier recensement, la Pologne accusa — contrairement aux pays d'Europe occidentale — une forte proportion d'enfants et de jeunes, et une proportion plus faible d'adultes et de vieillards. Ceci

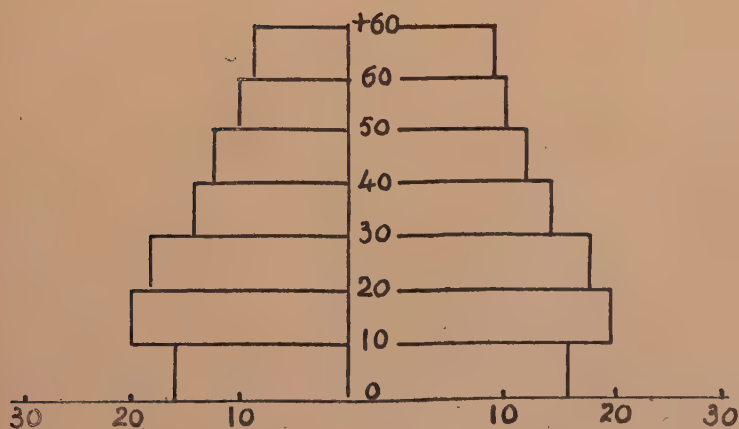
s'explique par le retard démographique de la Pologne par rapport à l'Ouest de l'Europe. L'importance de la classe des jeunes découle du fait que la baisse de la natalité en Pologne a commencé seulement après 1900, et fut très lente dans les années d'avant guerre. Dans l'Europe occidentale, cette baisse avait déjà commencé dans les années 1870-1880, et était devenue considérable à la fin du siècle. D'autre part, la faible proportion des adultes résulte de l'émigration qui, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, a surtout porté sur les hommes en âge de travailler. Elle résulte aussi de la forte mortalité qui sévissait encore vers 1900, époque à laquelle sont nés ceux qui devinrent adultes après la guerre. Le même phénomène de forte mortalité explique également la faible proportion des vieillards.

L'Allemagne étant un exemple assez typique de pays vieillissant au point de vue démographique, la comparaison des pyramides d'âges en Pologne et en Allemagne fait ressortir assez clairement les différences qui séparent la Pologne des pays occidentaux.

Le pourcentage de la population en âge productif — de 20 à 49 ans — est de 37,5 en Pologne et de 45 en Allemagne. Les enfants et les adolescents de moins de 20 ans représentent 47,7 % de la population polonaise et 36,2 % de la population allemande. Les personnes de plus de 50 ans sont respectivement de 14,8 % et de 18,8 %. Dans la classe des adultes, les jeunes de 20 à 29 ans constituent 16,8 % en Pologne et 18,4 % en Allemagne. En Pologne, le nombre des enfants de moins de 10 ans est de trois fois supérieur au nombre des vieillards ayant dépassé 60 ans ; en Allemagne, il n'est même pas le double (15,8 % et 9,2 %). Il faut remarquer que les chiffres concernant l'Allemagne sont de



*La population d'après l'âge en Pologne en 1921,
sur 100 habitants. (Petit ann. st. 1931)*



*La population d'après l'âge en Allemagne, en 1925
sur 100 habitants. (Petit ann. st. 1931)*

1925, immédiatement après une période de natalité accrue, tandis que ceux intéressant la Pologne sont de 1921.

Au moment donc où la Pologne accédait à l'indépendance, elle avait à nourrir un nombre de consommateurs purs particulièrement élevé. Le faible pourcentage des vieillards ne compensait pas celui, très élevé, des enfants. La classe productrice de la nation était relativement réduite. Toutefois, c'est cette dernière classe qui s'est accrue le plus rapidement pendant la période envisagée ici.

*Population de la Pologne d'après l'âge
en 1921 et 1931 (1)*

Année de recen- sement	Total	0-9	10-19	20-29	30-39	40-49	50-59	60 et +
1921..	100	21,9	26,4	15,8	11,5	9,4	7,7	7,3
1931..	100	24,9	18,2	19,3	13,3	9,4	7,1	7,8

De 1921 à 1931, la population en âge de produire a augmenté de 36,7 % à 42 % du nombre total des habitants. Les enfants et adolescents de moins de 20 ans sont passés de 48,3 à 43,1 %. La classe des vieillards a conservé le même pourcentage. Parmi les adultes, ce sont surtout les jeunes de 20 à 29 ans qui ont le plus augmenté. En ce qui concerne les enfants, ceux de 10 à 19 ans, nés pendant la guerre, ont diminué, tandis que ceux de moins de dix ans, dont une partie était venue au monde entre 1921 et 1925, — période d'essor pour la natalité —, augmentaient sensiblement.

Sur la décade qui s'ouvre en 1931, nous ne pos-

(1) *Petit Annuaire de la Pologne*, 1938, p. 21.

sédons pas des renseignements aussi précis. A défaut de données statistiques, on est amené à faire des calculs approximatifs et même à recourir à des suppositions. La proportion des enfants en bas âge a dû sans doute diminuer, par suite de la baisse des naissances qui s'est produite pendant la crise. Celle des adolescents de 10 à 19 ans a certainement augmenté. Les personnes nées pendant la guerre, ayant à cette époque 20 à 29 ans, devaient être moins nombreuses ; par contre, les adultes de 30 à 49 ans ont probablement augmenté. Selon toute vraisemblance, la classe des adultes est devenue plus importante. Le pays disposait ainsi d'une somme d'énergies accrues ; il fallait pouvoir les utiliser.

CHAPITRE III

ACCROISSEMENT PAR RÉGIONS, AGGLOMÉRATIONS ET GROUPES SOCIAUX

L'accroissement naturel de la population polonaise a varié en importance selon les régions, la forme des agglomérations, les professions, le montant des revenus.

Les renseignements que nous possédons sur ce sujet sont empruntés soit aux statistiques officielles, soit aux enquêtes effectuées dans différents groupes sociaux.

Les statistiques nous apprennent qu'en Pologne, comme dans le reste des pays d'Europe, la natalité, la mortalité et le taux de l'accroissement naturel augmentent à mesure qu'on se dirige vers l'est. Cependant que dans les provinces orientales la natalité atteint 30,8, dans celles de l'ouest elle ne monte qu'à 25,8 par millier d'habitants.

Dans certaines communes agricoles isolées du monde extérieur et vivant dans des conditions extrêmement primitives, la natalité atteint 50 0/00, taux qui n'a jamais été enregistré ailleurs, exception faite de certaines provinces de la Russie d'Europe, dans la seconde moitié du XIX^e siècle (55, et même 60 0/00).

Dans l'ensemble, les différences entre les provinces, très sensibles avant la guerre, semblèrent s'atténuer à partir de 1918.

Les statistiques nous révèlent également les différences profondes entre la natalité des villes et celle des campagnes. Pour les années 1931-1932, elle fut de 33 o/oo pour les communes rurales, de 25,2 pour les petites villes, de 20,1 pour les villes moyennes et de 17,5 pour les grandes villes. Néanmoins, l'accroissement de la population dans les villes polonaises est resté assez important si on le compare à celui des villes des pays occidentaux, notamment avant la crise mondiale.

Les statistiques officielles ne fournissent aucun renseignement sur l'accroissement par groupes sociaux, et selon les professions et les revenus. Aussi, devons-nous avoir recours aux études monographiques publiées par certaines institutions spécialisées. Plusieurs de ces enquêtes ne peuvent être utilisées pour l'ensemble du territoire polonais, soit qu'elles ne s'occupent que de certaines régions limitées, soit qu'elles ne fournissent que des renseignements fragmentaires.

L'enquête qui paraît le mieux convenir à notre travail est celle qui fut publiée par l' « Institut polonais d'étude scientifique des problèmes de la population ». Elle embrasse une période commençant en 1932, et porte sur 14.000 familles vivant dans les villages, les villes de différente grandeur, et exerçant les professions les plus variées. (1)

(1) S. Szulc : *Fertilité différentielle. Actual. scient. et ind...*, n° 714, p. 155.

*Variations de la fertilité au cours des années 1920
et suivantes*

Numéro de l'échantillon	Naissances par 100 femmes dans les années			Changements survenus depuis la période 1920-29 jusqu'à 1930 et suiv., en %
	1920-24	1925-29	1930 et suiv.	
(Agricult. indépendants)				
1	36,1	37	41,9	+ 16,1
2	37,3	26,1	33,5	— 10,2
3	31	32,5	26,6	— 14,2
4	28,4	20,5	20,5	— 27,8
5	25,1	17,2	17,8	— 29,1
Ouvriers qualifiés à Varsovie				
6	23,4	21,5	15,3	— 34,6
7	22,9	20,2	14,7	— 35,8
8	24,6	18,5	10,4	— 57,7
9	21,1	14,9	8,6	— 59,2
10*	40,5	29,4	26,2	— 35,3
Ouvriers qualifiés à Lodz				
11	22,9	19,6	12,7	— 44,5
12	29,2	31,3	8	— 72,6
Ouvriers non qualifiés à Varsovie				
13	24,4	20,8	16,1	— 34
14	29,1	26,5	19,5	— 33
15*	34,8	29,2	22,8	— 34,5
22	18,6	17,7	9,8	— 47,3
23	31,4	24,3	7,9	— 74,8
24	18,9	11,9	9,4	— 50,3
Employés subalternes				
25	24,3	21,1	12,4	— 49
26*	33,7	24,1	9,7	— 71,2
27	19	20	10,6	— 44,2
Médecins				
28	14,7	14,3	17,2	+ 17

(*) S'écarte du caractère général du dit groupe : par exemple, 10 et 15 familles nombreuses (enregistrées dans le fichier d'une œuvre sociale, profitant de son secours).

D'après cette enquête, ce sont les familles d'agriculteurs indépendants qui avaient la plus forte fertilité. Son taux variait cependant d'après les régions. Les familles d'ouvriers agricoles venaient immédiatement après. Les familles paysannes, même émigrées dans les villes, conservaient toujours une forte natalité. Dans les villes, venaient en tête les familles d'ouvriers, surtout d'ouvriers non qualifiés, et celles d'employés subalternes. Les employés d'Etat avaient très peu d'enfants, ainsi que les médecins, les commerçants et les industriels. Chez ces derniers, la fertilité était en raison inverse des revenus. Dans les familles des travailleurs intellectuels et de ceux qui exercent des professions libérales, la fertilité était très faible, même si on la compare à celle des mêmes catégories de personnes en Europe occidentale.

C'est en somme aux paysans et aux ouvriers que la Pologne doit le fort accroissement de sa population. Toutes les enquêtes sont d'accord sur ce point.

D'autre part, il a été établi que les familles ouvrières de Varsovie avaient plus d'enfants que celles de Londres (2). Dans la première, le nombre d'enfants de moins de 12 ans par famille est de 1,34 ; dans la seconde, il est de 1,04.

Si, pendant les années de la crise, la baisse du revenu a été la plus forte pour les paysans d'abord, pour les ouvriers ensuite, il faut sans doute en rechercher les causes principales dans la forte natalité caractérisant ces deux groupes sociaux.

(2) *Bezrobocie i stopa życiowa ludn. dzieln...*, p. 40.

*
**

Il résulte de cette étude que l'accroissement naturel en Pologne est resté très fort malgré la baisse de natalité survenue après la guerre et surtout à partir de 1930. Il reste fort, même si on le compare à l'accroissement maximum atteint par les pays occidentaux et centraux au cours du XIX^e siècle. Il en résulte aussi que l'accroissement s'est manifesté surtout dans les groupes ayant atteint l'âge productif, et particulièrement les jeunes, et qu'il a été beaucoup plus important dans les campagnes que dans les villes.

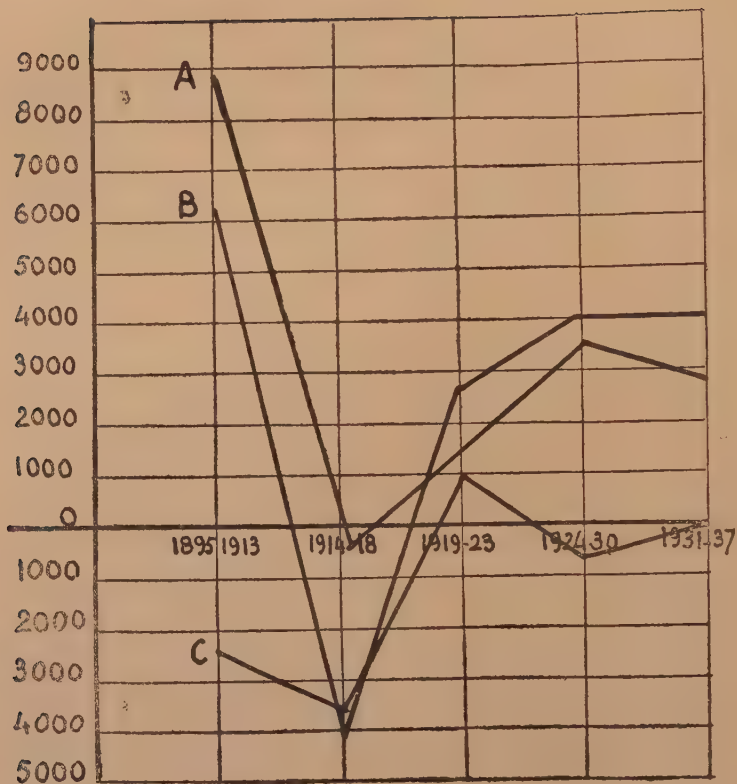
CHAPITRE IV

ÉMIGRATION ET ACCROISSEMENT DE LA POPULATION (1)

Une partie de la population dont a augmenté la Pologne grâce à l'excédent des naissances sur les décès, a quitté le pays pour se rendre à l'étranger. Les uns y sont restés, les autres sont revenus après une absence plus ou moins longue. Entre 1919 et 1937, 420.000 Polonais émigrés sont rentrés en Pologne.

Le mouvement ne s'est pas toujours poursuivi au même rythme. A certaines époques, l'émigration dépassait l'immigration, à d'autres, le phénomène contraire se produisait, et l'augmentation réelle de la population surpassait alors son accroissement naturel. Au lendemain de la guerre, notamment, on assista au retour massif des réfugiés de guerre : leur nombre atteignit 1.265.000 personnes entre 1918 et 1924, d'après les statistiques officielles — chiffre approximatif, un contrôle rigoureux n'ayant pu être exercé à cette époque. Plus de la moitié de ces rapatriés (711.000) ont regagné les provinces de l'est.

(1) Tous les chiffres cités dans ce chapitre sont puisés dans l'*Annuaire Statistique de la Républ. Polon.*, 1921-29, et le *Petit Annuaire Statistique de la Pologne*, 1930-1939.

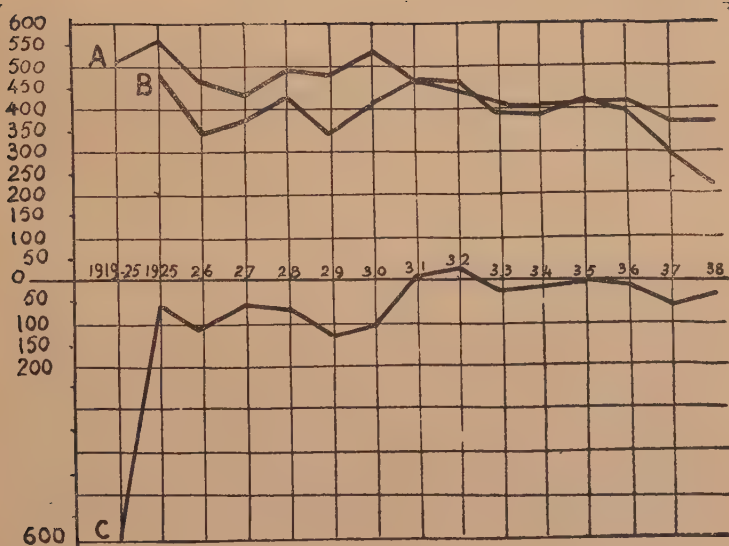


Mouvements de la population par périodes
de 1895 à 1937 (en milliers d'habitants)

A : accroissement naturel.

B : accroissement réel.

C : solde migratoire.



Mouvements de la population de 1925 à 1938

A : accroissement naturel.

B : accroissement réel.

C : solde migratoire.

À la même époque, entre 1919 et 1925, on évalua à 360.000 hommes le nombre des Allemands qui ont quitté la Pologne et ont réintégré l'Allemagne. Le solde des mouvements migratoires reste néanmoins en faveur de la Pologne, avec un excédent de près d'un million d'âmes.

Ces faits ont revêtu une ampleur exceptionnelle parce qu'ils furent la conséquence de la guerre. Entre 1914 et 1918, les pertes migratoires de la Pologne se sont élevées à près de trois millions et demi d'hommes. Malgré le retour massif de beaucoup d'entre eux, la balance reste déficitaire, et la Pologne a perdu au total, du fait de la guerre, deux millions et demi d'habitants.

La période normale ne commença qu'en 1924. À partir de cette date et jusqu'en 1930, l'émigration atteint son maximum. Les travailleurs se dirigeaient notamment vers la France, qui reconstruisait ses régions dévastées, et vers le Canada et l'Amérique du sud, où s'ouvraient des territoires nouveaux à la colonisation. 1.570.000 hommes quittèrent alors la Pologne pour une durée de temps indéfinie. Et l'excédent de l'émigration sur l'immigration atteignit près d'un demi million.

La crise arrêta brusquement l'émigration. La France, déjà reconstruite et en butte à des difficultés économiques sérieuses, renvoya 117.000 ouvriers polonais entre 1931 et 1935 pour alléger le fardeau de son propre chômage. Comme, en même temps, la majorité des pays étrangers fermèrent leurs frontières à l'immigration, le solde migratoire devint actif pour la Pologne jusqu'en 1935.

Avec la reprise économique, l'émigration se développa de nouveau, sans atteindre toutefois les proportions que l'amélioration de la situation générale

aurait permis d'espérer. De 1931 à 1937, la Pologne ne perdit en tout que 64.000 de ses ressortissants.

Si nous éliminons la période qui va de 1918 à 1924 comme consécutive à la guerre et, à ce titre, anormale, et si nous faisons le bilan des années 1924 à 1937, nous constatons que l'émigration n'a enlevé à la Pologne que 564.000 personnes, soit 9 % de son accroissement naturel.

Le rôle de l'émigration ne fut donc pas très important du point de vue démographique, surtout si on rappelle ce qu'il avait été avant la guerre. Entre 1895 et 1913, en effet, l'excédent des naissances sur les décès avait donné à la Pologne 8.826.000 habitants. L'émigration en a absorbé 2.535.000, soit 38 % de l'accroissement naturel.

Si ce mouvement s'est considérablement ralenti après la guerre, cela est dû à deux ordres principaux de causes. Les unes, de portée générale, ont provoqué la limitation de l'émigration dans tous les pays européens ; les autres sont particulières à l'Europe orientale, et tiennent aux restrictions que les pays de forte immigration ont établies à son égard.

La cause d'ordre général la plus importante est que les Etats-Unis, dont le peuplement était à peu près terminé, fermèrent leurs portes à l'immigration. En outre, comme ils avaient déjà, ainsi que bon nombre de pays extra-européens, réussi à s'émanciper économiquement, et étaient même devenus pour l'Europe de dangereux rivaux, le commerce extérieur européen perdit des débouchés de la plus haute importance. L'Europe ne sut pas suppléer à ces pertes dans une mesure suffisante en développant ses marchés intérieurs. La demande de travail y diminua, et les pays industriels cessèrent d'avoir recours à la main-d'œuvre provenant des pays

agricoles. Les migrations à l'intérieur de l'Europe diminuèrent en conséquence. Et la rationalisation du travail, l'emploi des machines non seulement dans l'industrie mais même dans l'agriculture, étaient destinés à concourir aux mêmes résultats.

Il est vrai que, si le marché du travail se resserre aux Etats-Unis et dans les pays industriels de l'Europe, il s'ouvre, par contre, dans les régions dévastées par la guerre comme en France et en Belgique, ainsi que dans les pays de l'Amérique du sud. Ces derniers, en effet, après avoir développé leur économie pendant la guerre pour approvisionner les belligérants, perdirent beaucoup de leurs débouchés après les hostilités ; pour y suppléer, ils firent appel à l'émigration afin d'augmenter leur population et développer leur marché intérieur.

Mais ni l'Amérique du sud ni les régions dévastées par la guerre ne pouvaient remplacer les possibilités de jadis. L'émigration en France et en Belgique avait un caractère temporaire et devait prendre fin avec l'achèvement des travaux prévus. Celle qui se dirigea vers l'Amérique du sud n'atteignit jamais une ampleur suffisante. Les Etats-Unis étaient pratiquement fermés à l'immigration, puisqu'ils exigeaient des nouveaux venus de disposer de capitaux assez importants — condition difficile à remplir pour les ressortissants des pays agricoles souffrant d'une trop grande augmentation de leur population.

A ces causes d'ordre économique s'en ajoutaient d'autres, d'ordre politique : la tendance vers l'autarcie, basée souvent sur des antagonismes raciaux. L'Europe orientale en souffrit plus que les pays occidentaux et septentrionaux. Les Etats-Unis et les Dominions britanniques établirent une discrimination rigoureuse entre les émigrants provenant du Royaume-Uni, de l'Europe septentrionale et occidentale

d'une part, et ceux de l'Europe orientale et méridionale de l'autre. Les lois de 1921 et 1924, promulguées aux Etats-Unis, se révélèrent particulièrement sévères pour les pays de la deuxième catégorie. Le Canada fit de même, favorisant surtout l'immigration britannique.

Ces discriminations ne furent d'ailleurs pas dictées uniquement par des considérations raciales. La crainte de la concurrence de la main-d'œuvre provenant de l'Europe orientale y joua également un rôle important. Habituels à se contenter d'un salaire bas, les travailleurs de l'Europe orientale auraient menacé, pensait-on, d'abaisser le niveau des salaires si on leur avait permis d'émigrer et, partant, de modifier d'une façon désavantageuse le niveau de vie de la main-d'œuvre nationale.

*
*
*

Le rôle démographique de l'émigration et son influence sur l'accroissement naturel de la population, ne se bornent pas seulement à enlever au pays un certain nombre d'habitants, ralentissant ainsi le rythme de l'augmentation de sa population. A côté de cet élément d'ordre quantitatif, il faut en signaler un autre d'ordre qualitatif. Les hommes qui émigrent sont en général des jeunes, aptes au travail et à la procréation. Ils font partie de la classe la plus active de la population, et leur départ peut modifier d'une manière profonde la structure économique du pays.

Quel fut, en Pologne, le rôle de l'émigration, si on l'envisage de ce point de vue ?

Bilan des migrations par groupes d'âges de 1921 à 1931 (1)

Années de naissance	Groupes d'âges		Diminution absolue Décès		Excédent d'émigration (—) ou d'immigrat. (+)	
	1921	1931	(en milliers)		absolu	%
1912-1921 ..	0-9	10-19	51	250	+ 199	+ 3,4
1902-1911 ..	10-19	20-29	764	353	— 411	— 5,8
1892-1901 ..	20-29	30-39	267	303	+ 36	+ 0,8
1882-1891 ..	30-39	40-49	105	265	+ 160	+ 5,2
1872-1881 ..	40-49	50-59	283	313	+ 30	+ 1,2
avant 1872..	50 et plus	60 et plus	1.560	1.599	+ 39	+ 0,9

Du fait des mouvements migratoires, la Pologne n'a perdu, entre 1921 et 1931, que 411.000 jeunes, âgés, en 1931, de 20 à 29 ans. On se rappelle que c'est précisément cette catégorie d'hommes qui a le plus augmenté pendant la période considérée. Le solde migratoire actif le plus important, quant à son pourcentage, est celui qui correspond aux hommes âgés de 40 à 49 ans, et des enfants de 10 à 19 ans. Cela est dû probablement au rapatriement des réfugiés de guerre.

La question se pose de savoir si l'émigration a surtout porté sur les professions où l'accroissement naturel était le plus fort. Nous ne pouvons y répondre que pour ce qui concerne la période qui s'ouvre en 1927, parce qu'avant cette date on n'a pas publié de statistiques par professions.

(1) S. Fogelson : *Les migrations et leur rôle démographique en Pologne*, (1871-1936). *Actualités scientifiques et industrielles*, 1938, n° 713, p. 205.

Entre 1927 et 1937, l'émigration a enlevé à la Pologne 760.000 hommes. Il ressort du tableau ci-dessous qu'elle a surtout porté sur la population agricole.

Emigration selon les professions dans les années 1927-1937
(émigration saisonnière non comprise)

	TOTAL (population active)	Agriculture	Mines et Industrie	Commerce et communications	Autres Professions
Chiffre absolu..	410.500	236.000	52.200	11.000	110.900
Pourcentage ..	100	57,6	12,7	2,7	27

D'après le recensement de 1931, les agriculteurs constituaient 60,9 % de la population totale ; la population vivant de l'industrie formait 19,2 % et celle vivant du commerce et des communications, 9,3 %. Les agriculteurs se distinguant par le plus fort accroissement, n'ont donc pas participé à l'émigration même dans une proportion égale à celle qu'ils formaient dans l'ensemble du pays. Ceci s'explique par le fait que la France, principal centre d'émigration, a fait surtout appel à la main-d'œuvre et non pas aux paysans. A partir de 1931 notamment, la population citadine, et surtout la population juive, ont quitté la Pologne en forte proportion.

Nous ne nous sommes occupés dans ce chapitre que des migrations permanentes et du rôle qu'elles jouent dans le domaine démographique. Mais les migrations saisonnières exercent aussi une influence sur l'accroissement de la population. Elles ne se soldent ni par des pertes ni par des gains — fait facile à établir par les statistiques —, mais l'absence périodique d'un certain nombre d'individus en âge de procréation exerce certainement une influence sur

le nombre des naissances. Toutefois, le rôle de l'émigration saisonnière n'a pas encore été suffisamment étudié.

De tout ce qui a été dit sur l'émigration permanente il ressort que le rôle qu'elle a joué dans l'évolution démographique de la Pologne a été modeste. Elle n'a diminué que de fort peu l'accroissement naturel. Les modifications qu'elle a apportées dans la composition de la population par âges ainsi que dans la structure sociale du pays sont insignifiantes. Les migrations agissaient en sens contraire de l'accroissement naturel. Elles enlevaient des hommes appartenant surtout aux catégories d'âges qui augmentaient le plus, mais ne déchargeaient pas les professions se distinguant par le plus fort excédent des naissances sur les décès.

<i>Population, en milliers (1)</i>		
1 ^{er} Janvier	1919	26.282
1 ^{er} Janvier	1924	28.774
1 ^{er} Janvier	1931	31.685
1 ^{er} Janvier	1938	34.535
<i>Accroissement effectif</i>		
1 ^{er} Janvier	1919-23	2.492
1 ^{er} Janvier	1924-30	2.911
1 ^{er} Janvier	1931-37	2.849
<i>Accroissement naturel</i>		
1919-23 . .		1.508
1924-30 . .		3.411
1931-37 . .		2.913
<i>Accroissement (+) ou perte migratoire (—)</i>		
1919-23 . .		+ 984
1924-30 . .		— 500
1931-37 . .		— 64

(1) *Petit Ann. st.*, 1938, p. 44.

DEUXIÈME PARTIE

PROBLÈMES INTÉRESSANT L'AGRICULTURE

CHAPITRE PREMIER

LES DONNÉES DU PROBLÈME

Le grand problème que la Pologne eut à résoudre au moment où elle recouvrit son indépendance était de savoir si, pour surmonter les difficultés économiques et sociales résultant de l'accroissement de sa population, il suffisait de développer l'agriculture ou s'il était nécessaire d'industrialiser le pays.

Les opinions, sur ce sujet, étaient partagées. A première vue, l'agriculture paraissait offrir de vastes possibilités de développement. Le rendement de la terre était faible ; les marais couvraient une grande partie du territoire et la rendaient inutilisable ; la structure agraire du pays était défectueuse et faisait d'un petit nombre de propriétaires fonciers les détenteurs de près de la moitié des terres. Augmenter le rendement, assécher les marais et partager les grandes propriétés foncières entre les paysans pouvait amener un accroissement considérable de la demande du travail ainsi que de la production.

Mais il s'agissait de savoir si ces réformes auraient été suffisantes. La terre polonaise, mieux exploitée qu'à l'époque antérieure, aurait-elle été capable d'occuper et de nourrir une population sans cesse croissante ? Si elle le pouvait, le surpeuplement des villages n'était qu'un « surpeuplement relatif » ; il était possible de le corriger et d'en éviter les conséquences en concentrant tous les efforts du pays sur

le développement de l'agriculture. Cette solution aurait eu pour avantage d'éviter les graves difficultés que l'industrialisation du pays devait incontestablement amener.

Si, au contraire, la nature elle-même mettait obstacle à ce que le développement de l'agriculture suffît à résoudre le problème ; si, exploité selon les méthodes les mieux appropriées, le sol polonais demeurerait quand même incapable d'absorber et de nourrir la population, le surpeuplement était « absolu », et il devenait nécessaire, dans ce cas, d'industrialiser le pays.

Pour connaître le degré du surpeuplement, on compare souvent la densité de la population du pays envisagé à celle de plusieurs pays étrangers, ou à l'un d'eux seulement, considéré comme un exemple typique de pays équilibré. Cette méthode ne peut être utilisée si l'on envisage l'ensemble de la vie économique du pays, parce que la superficie du territoire n'en est pas l'expression. Par contre, elle peut donner des indications utiles si l'on ne s'occupe que de l'agriculture, et si l'on prend pour termes de comparaison des pays se trouvant dans des conditions naturelles rapprochées.

Le facteur « terre » joue, en effet, dans l'agriculture, un rôle beaucoup plus important que dans d'autres branches de la production, et il présente, en outre, l'avantage d'être d'une très faible élasticité.

Etant donné la richesse des récoltes des pays d'Europe Occidentale, on considère généralement que la densité de 40 à 50 personnes par km² y est une densité maxima, au delà de laquelle la terre risque de ne plus pouvoir bien nourrir la population (1).

(1) Reithinger, Rose, etc...

En fait, cette densité ne fut dépassée que dans des cas exceptionnels et dans des pays (en Belgique et en Hollande notamment) pratiquant la culture intensive et spécialisée et jouissant de conditions particulièrement favorables sur le marché.

Malgré la supériorité du rendement obtenu dans les pays d'Europe Occidentale, leur densité agricole reste de beaucoup inférieure à celle de la Pologne.

La différence, dans certains cas, est du simple au double et même au triple. On peut s'en rendre compte en consultant le tableau suivant :

Allemagne	54,2
Danemark	34,9
Suède	45
Pologne	82,1
Bulgarie	108,6 (2)

VERS 1936 (3)

France	45
Grande-Bretagne	19
Belgique	71

Ainsi donc, la densité agricole était, en 1936, de 19 en Grande-Bretagne par km² de surface utile (d'après M. Reithinger). En France, elle était, à la même époque, de 45 (d'après M. Reithinger) et, en 1938, de 38,5 (d'après M. Rose).

D'autre part, on peut comparer les forces hu-

(2) Pays dont les statistiques tiennent compte de la population passive, de la répartition de la population par professions, et pour lesquels j'ai pu faire les calculs moi-même.

(3) Ces chiffres sont empruntés à M. Reithinger : *Le Visage économique de l'Europe*, p. 31. M. Reithinger ne décrit pas le mode d'évaluation auquel il a eu recours.

maines s'occupant de l'agriculture. On constate alors qu'elles furent plus élevées en Pologne que dans la plupart des autres pays européens, même ceux de l'est et du sud.

Nombre des personnes actives dans l'agriculture par km² (4)

	De terres cultivées	De terres cultivées, prés natu- rels et pâturages
Allemagne (1933)	46	33
Belgique (1930)	53	33
Bulgarie (1926)	66	33
Danemark (1930)	21	17
Estonie (1934)	22	18
Finlande (1930)	41	32
France (1931)	43	22
Grande-Bretagne (1931) ..	26	7
Tchécoslovaquie (1930) ..	44	32
Pologne (1921)	54	40

M. Joseph Poniatowski a fait des calculs plus précis. Il a comparé le nombre des agriculteurs actifs dans différents pays à la surface sur laquelle ils travaillent, et en tenant compte de la quantité de travail que ces terrains réclament. Il attribue aux différentes superficies utiles les coefficients suivants :

- 1 pour les terres labourables,
- 3 pour les jardins et les vergers,
- 0,4 pour les prairies,
- 0,2 pour les pâturages,
- 0,55 pour les forêts.

(4) S.D.N. *Conférence européenne de la vie rurale*, 1939, p. 51 ; *Population et agriculture, le problème du surpeuplement*, Institut international d'agriculture, doc. n° 1, p. 15.

Il calcule ensuite le nombre d'hectares théoriques pour chaque pays et, le comparant au nombre des agriculteurs actifs, il obtient le tableau suivant :

Personnes actives par 100 Ha. théoriques

Allemagne	34,2
Belgique	30,1
Danemark	15,5
Estonie	22,6
Finlande	18
France	25
Grande-Bretagne (avec Irlande du Nord) . .	17,4
Pologne	55 (5)

Il ressort de ces différents tableaux que la population agricole polonaise était beaucoup plus dense que celle des autres pays d'Europe, pourtant plus avancés que la Pologne, pour la plupart, et tirant de la terre de meilleures récoltes.

Si donc nous prenons pour base de comparaison les pays d'Europe Occidentale, nous pourrions conclure que les campagnes polonaises étaient surpeuplées et qu'elles le seraient restées, même si la Pologne avait atteint le même degré de développement économique que ces pays. La même conclusion découle des travaux faits par les auteurs polonais (dont le plus important est celui de M. Poniatowski, déjà cité), ainsi que par un certain nombre d'auteurs étrangers, comme M. Oberländer. Les enquêtes effectuées dans les villages polonais confirment ces conclusions.

M. Poniatowski a calculé que le maximum de travail que réclamait la terre polonaise était de 30 agriculteurs par km² théorique. Or, ainsi que nous

(5) Poniatowski : *Przeludnienie...*, p. 54.

l'avons déjà vu, il y en avait 55. C'est dire que près de 45 % de la population agricole polonaise était de trop en 1935. M. Oberländer donne un chiffre rapproché. Une enquête entreprise par l' « Institut d'Economie sociale » constate que 40 % des forces consacrées à l'agriculture étaient superflues. (6)

Toutes ces études ont été faites une dizaine d'années après la guerre, alors que la situation avait empiré du fait de l'accroissement des années antérieures. Malgré cela, leurs conclusions peuvent s'appliquer à la période du début.

Des travaux de M. Poniatowski, il résulte d'une manière non équivoque que, même si les progrès les plus poussés avaient été accomplis dans l'agriculture, celle-ci serait quand même demeurée incapable d'absorber, non seulement les nouveaux effectifs qu'allait apporter l'accroissement de la population, mais même la population qui y vivait déjà.

Le surpeuplement était « absolu ». Pour résoudre les problèmes posés par son accroissement naturel, la Pologne devait obligatoirement développer d'autres branches de production.

Est-ce à dire qu'on devait négliger l'agriculture ? Aucunement. Il a été prouvé uniquement que l'agriculture était incapable, à elle seule, d'absorber toute la population active. Mais les possibilités qu'elle offrait pour employer une large partie de cette population restaient considérables, et il était nécessaire de les exploiter à fond.

L'augmentation du revenu des paysans devait en être la conséquence. Or, cette augmentation même se trouvait être une condition essentielle du développement industriel. A défaut d'augmentation

(6) Instytut Gospod. Spol. : *Bezrobocie wśrode chłopow.*

du revenu, à défaut de sa redistribution, la création d'un marché intérieur capable d'absorber les produits de l'industrie naissante n'était pas possible. De l'augmentation du revenu agricole et de l'élargissement du cercle des paysans qui en bénéficiaient dépendait le succès de l'industrialisation du pays.

Ce lien indissoluble entre les secteurs agricole et industriel ne pouvait pas être perdu de vue. Une politique ayant pour but d'encourager l'industrie devait nécessairement s'appliquer à augmenter le revenu paysan.

CHAPITRE II

LE REVENU PAYSAN EN POLOGNE

Pour se rendre compte de l'utilité que présentaient pour la Pologne les réformes agraires, il est nécessaire de mesurer la différence entre les revenus du paysan polonais et du paysan occidental et de savoir pourquoi, en dehors de la densité excessive de la population, le premier était si bas. L'examen des facteurs naturels et des conditions économiques et sociales générales, l'étude de la structure défectueuse des villages polonais sont de nature à fournir, dans ce domaine, des indications utiles.

Le revenu du paysan polonais était de 7,5 fois inférieur à celui du paysan anglais et de 4 fois à celui du paysan danois. Le paysan polonais tirait d'un hectare 3 fois moins de revenu que le paysan hollandais.

*Revenu social en francs-or (1 fr. or = 1,72 zl.)
en 1928-1929 (1)*

PAYS	Nombre d'exploitations	Revenu par ha.	Revenu par jour- née d'homme (fa- mille et employés)
Angleterre	1	710,38	26,02
Hollande	2.201	698,49	
Danemark	599	578,41	14,32
Allemagne	2.289	326,80	
Pologne	855	225,89	3,52
Norvège	172	504,14	7,58
Estonie	266	110,29	4,16

(1) Institut international d'agriculture. Comptabilité agricole. *Recueil de statistiques pour 1929-1930*, Rome, 1933.

A quoi était due cette différence ? D'abord, bien entendu, au fait du surpeuplement. Mais encore, à ce que le rendement lui-même, par unité de surface, était bas : celui des pays industriels le dépassait de deux ou trois fois. En outre, le paysan polonais ne touchait qu'une part peu élevée du revenu agricole total ; les conditions du marché étaient, pour l'agriculteur polonais, beaucoup moins favorables qu'elles ne l'étaient pour ceux des pays occidentaux.

La faiblesse du rendement, à son tour, était-elle due uniquement aux conditions naturelles ? La terre polonaise est assez pauvre ; le climat de la Pologne est peu favorable, avec des précipitations atmosphériques insuffisantes et une durée d'ensoleillement trop courte. Mais ces conditions ne suffisent pas, à elles seules, pour expliquer le phénomène. Les terres allemandes ne sont pas plus fertiles que les terres polonaises ; et pourtant, le rendement y était de 1,5 fois supérieur au rendement polonais. En Pologne même, dans les provinces de Poznanie et de Poméranie, le rendement par hectare était, pour le froment, de deux fois supérieur au rendement de la Galicie, et, pour le seigle, de 1,5 fois, et cependant, la terre en Galicie, est de qualité moyenne.

Les véritables causes doivent être recherchées dans l'état économique et social du pays.

Le paysan polonais n'employait pas les engrais. Cependant que la Hollande utilisait 90,7 kg, la Belgique 78,2 kg, l'Allemagne 48,5 kg, le Danemark 34,9 kg d'engrais par hectare, la Pologne n'en utilisait que 1,9 kg. (2)

La raison en est que le paysan polonais ne dis-

(2) Voir tableau détaillé pour tous les pays européens dans Reithinger, p. 35.

posait pas d'assez de capitaux pour acheter des engrais. Son gain était minime. Une partie en était affectée à ses dépenses de famille, une autre à l'entretien des animaux de trait qu'il pouvait posséder et des instruments rudimentaires dont il se servait pour cultiver sa terre. Il pouvait, théoriquement, avoir recours au crédit, mais ce crédit était onéreux et l'accès lui en était pratiquement difficile, son lopin de terre ne présentant pas de garantie suffisante de solvabilité. Plus : à supposer qu'il lui eût été possible d'investir des capitaux pour augmenter la récolte, il aurait hésité à le faire, parce qu'il savait difficile de vendre ses produits.

Le rendement de la terre était bas parce qu'aussi l'édifice social, économique et juridique avait à sa base de graves défauts de structure. Les servitudes, les biens en possession commune, la dissémination en plusieurs points éloignés les uns des autres des parcelles de terres relevant de la même propriété, et d'autres survivances encore d'un régime désuet et remontant parfois jusqu'au moyen âge, rendaient impossible tout travail de rationalisation dans l'exploitation agricole.

D'autre part, les grands travaux qui étaient nécessaires pour améliorer le rendement, ne furent pas accomplis : barrages, canaux, assèchement des marais, etc...

Le genre de culture a joué ici un rôle prépondérant. Le paysan polonais a surtout pratiqué des cultures pauvres. D'abord pour des raisons de climat, communes à la plupart des autres pays du nord et qui empêchent ces pays de s'adonner à certaines cultures précieuses, comme celles de l'oranger, du citronnier, du tabac. Une grande partie des terres doit y être affectée à la culture du blé, c'est-à-dire à la culture qui, précisément, rapporte le moins.

Les pays du sud, du Portugal aux Balkans, qui jouissent d'un climat plus favorable, connaissent des revenus paysans beaucoup plus importants que ceux du nord. Un hectare de citronniers ou d'orangers donne une production dont la valeur dépasse de plus de 20 fois celle que peut procurer un hectare de blé ; le tabac, 15 fois ; la vigne, 3 fois. (3)

La Pologne pratiquait surtout les cultures pauvres : les céréales, qui occupaient 40 % des terres cultivées, les pommes de terre, qui en occupaient 11 %. Parmi les céréales, le seigle occupait une place prépondérante. Le tiers des terres cultivées lui était consacré, cependant que le dixième seulement en était destiné au froment, le quinzième à l'orge et le huitième à l'avoine.

Les conditions naturelles ne peuvent, à elles seules, expliquer l'existence de ce genre de culture si peu avantageuse. Certes, le climat n'aurait pu permettre la culture de l'oranger, du citronnier, de la vigne, mais il aurait permis, du moins, la culture du lin, du chanvre, de la betterave à sucre, du tabac. On aurait pu, également, consacrer plus d'espace aux jardins et aux potagers, et remplacer en partie la culture du seigle par celle du froment.

Si on ne l'a pas fait, ce fut, là aussi, pour les raisons qui expliquent l'infériorité du rendement : mauvaises conditions du marché, pénurie des capitaux, défauts de la structure sociale, économique et juridique. Le paysan, craignant de ne pouvoir vendre à des prix avantageux, adoptait le genre de culture approprié aux besoins de sa consommation. Il tenait à assurer avant tout son pain quotidien. Et, s'il préférait en général le seigle au froment, c'était

(3) Landau : *Gosp. swiat*, p. 52.

parce que la culture du premier était moins onéreuse. Le mal était d'autant plus grand que la Pologne se trouvait être déficitaire pour le froment.

Mais il faut reconnaître que, dans beaucoup de cas, il n'avait pas la liberté du choix. Les lots exigus qui lui appartenaient et qui, souvent, se trouvaient disséminés parmi d'autres lots qui ne lui appartenaient pas, le forçaient à accommoder ses cultures à celles de ses voisins.

Le dernier facteur, enfin, qui a provoqué l'infériorité du revenu paysan en Pologne, est la faiblesse de la contribution que lui apportait l'élevage.

D'après les calculs de M. Landau, l'élevage ne représentait que la moitié des revenus de l'agriculture polonaise, alors qu'en Angleterre, par exemple, il figurait pour 75 % et en Allemagne pour 66 %. Et pourtant, la Pologne occupait, en Europe orientale, l'une des premières places en ce qui concerne l'importance de son élevage. Elle ne le cédait qu'aux pays baltes.

Les possibilités du développement de l'élevage dépendent beaucoup moins que les possibilités de développement de la production végétale, des conditions naturelles et de celles du marché extérieur. L'étendue du territoire, par exemple, n'y joue qu'un rôle secondaire. Et la viande et le lait, étant des denrées périssables, sont difficilement exportables et doivent, dans la plupart des cas, être consommés sur place.

Les possibilités d'écoulement de ces produits dépendent donc en grande partie du bien-être général et du niveau de vie des habitants.

Aussi, malgré les avantages que présentait l'élevage, du fait qu'il était moins exposé aux effets de la concurrence des pays d'outre-mer, la Pologne ne pouvait-elle en bénéficier pleinement. Elle demeu-

rait incapable de rattraper les pays occidentaux aussi longtemps que le niveau de vie de ses habitants resterait bas et ne les pousserait pas à diminuer leur alimentation d'origine végétale au profit de l'alimentation d'origine animale.

L'abondance de la main-d'œuvre aurait favorisé le développement de l'élevage, qui réclame des soins minutieux, mais le morcellement excessif des terres agissait en sens contraire, les animaux de trait n'y pouvant être utilisés dans une mesure suffisante.

D'après M. Landau, la production agricole par tête d'agriculteur était, en Pologne, de 3,5 fois inférieure à celle de l'Allemagne et de l'Angleterre, et de 2 fois à celle de la France.

La part revenant au paysan polonais de la totalité du revenu agricole était nettement inférieure à celle des pays industriels.

En 1921, les exploitations paysannes de moins de 50 ha, constituant 99,4 % de l'ensemble des exploitations agricoles, ne représentaient que près de la moitié de la superficie du pays.

Le rapport entre les grandes et les petites propriétés se présentait comme suit dans certains pays :

*Les exploitations de 0 à 50 ha. en % de la
superficie totale (4)*

Pays-Bas (1930)	93,4
Suisse (1929)	85,4
Estonie (1929)	81,6
Danemark (1919)	80,3
Pologne (1931)	57,6
Tchéco-Slovaquie (1930)	56,6
Grande-Bretagne (1933)	49,1

(4) *Annuaire de l'Institut international d'agriculture.*
Rome 1933, et *Office de Statistiques de Pologne.*

Les conditions du marché, enfin, furent très désavantageuses pour le paysan polonais. Les prix qu'il pouvait obtenir étaient certainement inférieurs à ceux que pouvaient obtenir les paysans occidentaux. La Pologne, exportatrice de blé, était obligée de tenir compte des prix mondiaux. Or, ces prix se trouvaient inférieurs aux frais de production, non seulement dans les pays à culture intensive, mais aussi dans ceux qui, comme la Pologne, pratiquaient la culture extensive. Les pays de l'Amérique du sud, disposant d'immenses étendues de terres et employant des machines agricoles perfectionnées (5), pouvaient produire à meilleur marché que les pays européens, ne disposant que d'espaces limités, de terres moins fertiles, ne recourant qu'à des procédés coûteux, et n'utilisant pas, sur une assez grande échelle, les moyens de production capitaliste.

Or, les pays industriels étaient capables de protéger leur agriculture en s'entourant de barrières douanières, ou en aidant les producteurs sous forme de primes. La Pologne, pays exportateur, était plus à la merci des prix mondiaux. Elle ne pouvait accorder des primes à l'intérieur, parce que, la population agricole étant très nombreuse, ces primes auraient pesé d'un poids trop lourd sur les contribuables, lesquels étaient précisément agriculteurs en grande majorité.

La tendance à l'autarcie alimentaire des pays industriels, résultat de la baisse des prix mondiaux, aggrava à son tour la baisse de ces prix, et ce furent les pays agricoles d'Europe qui en souffrirent.

(5) Il a été prouvé que l'introduction du machinisme dans l'agriculture a diminué le coût de production du froment, dans les pays d'Outre-Mer, de 20 % (*Mieczysław Grabowski*, p. 168).

En 1937, on obtenait, pour 100 kg de seigle, 100 kg d'orge, 100 kg de froment, 50 kg de viande de bœuf, 50 kg de viande de porc, 10 kg de beurre et 100 œufs : 263 zl. à Varsovie, 403 à Prague, 588 à Berlin. La même quantité de produits se vendait en Allemagne plus de 2 fois plus cher qu'en Pologne. (6)

L'écart avait été plus grand encore pendant les années de crise.

De plus, la différence entre les prix chez l'agriculteur et les prix de détail des denrées était, en Pologne, de 20 à 30 % plus grande qu'elle ne l'était en Allemagne.

De ce qui précède, il résulte que, des causes qui ont maintenu le revenu paysan à un niveau très bas en Pologne, certaines seulement pouvaient être éliminées par une réforme agraire. D'autres, tenant aux conditions naturelles, ou découlant de la situation générale du pays et de la situation mondiale elle-même, exerçaient une action permanente et profonde, que la législation était incapable de combattre.

(6) Calculé d'après le *Petit annuaire statistique*, 1938, p. 235.

CHAPITRE III

RÉFORMES TENDANT A AUGMENTER LE REVENU AGRICOLE

C'est dans les voïvodies orientales, et principalement en Polésie, que se trouvait la plus grande étendue des terres en friche. On a estimé que dans cette seule province, on pouvait gagner un demi-million d'hectares sur les marais, mais il fallait, pour cela, que l'U.R.S.S. entreprît des travaux d'assèchement en même temps que la Pologne. Les marécages et les prairies au sol tourbeux des voïvodies orientales pouvaient être transformées en champs cultivables, mais on prévoyait que ce travail serait très onéreux. Outre les frais des premières améliorations techniques, il fallait un entretien constant, de grandes quantités d'engrais artificiels et un assortiment de genres de céréales appropriées.

Les prairies des voïvodies méridionales et centrales au sol minéral, se trouvaient dans des régions inondées par la Vistule. Leur transformation en champs labourables ne pouvait être réalisée qu'après des travaux de barrage et d'aménagement du fleuve.

En Poméranie et en Posnanie, la superficie totale des prairies atteignait 10 % seulement de la superficie globale : aussi ne présentaient-elles pas beaucoup d'intérêt.

Pour la conquête des nouveaux terrains, on a eu surtout recours au moyen le moins onéreux : la

mise en culture des terres restées libres après la coupe des bois. Mais ces ressources n'étaient pas inépuisables, les forêts ne couvrant que 22 % de la superficie totale.

L'augmentation des récoltes par l'amélioration de la qualité des terres réclamait des améliorations de la première importance : aménagement des fleuves et des torrents, correction, barrage, affermissement de certaines pentes montagneuses, etc...

Grâce au drainage et à l'irrigation, on pouvait obtenir une augmentation de 30 à 40 % dans la production des céréales et des légumineuses, de 50 à 60 % dans celle des plantes potagères. Le montant de la production agricole était en raison directe de l'importance des améliorations. (1)

Une loi du 27 Novembre 1922 unifia la législation concernant les travaux d'amélioration agricole. Une autre loi, du 21 Octobre 1921, avait prévu des subventions pour les travaux entrepris par les voïvodies, les districts, les communes et les sociétés hydrauliques. Mais c'est seulement l'amendement apporté à cette loi, en 1925, qui, prévoyant la création d'un fonds spécial pour les améliorations, a donné une impulsion énergique au mouvement.

Une grande partie des améliorations partielles furent accomplies par des particuliers entre 1925 et 1932, période de stabilisation de la monnaie et d'augmentation des prix agricoles survenue à la suite des guerres de 1914 et 1920.

La loi a prévu des travaux d'amélioration sur tous les territoires soumis aux réformes agraires. Mais l'insuffisance des capitaux a empêché que ces

(1) Zakaszewski, etc... *Les améliorations agricoles, Est européen*, Juillet 1938, p. 213.

travaux prissent une ampleur suffisante. Jusqu'en 1939, sur 18 millions d'hectares de terre qui pouvaient être améliorées, 2 millions seulement l'ont été effectivement.

Quant à la régularisation des fleuves, les travaux suivants ont été accomplis :

Corrections	km.	2.411
Canaux et fossés	»	879
Barrages	»	657
Travaux de terrassement	m ³	37.541.970
Sommes totales dépensées	zl.	91.649.655 (2)

La correction de certains défauts de structure a apporté des résultats appréciables en ce qui concerne la suppression des servitudes et le remembrement des terrains. Jusqu'en 1939, on a remembré les terres sur une superficie de 5.423.000 hectares, comprenant 859.000 propriétés (3). On a aboli les servitudes et partagé les biens en possession commune dans 280.000 cas, gagnant ainsi 600.00 ha. de terres libres.

Ces chiffres sont très élevés. Les résultats obtenus ont souvent été décisifs. Les questions de servitudes et de biens en possession commune étaient presque entièrement liquidées en 1939. Le remembrement des terrains aurait pu être terminé, si on avait poursuivi les travaux sur le même rythme, en dix ou vingt ans.

Au début de la période d'indépendance, 50 % des exploitations agricoles avaient des terres en dispersion parcellaire. La distance séparant les encla-

(2) Zakaszewski, etc..., o. c., p. 221.

(3) S.D.N. *Conférence européenne de la vie rurale*, 1940 : Pologne..., p. 5.

ves s'élevait souvent à plusieurs kilomètres. Leur nombre s'élevait parfois à plusieurs centaines, pour des exploitations dont la superficie totale n'atteignait pas 20 ha.

Cette situation défectueuse s'expliquait, d'une part, par la négligence et même la mauvaise volonté des Etats co-partageants et, de l'autre, par les conséquences du surpeuplement dans les partages familiaux.

Le servage avait été aboli, mais les institutions liées à ce système survécurent. Pour les abolir à leur tour, il devenait nécessaire, dans certains cas, de procéder à une nouvelle répartition des terres. Pareilles mesures n'ont été prises que par le gouvernement prussien. Le gouvernement russe s'en est occupé, mais trop mollement. Aussi les résultats qu'il a obtenus ont-ils été médiocres. (4)

L'Autriche ne s'est guère occupée de la question. Aussi, le surpeuplement a-t-il été, dans les provinces du sud, plus intense que dans celles du centre et de l'est.

Les origines de ce morcellement des propriétés remontent au moyen âge, et sont liées au système de l'assolement triennal.

D'après ce système, les terres étaient partagées, dans chaque village, en trois parties distinctes servant chacune à la culture d'un produit différent. On interchangeait périodiquement la destination des terrains. Ce système avait pour objet d'empêcher le

(4) D'après W. Grabski, cité par Kozłowski, *Gospod. znacz.* p. 67, les superficies remembrées dans le royaume jusqu'à l'affranchissement des paysans s'élèvent à 1.639.000 ha. De 1864 à 1899, on a remembré 352.000 ha ; de 1911 à 1912 : 40.000 ha. Dans les trois provinces de l'est (Wilno, Grodno, Wolyń), on a remembré 387.000 hectares de 1906 à 1913.

défrichement des terres. Il était adapté au degré d'évolution technique de ces temps éloignés. Chaque paysan recevait sa quote-part des récoltes provenant de chacun des trois terrains. Au fur et à mesure que la population augmentait, le nombre des lots cultivés par les paysans devenait de plus en plus grand, et l'étendue de chacun d'eux diminuait.

Quand les paysans furent affranchis, chacun d'eux travaillait sur plusieurs lots dispersés, parfois très éloignés les uns des autres. On leur en a donné la propriété, sans procéder au remembrement des parcelles.

Cet état de choses entraîna des conséquences désastreuses au point de vue économique et social. L'exploitation rationnelle était difficile sur des terrains dispersés, et aurait entraîné des frais considérables pour l'utilisation des machines agricoles, le transport des engrais et des récoltes. Le morcellement entraînait aussi des querelles entre voisins et les empêchait de s'organiser sur les terrains professionnel, social et politique. L'Autriche le savait, et maintenait à dessein ce régime pourtant désuet.

L'existence d'une multitude de routes et de clôtures amenant aux parcelles ou les séparant les unes des autres, enlevait à la culture des espaces très étendus et en privait d'autant la population.

Une loi polonaise du 18 Juillet 1923, remplaçant la loi russe jusque-là en vigueur, innova en décidant que le remembrement pourrait se faire même si les intéressés n'y consentaient pas à l'unanimité, ni même à la majorité des voix.

Une proposition dans ce sens, émanant de 10 % des intéressés de 25 ha. était suffisante pour commencer les opérations de remembrement.

La valeur pratique de ces dispositions est évi-

dente. En fait, la valeur des terrains remembrés augmenta rapidement de 30 %. (5)

Au début de la réforme, les résistances furent nombreuses. Il y eut même des émeutes dans plusieurs villages. Mais le mécontentement s'apaisa très vite. Le remembrement effectué dans un village était immédiatement souhaité par les villages voisins qui en avaient constaté les effets bienfaisants.

Une autre disposition de la loi portait que, dans tous les cas où des réformes étaient appliquées (améliorations, suppression des servitudes, etc...), on pouvait procéder d'office au remembrement, si l'intérêt de la refonte agraire le commandait.

La loi de 1923 a été amendée deux fois, le 18 Décembre 1925 et le 3 Septembre 1927, par des décrets du Président de la République, dans le but de simplifier et d'accélérer la procédure.

Les questions de servitudes et des biens en possession commune, remontant aussi au moyen âge, n'ont été résolues ni par l'Autriche ni par la Russie.

Le seigneur concédait aux paysans qui venaient s'installer sur ses terres, le droit d'exploiter en commun les prairies, les forêts, etc... Avec le temps, cette institution perdit sa raison d'être. Les co-propriétaires s'efforçaient de tirer le maximum de profit sans entreprendre aucun travail d'amélioration.

Le partage des biens en possession commune n'a été fait que dans les territoires annexés à la Prusse.

Les servitudes consistaient dans le droit, reconnu aux paysans, de profiter de certaines terres appartenant au seigneur, des forêts et des pâturages en particulier.

(5) Michalski : *Wykonanie Reformy...*, p. 50.

Le nombre des grandes propriétés foncières grevées de servitudes représentait 10 % de l'ensemble des grandes propriétés foncières.

Cette institution faisait naître des différends nombreux entre seigneur et paysans. Le premier n'avait aucun intérêt à entretenir les biens grevés de servitudes ; à leur tour, les paysans les dévastaient systématiquement. Aussi, la suppression des servitudes était-elle dans l'intérêt de tout le monde.

La loi du 7 Mai 1920, complétée par la loi du 7 Avril 1922 et modifiée par les décrets-lois du 1^{er} Février 1927, a permis l'abolition des servitudes dans les cas suivants :

1) — refonte de la structure agraire (remembrement, morcellement) et améliorations dans les exploitations bénéficiaires ou grevées de servitudes ;

2) — élaboration, par les autorités chargées de l'administration forestière, de plans d'exploitation rationnelle des forêts ;

3) — cas de non-abolition des servitudes avant le 1^{er} Janvier 1930 : l'office foncier du district procédera à l'abolition à la suite d'une demande présentée par le propriétaire du fonds grevé.

C'est ainsi que les servitudes ont définitivement disparu en Pologne.

Les conséquences de ces différentes réformes furent que beaucoup d'exploitations agricoles, qui avaient été trop petites pour pouvoir nourrir et occuper les membres d'une famille paysanne, furent agrandies. Le nombre des familles qui ont bénéficié de cet avantage a été évalué à 589.000 (remembrement) et 257.000 (suppression des servitudes).

CHAPITRE IV

LA RÉFORME AGRAIRE

En 1921, la grande propriété prédominait en Pologne. Un nombre restreint de grands propriétaires fonciers représentant à peu près 1 % de la population agricole, possédaient la moitié des terres. L'autre moitié appartenait aux paysans. 64 % de la population possédaient 15 % seulement des superficies cultivées et vivaient sur des exploitations de moins de 5 ha. :

Répartition des exploitations agricoles en 1921 (1)

	Moins de de 5 ha.	5 à 10 ha.	10 à 20 ha.	20 à 100 ha.	Plus de 100 ha.
En % du total des exploitations	64,7	22,5	9,5	2,7	0,6
En % de la superfi- cie totale des ex- ploitations	15,3	17,5	14,3	9,9	43

La disproportion est frappante. Il n'est pas étonnant qu'elle ait posé, dès les débuts de la période d'indépendance, la question de partage des terres, de la « réforme agraire ».

Cette réforme a figuré dans les programmes de

(1) *Petit annuaire statistique*, 1938, p. 64.

tous les gouvernements qui se sont succédé en Pologne. Elle leur a posé à tous des problèmes délicats à résoudre et a contribué, dans une large mesure, à provoquer leur échec.

La première loi sur le partage des terres a été promulguée le 27 Avril 1921. Quoiqu'on en ait dit, elle n'est ni radicale ni progressiste. Elle fut remplacée par une loi beaucoup moins avancée encore, du 28 Décembre 1925, qui ménage les grands propriétaires aux dépens de la population paysanne et, par conséquent, de la nation tout entière.

La superficie maxima laissée aux propriétaires restait élevée : 180 hectares en règle générale. Dans les environs des grandes villes, ce chiffre tombait à 60 hectares, pour remonter à 300 hectares en faveur des propriétaires de l'est dont les ascendants avaient fait valoir leurs terres situées sur le territoire polonais actuel, avant le 1^{er} Janvier 1864.

L'indemnité qui, d'après la loi de 1921, ne devait monter qu'à 50 % de la valeur nominale des terres, devait, d'après la loi de 1925, être payée intégralement, partie en espèces et partie en obligations sur la rente foncière d'Etat.

La loi de 1925 part du principe du partage volontaire, mais prévoit l'expropriation ou le partage d'office, par les soins du gouvernement et aux frais du propriétaire, si le partage volontaire se fait trop lentement. En général, le gouvernement n'a pas eu à intervenir, le partage volontaire s'étant effectué conformément aux plans de morcellement.

Comparée aux lois agraires qui, dans la période d'après-guerre, ont été adoptées par certains pays de l'Europe Centrale et Orientale, la loi polonaise paraît plus rigoureuse pour les grands propriétaires que les lois hongroise et roumaine, et moins rigoureuse que celles des pays baltes, Lithuanie, Lettonie

et Estonie. Dans ces derniers pays, le radicalisme social s'est appuyé sur des arguments politiques, les grands propriétaires étant d'origine étrangère — Allemands, Russes et Polonais — et les paysans étant des autochtones. La superficie maxima laissée aux grands propriétaires n'y a été que de 50 ha. En Pologne, par contre, la grande propriété était entre les mains de Polonais. (2)

La loi polonaise eut des partisans convaincus et des ennemis déclarés. Les premiers se recrutaient surtout dans les groupements paysans et socialistes. Ils arguaient de la nécessité de partager la terre sur des bases plus rationnelles et équitables, et affirmaient que ce partage augmenterait le revenu agricole général. Les derniers étaient principalement des conservateurs défenseurs plus ou moins avoués des intérêts des grands propriétaires fonciers. Ils soutenaient, à l'opposé de leurs adversaires, que la réforme agraire abaisserait le revenu agricole. Lequel des deux partis avait raison sur ce point ?

Les études faites jusqu'ici ne permettent pas de donner une réponse décisive. Si, pour l'étude des exploitations paysannes de moins de 50 ha., nous disposons de données statistiques recueillies et publiées annuellement par l'Institut de Pulawy, pour les propriétés seigneuriales, par contre, il n'existe aucun document analogue. Le seul essai qui ait été fait dans ce domaine se rapporte à l'année 1928-1929,

(2) Pourcentage de la grande propriété appartenant aux personnes de différentes nationalités en Pologne :

Polonais : 80,4 ; Allemands : 7,9 ; Russes : 5 ; Ruthéniens : 2 ; Blancs-Russes : 1,4 ; Juifs : 1,6 ; Tchèques : 0,4 ; autres : 1,0.

(Office Central de statistique : Grande propriété foncière, p. 8).

période courte et exceptionnellement prospère, qui ne peut fournir un terme de comparaison valable.

Les études publiées par l'Institut de Pulawy ont établi que, dans les exploitations paysannes, le rendement a été en raison inverse de l'étendue de l'exploitation agricole. Partant de cette constatation, on pouvait être tenté de croire que la propriété paysanne aurait un rendement plus élevé que la propriété seigneuriale, parce qu'elle serait moins étendue. Mais cette méthode de déduction ne peut être utilisée ici, parce que, entre les propriétés paysanne et seigneuriale, il n'y avait pas que des différences d'étendue. Il y avait aussi des différences de nature tenant au genre de culture et aux méthodes d'exploitation.

Chacune des deux propriétés avait l'avantage dans un domaine différent.

La petite propriété a obtenu de meilleurs résultats dans l'élevage qui réclame des menus soins de la part du cultivateur et de sa famille. Le nombre des bêtes et leur variété par hectare de terre paysanne ont été supérieurs à tout ce qui a été constaté dans les grandes propriétés. De même, le petit cultivateur a mieux réussi dans les cultures spéciales, telles les vergers et les potagers.

Par contre, les propriétés seigneuriales obtenaient un rendement supérieur dans les grandes cultures, notamment les céréales. Préoccupé de la vente beaucoup plus que des besoins de sa consommation propre, le grand cultivateur pouvait réserver plus de place à la culture des plantes précieuses : froment, betterave à sucre, etc... Il réussissait mieux, également, dans l'élevage des bêtes de race.

Si le paysan plaçait dans son exploitation une plus grande somme de travail, le grand cultivateur pouvait disposer d'un matériel perfectionné, et utiliser des engrais de qualité supérieure.

Mais malgré tout, ce fut le petit cultivateur qui tira de la terre le rendement le plus élevé, et ses succès devenaient d'autant plus grands que l'étendue de son exploitation était plus réduite. (3)

Il est bien possible que la propriété seigneuriale l'ait emporté, par le rendement, sur la grande propriété paysanne, mais il est certain qu'elle demeura au-dessous de la petite propriété. Les succès des petits cultivateurs, sans être exactement proportionnels à la somme du travail investi, n'en étaient pas moins son effet direct. Il faut ajouter que les terres destinées au partage devaient compléter les exploitations naines, dont le rendement s'était révélé inférieur à celui des exploitations de 5 à 10 ha., et devaient être choisies de préférence parmi celles qui avaient été mal exploitées. La connaissance de ces deux faits a appuyé l'argumentation de ceux qui

(3) Rendement brut, en zl., par hectare de terre en utilisation agricole :

Exploitation	QUALITÉ	NBRE DES CAS	REVENU BRUT
	DES TERRES	ENVISAGÉS	
<i>paysanne :</i>	—	—	—
ÉTENDUE :			
2 à 5 ha.....	bonne	»	962
	mauvaise	7	703
5 à 12 ha.....	bonne	44	744
	mauvaise	47	576
12 à 26 ha.....	bonne	27	564
	mauvaise	24	454
plus de 26 ha.....	bonne	13	641
	mauvaise	8	402
<i>Exploit. seigneuriale:</i>	bonne	69	662
	mauvaise	23	515

affirmaient que le partage serait accompagné d'une augmentation du rendement.

M. Poniatowski a estimé que le partage des terres était susceptible d'augmenter le rendement dans une proportion de 30 à 100 % après l'écoulement de la période d'installation. (4)

En dehors de la question d'augmentation du rendement, ce qui plaidait surtout en faveur du partage était la nécessité de trouver du travail et d'assurer la subsistance à une partie de la population inactive et, élargissant ainsi le cercle des consommateurs, d'augmenter la capacité d'absorption totale du pays, pour le grand profit d'une autre partie de la population.

Le montant total des besoins et des disponibilités fut calculé pour la première fois en 1937 et publié par l'Institut d'Economie Sociale (5). Avant cette date, différents économistes avaient donné des chiffres plus ou moins rapprochés de la réalité, ce qui n'était pas fait pour fournir à la polémique une solide base de discussion. Les évaluations personnelles des économistes se rapportaient surtout aux possibilités qu'offrait la terre. Elles différaient considérablement d'un auteur à l'autre. M. Adam Rose et M. Koslowski donnèrent le chiffre d'un million d'hectares, et M. Jalowiecki 826.300 hectares. Ces chiffres sont les plus bas qui aient été avancés. M. Kownacki, par contre, a calculé que les réserves disponibles montaient de 2 à 3,6 millions d'hectares, et M. Ciborowski, à 3 millions, en y comprenant les terres gagnées par les travaux d'amélioration.

(4) Poniatowski : *Le surpeuplement des villages et de l'agriculture*, Est Européen, p. 46.

(5) Instytut Gospodarstwa Społecznego Struktura wsi..., pp. 293-311.

L'Institut d'économie sociale a calculé les réserves de deux manières différentes. La première ne tenait compte que des terres appartenant à des particuliers et soumises à l'application de la loi de 1925. La seconde partait d'un principe théorique qui aurait été de partager toutes les exploitations dépassant 50 hectares ainsi que les terres relevant du domaine public. Les résultats ont été, dans le premier cas, de 1.691.000 hectares, et, dans le second, de 4 millions 607.700 hectares.

Pour évaluer les besoins, l'Institut partit du principe qu'il fallait porter l'étendue des nouvelles exploitations à 5 ha. en moyenne.

Ce principe ne fut pas universellement adopté. Les économistes polonais donnèrent en général, un chiffre plus élevé. (6)

Des études expérimentales auraient fourni des renseignements précieux à ce sujet, comme elles l'avaient fait en Allemagne et en Russie, mais elles ne furent pas entreprises en Pologne.

Le critère d'où est parti l'Institut pour fixer ce chiffre de 5 ha. est qu'il fallait assurer à la famille paysanne sa subsistance et lui donner la possibilité de réaliser une modeste capitalisation. M. Poniatowski est parti également du même principe. M. Grabski, au contraire, s'est occupé de calculer l'étendue capable d'absorber entièrement le travail d'une famille paysanne et de réaliser, en même temps, le rendement le plus élevé (7), M. Bujak réunit les deux considérations à la fois : assurer à la famille paysanne sa subsistance et l'occuper entièrement en

(6) Poniatowski. *Przeludnienie wsi*. p. 132 : 6 ha ; W. Grabski, *Wies i folwark.*, p. 87 : 5 à 15 ha ; Bujak, *Kryt. U. W. R. R.*, p. 73 : 5 à 10 ha.

(7) W. Grabski : *o.c.*, p. 87.

exploitant toutes les forces productives dont elle est capable. (8)

Le critère adopté par l'Institut et par M. Poniatowski paraît le mieux approprié à la réalité de la vie polonaise. Dans un pays surpeuplé, l'essentiel est de trouver à nourrir et à occuper la population. Les autres considérations doivent passer au second plan.

Les instructions officielles concernant le partage fixent l'étendue minima à 4 ou 6 hectares de terres bonnes pour la culture des pommes de terre et du seigle, et font dépendre la surface de différents facteurs dont : la qualité du sol, la possibilité d'un travail accessoire, les conditions du marché, l'éloignement des voies ferrées, etc... (9)

En partant du minimum de 5 ha., l'Institut évalue les besoins à 7.681.300 hectares, dont 2 millions 855.700 devaient revenir aux 593.000 paysans non possesseurs de terres, et 4.845.600 aux propriétaires d'exploitations aux dimensions insuffisantes.

En se basant sur la loi de 1925, ces besoins ne pouvaient être satisfaits que jusqu'à concurrence de 20 à 25 %. Si, au contraire, on tablait sur le partage des exploitations dépassant 50 hectares et d'une partie du domaine public, on pouvait satisfaire ces besoins jusqu'à concurrence de 60 %. (10)

La réforme agraire pouvait donc corriger bien des anomalies. Malheureusement, elle ne fut réalisée que partiellement, et les effets en furent médiocres. La loi de 1925, si peu radicale fût-elle, prévoyait néanmoins le partage de 200.000 hectares par an pendant 10 ans. Or, cette limite n'a été atteinte

(8) Bujak : o.c., p. 73.

(9) Instytut Gospod. Spol. *Struktura rolna*, p. 106.

(10) *Conférence européenne de la vie rurale*, S.D.N. 1940.

que pendant une courte période allant de 1926 à 1928.

*Moyenne annuelle des surfaces partagées
entre 1919 et 1939 (11)*

Période : 1919-1925,	136.000 ha.
» 1926-1930,	195.000 ha.
» 1931-1935,	79.000 ha.
» 1936-1939,	82.000 ha.

Le mouvement n'ayant pas pris une ampleur suffisante, les avantages qu'il impliquait furent contrebalancés par l'effet des partages familiaux.

Les résultats de l'application de la réforme furent que jusqu'en 1939, 502.000 exploitations de trop faible étendue furent agrandies et 153.000 autres créées. (12)

On a donc distribué les terres à plus de 600.000 paysans. L'accroissement naturel de la population rurale avait menacé de multiplier le nombre des exploitations aux dimensions insuffisantes. Sans conjurer cette menace, la réforme eut pour effet de la freiner en partie. Mais son action fut ici tellement faible, qu'elle n'empêcha pas le nombre des exploitations insuffisantes d'augmenter quand même. Le recensement effectué en 1931, ne s'étant pas occupé de démembrer les exploitations agricoles, ne fournit aucun chiffre à l'appui de cette constatation, mais certains économistes et des institutions spécialisées l'ont confirmé.

Une enquête menée par l'institut d'économie

(11) D'après le *Petit annuaire statistique* et la *Conférence européenne de la vie rurale*.

(12) *Conférence Européenne de la vie rurale*, S.D.N. 1940. Pologne...

sociale dans 4.742 exploitations, dont 18 % avaient été nouvellement créées, a donné les précisions suivantes :

Composition des exploitations nouvelles (1920-1934) (13)

Nombre des exploitations	En % du nombre total					
	jusqu'à 1/2 ha.	1/2-2 ha.	2-5 ha.	5-10 ha.	10-20 ha.	20-50 ha.
890	4,8	39,0	34,3	15,8	5,1	1,0

Ainsi donc les exploitations de moins de 5 hectares formaient les 4/5 des exploitations nouvelles.

Les dimensions moyennes de ces exploitations étaient de 3 ha. au moment de leur création, ainsi que l'établit l'enquête de l'Institut d'économie sociale. Or, lutter contre l'existence des exploitations naines avait été l'un des objectifs de la réforme agraire. Cette contradiction s'explique par le fait que ces exploitations naines ont dû leur naissance, non pas à l'application de la réforme, mais aux partages familiaux. Pour l'ensemble de la Pologne, il résulte des évaluations de l'Institut d'économie sociale, que le quart seulement des nouvelles exploitations ont été créées par le partage des terres.

Les réformes agraires analysées dans le chapitre précédent ont été, à l'exception des améliorations, bien conçues et bien réalisées. Elles ont abouti à des résultats satisfaisants et peuvent être prises pour modèles non seulement en Europe Orientale, mais aussi en Europe Occidentale. Si les améliorations prévues n'ont pas été exécutées intégralement,

(13) *Instytut Gospod. Spol. : o.c.*, p. 127.

ce fut uniquement par suite du manque des capitaux nécessaires.

Le partage des terres, au contraire, n'a pas porté les fruits auxquels on avait le droit de s'attendre. Et pourtant, il n'était pas nécessaire, pour l'appliquer, de disposer de capitaux considérables. Il est vrai qu'on a voulu payer aux propriétaires dépossédés l'intégralité de l'indemnité représentée par la valeur des terres qu'on leur enlevait, mais c'était là un luxe inutile. Dans cette opération, une partie infime de la population aurait supporté des sacrifices nécessaires, mais l'immense majorité en aurait bénéficié. S'il y a eu des lenteurs, des hésitations dans l'application de la loi, ce fut uniquement parce qu'on a voulu ménager cette classe possédante, si peu nombreuse et pourtant si influente. L'étendue et la profondeur du mal réclamaient des solutions catégoriques et urgentes. Tout retard et toute hésitation équivalaient à un désistement. Les solutions partielles se révélaient vite inutilès parce qu'elles étaient immédiatement dépassées par la mobilité de la vie.

Le partage des terres aurait absorbé une bonne partie de la population et, par cela même, rendu possible la création d'une industrie nationale. Le fait qu'on ait négligé de le réaliser d'une manière assez énergique constitue un manquement qui doit être porté au passif de la Pologne contemporaine.

TROISIÈME PARTIE

L'INDUSTRIALISATION

CHAPITRE PREMIER

LES MATIÈRES PREMIÈRES

L'industrialisation de la Pologne s'imposait comme une nécessité de fait, du moment que l'agriculture s'était révélée incapable d'absorber toutes les forces productives de la Nation. La création de nouvelles industries ouvrirait de larges perspectives. Une bonne partie de la population due à l'accroissement naturel pourrait être employée dans les entreprises industrielles naissantes ainsi que dans d'autres branches de la vie économique, comme le commerce et le transport, dont le développement accompagne toujours celui de l'industrie.

Au cours du XIX^e siècle, les pays occidentaux s'étaient trouvés en face du même problème. S'étant industrialisés, ils avaient réussi non seulement à résoudre leurs difficultés démographiques, mais encore à s'enrichir et à élever le niveau de vie de leurs habitants.

Il paraissait donc évident que la Pologne n'avait qu'à suivre la même voie. Mais avant de s'y engager, il lui était nécessaire de peser ses chances, de savoir dans quelle mesure elle pourrait réaliser les conditions indispensables à toute industrialisation : le personnel, les matières premières, les capitaux et les débouchés.

La main-d'œuvre était très abondante. Il aurait été oiseux de discuter de ses capacités, d'abord parce

qu'il est extrêmement difficile de saisir les qualités ou les défauts communs à tous les travailleurs d'un même pays, ensuite parce que le main-d'œuvre polonaise n'avait pas eu l'occasion, au cours du XIX^e siècle, de s'adonner aux travaux mécaniques dans son propre pays. A l'étranger, l'opinion qu'on s'était formée sur les ouvriers polonais émigrés variait d'un pays à l'autre selon les sentiments qu'on éprouvait pour la Pologne. Certains observateurs, cependant, peuvent être considérés comme neutres et leur opinion a été souvent à l'avantage des Polonais. Tel Ford qui, dans son livre « Ma vie et mon œuvre », déclare que les ouvriers polonais comptent parmi les plus ingénieux des ouvriers étrangers qu'il a connus, (1)

D'autre part, la Pologne possédait un corps de techniciens instruits et en nombre suffisant.

Quant aux richesses naturelles, les plus abondantes en Pologne sont les forces énergétiques.

Pour le charbon, les réserves étaient évaluées à 62 milliards de tonnes, plaçant ainsi la Pologne au 3^e rang en Europe, immédiatement après l'Angleterre et l'Allemagne. Si la valeur calorique du charbon polonais est faible par rapport aux charbons anglais et allemand (de 15 à 25 % environ), par contre, l'épaisseur exceptionnelle des couches était de nature à diminuer les frais de production.

Le sous-sol polonais contenait aussi du pétrole. Malheureusement, les gisements exploités avaient été presque épuisés, et les réserves brutes de pétrole n'atteignaient que 160 millions de tonnes.

La Pologne possédait également du gaz naturel qui pouvait être immédiatement utilisé.

(1) Ford : *Ma vie et mon œuvre*, p. 114.

Les réserves de bois étaient limitées, et pourtant une bonne partie en était employée comme combustible, ce qui, du point de vue économique, constituait une véritable hérésie. Par contre, on pouvait se servir, pour la fabrication de l'alcool combustible, de l'excédent de production des pommes de terre qui pourrissait chaque année en quantité considérable.

L'utilisation des cours d'eau comme source d'énergie ouvrait aussi de larges perspectives. Si les torrents étaient rares, les rivières du moins pouvaient être régularisées. Il est vrai que les frais de construction des barrages représentaient des sommes importantes, mais ces barrages auraient été de toutes façons nécessaires pour la protection de la population contre les inondations, et la question de leur rentabilité devenait secondaire.

Les réserves de houille pouvaient fournir une somme d'énergie évaluée à 3,7 milliards de C.V.

Les matières premières d'origine agricole étaient loin d'être négligeables. Le bois, dont les variétés étaient nombreuses, les pommes de terre, la betterave à sucre (pour laquelle la Pologne occupait la cinquième place parmi les plus grands pays producteurs du monde), ainsi que certaines plantes textiles comme le lin, pouvaient servir d'excellentes bases de départ non seulement pour les industries alimentaires mais pour d'autres industries encore, comme celles apparentées à l'industrie chimique et textile.

La situation était moins bonne pour les matières premières minières et chimiques, lesquelles auraient dû être en partie ou en totalité importées de l'étranger, à l'exception toutefois du sel gemme, du zinc et du plomb.

Pour le zinc, la Pologne occupait la troisième place au monde après les Etats-Unis et l'Australie.

La production de zinc par tête d'habitant montait à 14 kilos (moyenne mondiale : 4,2 ; Etats-Unis : 53). Elle occupait également la deuxième place au monde pour la production du sel gemme, et la sixième parmi les pays Européens. La production par tête d'habitant était en 1930 de 16 kilos (moyenne mondiale : 13 kilos).

La Pologne possédait cette matière première si rare que sont les sels de potasse. Sa production allait dépasser de 40 % la moyenne de production mondiale et la placer au troisième rang des pays grands producteurs du monde. Les sels potassiques polonais étaient de très bonne qualité. Ils étaient composés pour les 2/3 de sel de soufre et pour 1/3 seulement de silvinit.

Ce qui manquait surtout à la Pologne c'étaient les métaux. Le minerai de fer polonais n'était ni abondant ni riche. Il renfermait en moyenne 42 à 45 % de fer.

L'industrie métallurgique aurait été obligée de n'employer le minerai national qu'en le mélangeant avec le minerai suédois.

Le cuivre, l'étain, le nickel faisaient complètement défaut ainsi que le mercure, le chrome et le soufre.

Ce bilan général semblait quand même encourageant. Les matières premières dont la nature avait doté la Pologne, n'étaient évidemment pas aussi considérables qu'aux Etats-Unis, en Angleterre ou en Allemagne, par exemple, mais elles permettaient quand même l'industrialisation. La Pologne était en somme plus riche que certains pays de l'Europe centrale qui avaient pourtant réussi à sortir du stade agricole.

Le géographe anglais G. Taylor a comparé le développement économique dans plusieurs pays du monde et, représentant par le chiffre 1.000 l'indice idéal de ce développement, a attribué à la Pologne l'indice 565, la plaçant ainsi au 6^e rang parmi les 74 territoires dont il s'est occupé :

Iles Britanniques	770
Chine du Nord	770
Amérique du Nord	725
Europe Occidentale	620
Australie	575
Pologne	565 (2)

(2) Cité par Zamoyski : *Polskie surowce chemiczne*, p.836.

CHAPITRE II

LES CAPITAUX

Ni le défaut de main-d'œuvre, ni l'insuffisance de matières premières ne faisaient donc obstacle à l'industrialisation de la Pologne. Ce qui constituait, par contre, une sérieuse difficulté, c'était le manque absolu de capitaux.

L'épargne polonaise, drainée au cours du xix^e siècle par les banques des pays occupants, n'avait jamais atteint des chiffres très élevés. Au lendemain d'une guerre qui s'est prolongée sur le territoire polonais pendant deux ans après la cessation officielle des hostilités, elle était devenue insignifiante. En 1923, les dépôts en banque ne montaient qu'à 25 millions de zl. (1)

Or, les pays qui s'étaient les premiers industrialisés au cours du siècle précédent, avaient été riches en capitaux accumulés par leurs habitants depuis des siècles. L'industrie anglaise s'est fondée grâce à l'épargne des grands propriétaires fonciers ; l'industrie hollandaise, grâce à celle d'une bourgeoisie enrichie par le trafic maritime. L'une et l'autre se développèrent rapidement, et les larges bénéfices qu'elles permirent de réaliser et auxquels vint s'ajouter plus tard l'épargne ouvrière rendue possible par

(1) Szawleski : *Polska na tle*, p. 294.

l'augmentation des salaires, furent, à leur tour, placés dans de nouvelles entreprises et complétèrent l'équipement industriel du pays.

A partir du moment où le marché intérieur des capitaux, dans les « pays pionniers » avait été saturé, les capitaux se dirigèrent vers l'extérieur, à la recherche d'un placement avantageux. Ils se fixèrent dans des pays agricoles, pauvres en capitaux et regorgeant de main-d'œuvre, parce que le prix de l'argent y était très élevé, et celui du travail fort bas. L'industrialisation s'effectuait alors plus lentement que dans les premiers pays, une large part des bénéfices fuyant à l'étranger, mais elle arrivait quand même à s'opérer et à permettre une capitalisation intérieure assez considérable, parce qu'une part des bénéfices réalisés restait quand même dans le pays.

Toutes les fois que le montant total des capitaux étrangers augmentait au point de faire baisser le prix de l'argent, les capitaux se retiraient et partaient à la recherche d'autres placements. Le pays s'émancipait alors et son industrie se nationalisait.

Et le cycle était clos. Un autre s'ouvrait immédiatement.

C'est en vertu de ce mécanisme que les pays agricoles avaient réussi, au cours du ^{xix}^e siècle, à se procurer facilement les capitaux dont ils avaient besoin pour passer au stade industriel.

Au moment où la Pologne eut à s'industrialiser, la situation s'était déjà complètement renversée. Non seulement la somme des capitaux disponibles diminuait, mais leur orientation changea de sens. Ce qui importait désormais aux détenteurs des capitaux, ce n'était pas tant le bénéfice que la sécurité du placement. On arriva ainsi à ce résultat paradoxal que les capitaux furent dirigés vers les pays riches et désertèrent les pays pauvres. On prêta beaucoup, par

exemple, aux Etats-Unis, à la Belgique, à la Suisse. Entre 1920 et 1928, les capitales étrangères achetèrent des valeurs émises aux Etats-Unis pour 1.997 millions de dollars. Pendant le même laps de temps, les Etats-Unis avaient acheté, à leur tour, pour 937 millions de dollars de valeurs européennes. Le 1^{er} Janvier 1928, les banques américaines possédaient en dépôt des valeurs américaines vendues aux Européens et représentant une somme de 2.200 millions de dollars. (2)

Autre exemple : Ford a consenti à installer une succursale de ses établissements en Europe, à condition qu'une partie du capital fût souscrite par des Européens. Quand on eut ouvert les souscriptions à Copenhague, les actions montèrent à tel point que les acquéreurs ne purent plus compter que sur un intérêt de 1 1/2 %. A la même époque, une firme d'automobiles en Europe Centrale n'obtenait du crédit qu'à 10 ou même à 15 %. (3)

Au même moment où le taux normal de l'intérêt était de près de 4 % aux Etats-Unis, le taux réel des emprunts publics polonais y était de 10 %, et celui des entreprises privées de 24 %. (4)

Les prêteurs étrangers avaient si peu de confiance en la sécurité des placements qu'ils avaient consentis, que, la plupart du temps, ils retiraient les bénéfices qu'ils avaient réalisés et refusaient de les placer dans le même pays qui les leur avait fournis. Il est certain, par exemple, que le montant total des sommes exportées ainsi de Pologne a été fort

(2) N.Y.C.B. *Intern. Fin. Position of the U.S.*, cité par Gliwic : *Kapital wedrowni*, p. 64.

(3) Somary : *Wandlungen der Wirtschaft seit dem Kriege*, p. 56, cité par Gliwic, o.c., p. 95.

(4) Pszczolkowski : *Kredyty zagraniczne*, p. 8.

élevé. Les indications statistiques relatives aux dividendes ne peuvent en donner une idée suffisamment exacte, parce que la fuite se faisait souvent sous des formes insaisissables, comme, par exemple, la vente avec perte à des entreprises situées à l'étranger, mais relevant du même propriétaire.

Ce qui prouve, dans le cas de la Pologne, combien étaient importants les capitaux destinés à être exportés, c'est la quantité des immeubles qui ont été bâtis par des détenteurs étrangers de titres polonais après 1936, date à laquelle la loi a interdit le transfert des capitaux.

Le tribut payé par la Pologne aux capitalistes étrangers a été d'autant plus lourd que l'industrie nationale, à partir de 1930 notamment, n'avait que très peu de chances de développement. Les bénéfices qu'elle réalisait étaient rendus possibles par les sacrifices que supportait la population: Le dumping, par exemple, assurait des bénéfices aux producteurs, mais c'était la population qui en faisait les frais.

Le renversement de la situation survenu après la guerre se manifestait sous d'autres formes encore. Par exemple, le créancier d'avant-guerre acceptait qu'on réglât sa créance par des paiements en nature. Il rendait ainsi au débiteur un double service : en même temps qu'il lui fournissait le crédit nécessaire pour faire fonctionner son entreprise, il lui ouvrait d'avance un nouveau débouché pour l'écoulement de ses produits. Le créancier d'après-guerre, au contraire, n'acceptait généralement que des paiements en or ou en devises. Des marchandises, il n'en voulait point, parce qu'il ne savait pas lui-même comment écouler ses propres produits. Or, comme il se trouvait, la plupart du temps, que c'était précisément le créancier qui détenait l'or et les devises et le

débiteur qui en était dépourvu, les deux partis s'engageaient ensemble dans un cercle vicieux.

C'est à la lumière de ces faits qu'il faut étudier le cas de la Pologne. Si elle s'était industrialisée au XIX^e siècle, elle aurait probablement trouvé à emprunter les capitaux dont elle avait besoin. Mais elle était forcée de bouleverser les conditions de sa vie économique dans un monde tourmenté et instable. Aux yeux des capitalistes étrangers, son existence même semblait menacée, du fait de sa position entre la Russie, d'une part, et l'Allemagne de l'autre, et parce qu'on craignait d'y voir éclater des troubles sociaux inspirés par l'exemple de sa voisine de l'est. Aussi, les capitalistes étrangers ont-ils été si parcimonieux dans les prêts qu'ils lui ont consentis, qu'ils n'ont pas réussi à développer son industrie naissante ni à alimenter la capitalisation intérieure.

Pour étudier avec quelque détail l'entrée des capitaux étrangers en Pologne, et chercher à pénétrer le rôle qu'ils y ont joué, il est nécessaire de distinguer plusieurs périodes. La première s'étend jusqu'en 1926, date à laquelle la monnaie fut stabilisée. La seconde va de 1927 à 1930, période de bonne conjoncture et de prospérité relative. La troisième commence en 1931 et se termine en 1936, après la fuite en masse des capitaux. Avec la dernière, les capitaux reviennent sous forme d'emprunts de caractère politique et militaire.

Jusqu'en 1926, les capitaux étrangers investis en Pologne furent de peu d'importance. Ils étaient à court terme et, la plupart du temps, on les fournissait, sous forme de marchandises, pour réaliser des buts militaires ou politiques, et non pour alimenter la vie économique.

La France, la Grande-Bretagne et d'autres puissances alliées accordèrent des crédits pour couvrir

les dépenses de l'armée polonaise en France, du Comité national polonais de Paris, du plébiscite de Haute-Silésie, etc... D'autres crédits furent accordés par les Etats-Unis pour soulager les maux économiques et sociaux résultant de la guerre : fourniture de marchandises diverses, denrées alimentaires, matières premières, produits pharmaceutiques, etc... En 1920, les émigrés polonais aux Etats-Unis souscrivirent à un emprunt de 19.575.000 dollars destiné à soutenir la lutte entreprise par la Pologne contre les Bolcheviks.

Deux principaux emprunts furent contractés, à cette période, à des fins économiques et sociales : un emprunt italien, dit « du Tabac », émis en 1924 pour la somme de 400 millions de lires, et un emprunt américain de 50 millions de dollars, émis par l'intermédiaire de la Société « Dillon-Road & Co », et dont la première tranche de 35 millions de dollars fut seulement réalisée. L'emprunt italien servit, en majeure partie, à l'achat et à la construction de plusieurs manufactures de tabac, et ce qui en est resté fut affecté à la défense nationale, aux chemins de fer et à la réforme agraire. L'emprunt américain servit à construire des maisons d'habitation.

Des particuliers accordèrent quelques crédits, notamment sous forme de marchandises envoyées en Pologne pour le compte des entreprises étrangères qui y existaient déjà avant la guerre, et dont l'outillage, ayant été détruit en partie ou en totalité pendant les hostilités, avait besoin d'être renouvelé.

La deuxième période (1927-1930) correspond aux années de prospérité mondiale. Elle est inaugurée par l'emprunt américain dit « de stabilisation », qui a eu pour effet d'imposer l'or comme unique élément de couverture de l'émission monétaire en Pologne.

Les emprunts contractés pendant ces trois années sont nombreux et importants : emprunts d'Etat, emprunts à d'autres institutions de droit public, investissements privés dans des entreprises industrielles, commerciales et financières.

L'Etat contracte deux emprunts, en 1927 et 1930. Le premier — l'emprunt de stabilisation — est le plus important que l'Etat polonais ait jamais obtenu. Il monte à 62 millions de dollars. Emis par un groupe de banques américaines (les « Bankers Trust Co of New-York » et « Chase National Bank »); il fut couvert, à concurrence de 47 millions de dollars, par des souscriptions américaines, et de 15 millions à la fois par des souscriptions anglaises, suisses, hollandaises, françaises et suédoises. Il fut émis à 7 %, mais le cours d'émission ayant été de 92, le taux monta rapidement jusqu'à 10 %. Cet emprunt servit surtout à la stabilisation de la monnaie, et ce qui en est resté fut accordé sous forme de crédits à l'industrie et à l'agriculture ;

L'emprunt de 1930, lancé par l'« International Motor Corporation » pour la somme de 32.400.000 dollars, vint en aide aux banques privées qui se trouvaient alors dans une situation excessivement délicate.

En 1928, les villes de Varsovie et de Poznen, et la province de Silésie contractèrent des emprunts sur les marchés de New-York, de Boston et de Londres.

Les crédits accordés à des particuliers, enfin, furent assez abondants. Des entreprises anciennes réussirent à s'agrandir et des entreprises nouvelles furent fondées. Au 31 Décembre 1929, le capital privé étranger investi en Pologne atteignait 5 mil-

lions 654.000 zl., chiffre le plus élevé qui ait jamais été enregistré. (5)

La crise renversa la situation. De 1930 à 1936, l'Etat et les autres personnes de droit n'obtinrent plus aucun crédit. Les capitaux commencèrent à émigrer en 1931. Les rares crédits qui furent accordés à quelques entreprises furent effectués sous forme de livraisons de marchandises. Seuls les chemins de fer purent contracter des emprunts de quelque importance. De 1930 à 1935, la somme totale des capitaux investis en Pologne diminua de près de 2 milliards de zl., passant de 5.654 millions à 3.791 millions. (6)

A partir de 1936, le retrait des capitaux cessa. Une grande partie des pays européens était déjà sortie de la crise. La guerre menaçait. Une nouvelle forme de crédits reparut : celle qui était destinée à gagner des partisans et à les armer. La Pologne obtint deux emprunts de cette nature : le premier fut émis en 1936, à la suite du voyage de l'Inspecteur général des forces armées polonaises à Paris, pour un montant de 2,6 milliards de francs français, et fut affecté à la défense nationale et à la création du « District central industriel » ; le deuxième, de 60 millions de zl., fut également accordé par la France, en 1939, et servit à des fins analogues. Dans le courant de la même année, les Etats-Unis ouvrirent à la Pologne un crédit de 6 millions de dollars pour des achats de cuivre et de coton.

En 1935, avant la promulgation de la loi interdisant l'exportation des capitaux, la dette publique polonaise montait à 3.238,5 millions de zl., et la dette privée à long terme à 2.397,4 millions. Ni l'une

(5) Wellisz : *Foreign Capital*, p. 31.

(6) Wellisz : *ouv. cit.*, p. 131.

ni l'autre ne provenaient entièrement d'emprunts récents. Les $3/4$ de la dette publique ont été constitués par la quote-part échue à la Pologne de la succession des Etats co-partageants, ainsi que par les emprunts contractés pendant la guerre. Et près des $5/6$ de la dette privée représentaient, d'après les calculs de M. Gliwic (7) les dettes contractées avant la guerre.

On pourrait penser que l'entrée des capitaux étrangers ne s'est pas effectuée uniquement sous forme d'emprunts et d'investissements, mais qu'elle a accompagné les mouvements d'émigration et d'exportation des marchandises. En fait si, au cours du XIX^e siècle, l'émigration et l'exportation avaient toujours apporté des capitaux au pays d'origine, elles cessèrent, après la guerre de 1914, de jouer dans ce domaine un rôle important.

En ce qui concerne l'émigration, on sait déjà que non seulement ses possibilités ont été réduites, mais encore que ses caractères généraux ont été transformés.

L'émigration saisonnière — la plus lucrative de toutes — a fortement baissé. Avant la guerre, elle emportait annuellement 650.000 personnes dont plus d'un demi-million se dirigeaient vers l'Allemagne. Après la guerre, et dans le courant des meilleures années de prospérité (1926-1930), elle n'en absorbera plus que 72.000 en moyenne par an.

Quant à l'émigration permanente, elle était trop onéreuse pour acquérir de l'ampleur. On se rappelle que les principaux pays d'immigration avaient posé des conditions très sévères à l'admission des travailleurs étrangers. Ils réclamaient surtout un important apport en argent. On a calculé que

(7) Gliwic : *Kapital*, ... p. 396.

l'établissement, hors de Pologne, de 20.000 familles polonaises, aurait coûté au pays 100 millions de zl. A elle seule, l'émigration juive, qui n'a pas dépassé cependant en 1934-35 : 30.000 personnes, a coûté à la Banque de Pologne 45 à 50 millions de zl. (8)

Si, avant la guerre, le revenu national net dû à l'émigration était de 55 millions de dollars (9), après la guerre, de 1924 à 1935, elle n'en a apporté que 2.231.300 (10)

L'exportation exerça un effet encore plus secondaire. Au moment où la Pologne avait recouvré son indépendance, elle se trouva coupée de son marché le plus important, le marché russe. Des raisons politiques lui commandaient, d'autre part, de réduire au possible ses relations économiques avec l'Allemagne. Aussi, s'est-elle vue forcée de rechercher de nouveaux débouchés. Tâche combien difficile dans un monde dont toutes les parties manifestaient des tendances à l'autarcie !

A l'exception d'une courte période s'étendant de 1927 à 1929, durant laquelle les prix agricoles furent relativement élevés, la vente des produits de la terre fut particulièrement difficile. On se souvient que des pays extra-européens, mettant en œuvre des moyens techniques modernes et s'adonnant encore à la culture extensive, rendaient la concurrence redoutable. D'autre part, le protectionnisme agricole pratiqué par certaines puissances comme la France, l'Angleterre et l'Allemagne, établissait des barrières difficiles à franchir.

Entre 1929 et 1932, les prix agricoles ont baissé

(8) Buell : *Poland, Key to Europe*, p. 222.

(9) Szawleski : *Kwestia emigracji*, p. 57.

(10) *Wiadomosci Statystyczne*, déc. 1936, p. 25.

de 50 %, alors que les prix industriels n'avaient baissé que de 20 %. Pour acquérir le même nombre de devises, la Pologne, ainsi que les autres pays agricoles, devaient doubler la valeur de leurs exportations. Aurait-ce été possible ? La production agricole ne peut être augmentée aussi rapidement que la production industrielle. A défaut d'augmentation de la production, la Pologne, pays pauvre et habitué à se restreindre, pouvait diminuer sa consommation. Mais ce moyen même devint inutile, à la suite de l'établissement d'un système de contingentement, qui fixa la quote-part de la Pologne sur une base des plus défavorables : celle de 1929.

De 1929 à 1933, la valeur de l'exportation agricole a baissé de 1.500 à 480 millions de zl. En 1930, la France a acheté des produits agricoles polonais pour une somme globale de 36 millions de zl. ; en 1934, cette somme est tombée à 18 millions. (11)

De 1921 à 1935, le déficit de la balance commerciale a atteint 1.509.800 zl. malgré les restrictions à l'importation. (12)

Toutes les chances semblaient donc manquer. Les capitaux n'affluèrent point en Pologne parce que le « climat » n'y était point favorable pour des placements sûrs, et parce que l'émigration et l'exportation n'ont pas acquis une ampleur suffisante. Le peu qui en arrivait ne pouvait être d'une grande utilité, d'autant plus qu'une grande partie en était immédiatement absorbée par le budget. Car, en effet, l'accroissement des charges budgétaires a constitué une des caractéristiques les plus frappantes de cette période, non seulement en Pologne, mais dans tous

(11) Goscicki : *Conférence agricole franco-polonaise*. Est européen agricole, juillet 1935.

(12) Gliwie : *ouv. cit.*, p. 378.

les autres pays du monde. De 1913-14 à 1925-26, le budget français a doublé, celui de la Suisse a triplé, celui de la Grande-Bretagne a quadruplé (13). La Commission de l'Or auprès de la S.D.N. a calculé qu'entre 1913 et 1927, alors que les revenus nationaux n'avaient augmenté que de 65 % en moyenne, les charges budgétaires avaient augmenté de 346 % (14).

Le budget polonais suivit le mouvement. Il y avait en Pologne, par suite de la négligence des Etats co-partageants, une action de grande envergure à entreprendre dans les domaines de l'Instruction publique, de la santé et de l'assistance sociale. En 1929, les dépenses sociales montèrent à 526 millions de zl., c'est-à-dire à plus du 1/5 du budget. En 1937, elles furent de 384 millions. (15)

D'autre part, la partie du budget affectée à la défense nationale avait partout tendance à s'accroître démesurément. En France, elle représentait, en 1937, 11 % du revenu national, en Italie, 12 %, dans le Royaume-Uni, 8 % (16). En Pologne, elle accaparait plus de la moitié du budget : 880 millions de zl. en 1929-1930. (17)

Ces chiffres ne comprenaient encore qu'une partie des dépenses de caractère militaire. Il faut leur ajouter les subventions accordées aux industries des succédanés ainsi qu'à d'autres industries non rentables parce qu'elles pouvaient, en cas de guerre, travailler pour la défense nationale. En Pologne, les

(13) Mieszalski : *Rozwoj budżetow*, p. 67.

(14) Mieszalski : *Rozwoj budżetow*, p. 107.

(15) *Situation économique mondiale*, S.D.N. 1938-1939, p. 68.

(16) *Id.*, p. 65.

(17) *Id.*, p. 65.

fabriques des machines à écrire F. K. obtinrent de larges subventions, malgré que le coût de production de leurs articles fût plusieurs fois supérieur à ceux qu'on pouvait importer des Etats-Unis. La création du « District central industriel » loin des frontières occidentales, et dans le but de placer les usines travaillant pour la défense nationale hors de la portée de l'ennemi éventuel, a entraîné des dépenses considérables.

Le budget polonais a été l'un des plus bas de l'Europe parce que le revenu national polonais était incapable de supporter des charges trop lourdes. De 2 milliards de zl. en moyenne, son montant n'a jamais dépassé 3 milliards même dans les meilleures années de prospérité. Les charges budgétaires par tête d'habitant étaient de 2 fois plus faibles en Pologne qu'en Tchécoslovaquie et de 3 fois par rapport à la France et à l'Angleterre. (18)

La meilleure base de comparaison entre les charges publiques supportées par la population dans différents pays semblent être le rapport de ces charges avec le revenu national, la situation des principaux pays européens dans ce domaine entre 1913 et 1930, est fixée comme suit :

Part du revenu social absorbé par les charges publiques

	1913	1930
	%	%
Angleterre	11,3	24,9
France	13,4	22,0
Allemagne	8,1	23,2
Italie	13,0	22,8 (19)

(18) Mieszański, *ouv. cit.*, p. 10.

(19) Angelopoulos : *Charges fiscales et dépenses publiques*.

D'après les calculs de M. Taylor, les charges fiscales, en Pologne, représentèrent, en 1927-28, 16,5 % du revenu social global. (20)

Il est vrai que cette proportion est plus faible que celle qui a été enregistrée dans d'autres pays. Mais elle était, quand même, de nature à produire des effets plus graves qu'ailleurs, parce que le revenu social polonais, étant très bas, ressentait d'une façon particulièrement douloureuse les moindres privations qu'on lui imposait. Les capitaux, si faibles fussent-ils, qui lui étaient enlevés, auraient été capables d'alimenter la capitalisation intérieure. Leur fuite rendait cette capitalisation impossible.

Pour toutes ces raisons, les capitaux ne purent s'accroître en Pologne entre 1919 et 1939.

En 1935, les banques d'émission de la France, du Royaume Uni, de la Tchécoslovaquie et de la Pologne, avaient les réserves d'or suivantes :

*Réserves d'or des banques d'émission
en millions de zl. (21)*

	Valeur absolue	Par tête d'habitant
France	23.159	570
Royaume-Uni	8.709	185
Tchécoslovaquie	588	39
Pologne	444	13

En même temps, la circulation monétaire moyenne par tête d'habitant était : (22)

(20) E. Taylor : *Polityka Skarbowa*, p. 20. D'autres économistes donnent des chiffres différents. M. Szawleski : 17 %; M. Bohdan Dederko : 15 %; M. Michalski : 13 %, etc...

(21) Calculé d'après le *Petit annuaire st.* 1938, p. 197.

(22) *Annuaire statistique de la S.D.N.*, 1937.

	Valeur absolue (millions de livres)	Par tête d'habitant —
France	1.032	25,8
Royaume-Uni	413	8,8
Tchécoslovaquie	46	3,15
Pologne	39	1,12

La Pologne n'auraitelle pas obtenu de meilleurs résultats si, au lieu d'attendre en vain l'arrivée des capitaux étrangers, elle avait tenté l'expérience de détacher sa monnaie de l'or et de fonder sa monnaie et son système de crédit sur des bases nouvelles, mieux adaptées à ses besoins et à ses possibilités ?

C'est seulement à partir du moment où la crise a éclaté que cette question a été posée et que l'idée a gagné de nombreux partisans.

M. Stanislas Grabski, ancien ministre des cultes et de l'instruction publique et professeur d'économie politique, s'en est déclaré partisan, dans un mémoire sur les problèmes de la population en Pologne.

« Si on veille, écrit-il : 1) à ce que les billets de banque émis en surplus, soient utilisés à des travaux réellement productifs, et non à couvrir le déficit budgétaire ou à construire des bâtiments de pur faste ; 2) à ce qu'une proportion convenable soit maintenue entre les investissements qui rapportent à longue échéance et ceux qui rapportent immédiatement ; 3) à ce que le crédit accordé par l'Etat soit utilisé à favoriser aussi également que possible l'augmentation des revenus de toutes les classes de la population, qui consomment réciproquement les produits les uns des autres, on peut alors agencer les émissions des billets de banque et la répartition des

crédits de manière à obtenir un accroissement stable et non rapide des prix sur le marché intérieur. » (23)

Il était difficile, en réalité, de se former une opinion définitive sur la question. Certains pays ont détaché pratiquement leurs monnaies de l'étalon-or. Mais la Pologne aurait-elle été capable d'en faire autant ? La Russie, riche en matières premières, pouvait tenter cette expérience sans courir de grands risques. L'Allemagne, grâce à sa puissante économie, était également capable de faire admettre son système nouveau. Mais la Pologne, moins riche et moins puissante économiquement que la Russie et l'Allemagne, obligée d'importer de l'étranger des produits indispensables à son économie, n'aurait-elle pas risqué de se voir isolée ?

De quelque côté qu'on envisageât le problème, il semblait qu'il fût extrêmement difficile de lui trouver une solution favorable. L'absence des capitaux a paralysé l'industrie polonaise. Et cependant, il n'a pas été l'obstacle le plus grave qu'elle ait rencontré. Une dernière difficulté paraissait plus insurmontable encore : l'absence des débouchés.

(23) Grabski S. : *Mémoire sur le problème de la population...*, p. 14.

CHAPITRE III

LES DÉBOUCHÉS

L'étude des débouchés amène à la constatation d'un fait paradoxal. Pendant que la majorité écrasante de la population manquait du nécessaire, l'industrie se trouvait dans l'impossibilité d'écouler ses produits. Les situations de ce genre ne se rencontraient pas uniquement en Pologne, mais aussi, à un degré plus ou moins atténué, dans la plupart des autres pays. Et il semblait que les dirigeants fussent incapables de résoudre ces difficultés. Car ce n'était certes pas une solution valable que celle qui consistait à détruire une partie de la production (comme au Brésil), de la laisser pourrir (comme aux Etats-Unis), d'attendre le déclenchement d'une guerre pour pouvoir l'écouler (comme certains pays d'Europe Occidentale), ou de la vendre à l'étranger au-dessous de son prix de revient, en faisant payer la différence à une population affamée (comme le fit la Pologne).

Pendant qu'en hiver, dans la partie septentrionale du district de Rzeszow, dans des chaumières misérables, des enfants se maintenaient toute la journée dans des sacs de paille hachée pour se protéger contre le froid pendant que, dans certains villages, les enfants étaient privés de sucre et n'en soupçonnaient l'existence que sous forme de bonbons ven-

du dans les foires (1), l'Etat encourageait l'exportation du charbon et du sucre, et payait, à cet effet, des primes si élevées aux exportateurs que leur valeur atteignait les deux tiers de l'ensemble des primes à l'exportation et la moitié de cette exportation même. (2)

L'industrie polonaise ne pouvait vendre ses produits pour une foule de raisons dont les unes étaient particulières à la Pologne, et les autres découlaient de la situation internationale.

Le revenu social en Pologne était très bas et mal réparti. Si on le compare au revenu social de différents autres pays, on obtient les indications suivantes :

Revenu social de certains pays par tête d'habitant
(calculé en zl., sur la base de 1929)

Etats-Unis	5.800
Royaume-Uni	4.200
Allemagne	2.500
Danemark	2.500
France	2.100
Japon	800
Grèce	800
Roumanie	600
Bulgarie	400
Pologne	900 (3)

Le revenu social moyen par tête d'habitant était donc, en Pologne, 5 fois plus faible qu'au Royaume-Uni, 6 fois aux Etats-Unis, 3 fois en Allemagne, 2,5 fois en France.

(1) Michałowski : *Wies nie ma pracy*, p. 45.

(2) Sokolowski : *Dumping*, p. 434.

(3) *Petit ananuaire statistique*, 1937, p. 55.

Pendant les années de prospérité, un Polonais ne pouvait dépenser en moyenne par an que 640 zł. Ce chiffre tombait même à 528 si on voulait en déduire les charges fiscales. Or, cette somme représente 30,5 % de la dépense annuelle moyenne d'un Allemand, 23 % de celle d'un Français, 19 % de celle d'un Anglais. (4)

Même si le revenu national avait été réparti d'une manière égale entre les habitants, il ne leur aurait pas permis d'assurer la satisfaction de tous leurs besoins et l'industrie n'en aurait pas eu, pour cela, des débouchés intérieurs d'une ampleur suffisante. Mais la répartition était loin d'être égale. Le niveau de vie d'une bonne partie de la population restait bien au-dessous du minimum vital et empêchait cette population d'acheter à l'industrie quoi que ce fût.

La répartition du revenu national accusait un déséquilibre grave entre les villes et les campagnes. D'après les évaluations les plus rigoureuses, celles de l'Institut des recherches sur le mouvement général des affaires et la formation des prix », 43 % seulement du revenu social revenait, en 1929, à la population agricole. C'est dire que les agriculteurs avaient, par tête d'habitant, un revenu de moitié inférieur à celui de la population non-agricole. (5)

La différence entre les villes et les campagnes en Pologne, était aggravée du fait que les premières, moins surpeuplées que les dernières, avaient à nourrir moins de consommateurs inactifs et improductifs, et que les capitaux rentrant en Pologne se plaçaient surtout dans l'industrie, et c'était la campa-

(4) Sokolowski : *Obliezenia ciezarow publicznych. Polska Gospodarcza*, 1932, fasc. 52.

(5) *Petit annuaire statistique*, 1937, p. 54.

gne qui, la plupart du temps, devait en payer les frais.

Durant la deuxième décade, la disproportion s'accrut encore. La crise avait frappé l'agriculture plus durement que l'industrie. Les prix agricoles baissèrent plus que les prix des produits industriels parce que, d'une part, les possibilités pour l'agriculture de restreindre sa production, étaient plus limitées que celles de l'industrie, et, de l'autre, parce que l'industrie, contrairement à l'agriculture, était organisée en cartels et capable, dans une large mesure, d'imposer ses prix.

*Prix de détail de certains articles d'industrie
exprimés en kgs de seigle (1929-1937) (6)*

	1929-30	1931-32	1934-35	1935-36	1936-37
	—	—	—	—	—
Charrue (1 pièce) ..	220	191	264	270	150
Superphosphate 16 % (100 kgs)	68	43	73	81	50
Souliers d'homme (1 paire)	220	150	184	205	126
Sucre : 10 kgs	83	72	95	92	52
Savon : 10 kgs	107	79	91	112	72
Charbon : 100 kgs..	40	35	43	43	25
Pétrole : 10 litres..	32	27	33	33	20

En 1933, d'après les évaluations de l' « Institut des recherches sur le mouvement général des affaires et sur la formation des prix » (7), la part de la population agricole baissa de 43 à 35 %.

Cette différence qui séparait les villes des cam-

(6) *Petit annuaire statistique*, 1938, p. 236.

(7) *Fasc. 3 et 4, t. IV*, 1935.

pagnes eut pour conséquence de pousser la campagne à se replier sur elle-même dans une sorte d'autarcie primitive où les échanges sont réduits au minimum. La campagne s'isola et, au lieu de former le marché naturel de l'industrie polonaise, elle échappa totalement à cette industrie. Au lieu d'acheter, dans les villes, des produits finis, le paysan polonais apprit à utiliser des produits de sa propre fabrication. Il préparait son pain et tissait l'étoffe dont il se servait pour confectionner lui-même ses habits. 70 % de la production de lin ont été ainsi employés par le paysan producteur. Pour allumer le feu, les paysannes de Rzeszow se pasaient le soir des torches d'une maison à l'autre (8). Pour économiser le sel, le paysan polonais utilisait plusieurs fois la même eau pour la cuisson de ses pommes de terre ; pour économiser les allumettes, il les découpait en longueur en plusieurs parties. Les années de crise ont vu réapparaître, dans les campagnes, des ustensiles primitifs dont l'emploi avait été oublié depuis très longtemps.

On conçoit que, dans ces conditions, les paysans polonais aient été des mauvais clients pour l'industrie. En 1929, les paysans et les ouvriers agricoles n'ont dépensé sur le marché que 2,3 milliards de zl., alors que les salariés (ouvriers agricoles non compris), dont le nombre était beaucoup moins important, ont dépensé 6,8 milliards, les petits bourgeois 3,5 milliards, et les personnes vivant de leurs bénéfices (propriétaires fonciers compris) 2,9 milliards de zl. (9)

Pendant la crise, la disproportion s'est encore aggravée. En 1933, les paysans et les ouvriers agri-

(8) Michalowski : *o.c.*, p. 55.

(9) Institut des Recherches, etc... fasc. 3 et 4, t. IV, 1935.

coles ne dépensèrent que 0,8 milliard, les salariés 4,1 milliards, les petits bourgeois 1,9 milliards et les personnes vivant de leurs bénéfices 1,8 milliards. (10)

La consommation totale dans les villes baissa de 12 % et celle des villages de plus de moitié :

Indices de consommation 1927-1936
(année 1929 = 100) (11)

	C O N S O M M A T I O N		
	TOTALE	URBAINE	RURALE
1927.....	90	88	100
1928.....	97	97	96
1929.....	100	100	100
1930.....	97	100	86
1931.....	91	95	73
1932.....	84	87	47
1933.....	81	87	47
1934.....	82	89	43
1935.....	83	90	49
1936.....	85	92	49

La répartition des revenus était défectueuse non seulement parce qu'elle avantageait les villes aux dépens de la campagne, mais encore en ce que partout dans le pays, dans les villages comme dans les villes, les richesses étaient détenues par un petit nombre d'hommes.

On a vu précédemment que plus de la moitié des terres appartenait à 1 % de la population agricole. Dans les villes, un petit groupe d'industriels possédant de vastes entreprises pourvues d'un outillage moderne hautement perfectionné, réalisaient

(10) *Petit annuaire statistique*, 1937, p. 54.

(11) *Id.* p. 54. L'évaluation tient compte des variations des prix.

des bénéfices considérables. A côté d'eux, l'artisanat perdait continuellement du terrain et les ouvriers étaient généralement mal payés. Les salaires différaient selon les régions et les branches de production, dans des proportions inconnues dans les pays d'Europe occidentale. La cause principale de ces différences a résidé dans le degré d'évolution technique des entreprises : les plus évoluées employaient des ouvriers spécialisés et leur accordaient un salaire relativement élevé ; les autres recrutaient une main-d'œuvre non spécialisée et peu exigeante.

L'inégalité de répartition des revenus en Pologne peut également être établie par les statistiques concernant les contribuables de l'impôt sur le revenu.

D'après ces statistiques, les trois premières catégories de contribuables possédant les revenus les plus élevés, constituaient, en 1929, 2,3 % de l'ensemble des contribuables et possédaient, à eux seuls, des revenus égaux à ceux de la dernière catégorie, c'est-à-dire à la moitié environ des contribuables. (12)

Une grande partie de la population possédait des revenus tellement bas qu'elle ne pouvait être comptée parmi les consommateurs des produits industriels.

En 1934, une enquête a été faite dans deux villages de 5.000 habitants, et a établi que, pendant tout un mois, l'Union centrale des Industries polonaises n'y avait vendu que pour 5,35 zł. de marchandises. (13)

Les bénéfices réalisés par les différentes entre-

(12) D'après le *Petit annuaire st.*, 1938, p. 367.

(13) Michalowski, o.c., p. 48.

prises n'alimentaient pas l'épargne. Ils étaient exportés à l'étranger sous forme de primes, tantièmes, etc... ou placés dans la production industrielle, dans le but d'y introduire des perfectionnements techniques. La conséquence en fut que l'équipement industriel fut modernisé, mais l'industrie ne put en profiter pleinement par suite du manque des débouchés. L'industrie du pétrole, par exemple, n'a jamais réussi à utiliser plus de 40 à 50 % de ses capacités de production.

Même dans ces conditions, l'industrie polonaise n'a pu trouver des acheteurs qu'en vendant au-dessous du prix de revient. La différence était payée par le marché intérieur, c'est-à-dire par les consommateurs nationaux, et elle réduisait d'autant leur pouvoir d'achat.

L'étude des revenus individuels des paysans, des ouvriers et même des travailleurs intellectuels mène également à cette conclusion que la population polonaise ne disposait pas d'un pouvoir d'achat suffisant pour permettre à l'industrie de se développer.

La consommation moyenne par tête d'habitant, en 1937, a atteint des chiffres très bas :

*Consommation moyenne par tête d'habitant
en 1937 (14)*

Pétrole (kilogs)	3,9
Sucre (kilogs)	13,2
Sel comestible (kilogs)	7,3
Bière (litres)	3,8
Allumettes (pièces)	456
Levure (grammes)	214
Tabac (grammes)	565
Savon (grammes)	1.474

(14) *Petit annuaire stat.*, 1938, p. 144.

L'absorptilité du marché intérieur a subi, selon les périodes, des variations importantes. L'exemple du sucre est, à cet égard, assez significatif.

	Débit du sucre sur le marché intérieur (milliers de tonnes)	Consommation par tête d'habitant (par kg.)
1926.....	272	9,1
1927.....	307	10,1
1928.....	350	11,4
1929.....	361	11,9
1930.....	350	11,3
1931.....	323	10,1
1932.....	294	9,1
1933.....	283	8,6
1934.....	297	8,9
1935.....	301	9
1936.....	357	10,5
1937.....	385	11,2 (15)

Pour d'autres articles, la baisse enregistrée pendant les années de crise a été plus forte encore. Entre 1931 et 1934, la consommation moyenne d'allumettes tomba de 1.031 pièces par an et par tête d'habitant, à 466 ; celle de la bière : de 8,4 litres en 1929, à 3,2 litres en 1934 ; celle de l'alcool de consommation (100 %), de 1,6 l. en 1929 à 0,8 l. en 1934. (16)

Cette ampleur dans la baisse de la consommation ne se produit que dans les pays pauvres. Dans certains pays riches, en Grande-Bretagne et en France par exemple, il n'y eut aucune baisse dans la consommation entre 1924-27 et 1932 : les populations britannique et française ont vécu sur leurs réserves.

(15) *Annuaire statistique de la Rép. Pol.* 1929 (pour 1926-28), p. 158 ; et *Petit annuaire*, 1938 (pour 1928-1937), p. 147.

(16) *Id.*, p. 147.

Si nous comparons la capacité d'absorption du marché polonais avec celle d'autres pays, nous constatons des différences considérables. Pour le sucre, par exemple, la consommation moyenne en Pologne a été de 5 fois environ inférieure à celle du Royaume-Uni, du Danemark, des Etats-Unis et de la Suède. (17)

*
* *

Les possibilités d'exportation des produits industriels polonais étaient également très restreintes par suite des tendances à l'autarcie qui se manifestaient partout, et du désir d'obtenir un solde actif de la balance commerciale, même si cela devait amener à exporter à n'importe quel prix.

Cette double tendance se manifestait, d'une part, dans un protectionisme toujours plus accentué et, de l'autre, dans la généralisation du dumping.

Jusqu'en 1929, le protectionnisme s'était surtout exprimé par l'établissement de droits de douane beaucoup plus élevés qu'avant la guerre. A partir de cette date, et dès que les premiers symptômes de la crise eurent apparu, il revêtit les formes les plus variées : contingentement, systèmes de clearing, formation d'ententes internationales pratiquant le troc, etc...

Les pays occidentaux et septentrionaux mêmes n'échappèrent pas à ce courant. En 1937, 58 % des importations françaises, 52 % des importations suis-

(17) *Id.* p. 151.

ses, étaient régies par un système de licences et de contingentement. (18)

On estime qu'en 1937, 12 % environ des échanges internationaux s'effectuent sous le régime des clearings bilatéraux. Cette proportion a dépassé même 50 % pour l'Allemagne, la Hongrie, la Grèce et d'autres pays de l'Europe centrale et orientale.

La vente au-dessous du prix de revient s'est tellement répandue qu'en 1930, 25 % des échanges internationaux se faisaient sous le signe du dumping. L'Allemagne a pratiqué sur une grande échelle le dumping du charbon, des produits métallurgiques, du ciment, des sels potassiques et du sucre ; la Tchécoslovaquie : le dumping du sucre, la Russie, celui du bois, etc... (19)

Pour compenser les pertes résultant de l'exportation, on relevait les prix à l'intérieur, et l'Etat versait des subventions sous différentes formes : primes à l'exportation, réduction des tarifs des chemins de fer, etc... Sokolowski a calculé que les 4/5 des exportations polonaises se sont faites grâce à l'aide de l'Etat.

Le dumping aboutit ainsi à cette conséquence paradoxale que les prix des mêmes produits étaient plus élevés dans le pays producteur qu'à l'étranger. L'exemple du sucre est typique à ce sujet. Le prix du sucre polonais vendu en Angleterre au début de 1927 était de 40 zl. environ le « cetnar » ; sur le marché polonais, il était de 60 zl. (20)

L'exportation devint accessible aux seuls pays qui voulaient et pouvaient en supporter les frais.

(18) *Situation économique mondiale*. S.D.N., 1938-1939, p. 218.

(19) Sokolowski : *Dumping...* p. 346.

(20) Szawleski : *Polska na tle*, 1928, p. 117.

Les pays nouveaux qui, comme la Pologne, n'avaient pas joué un rôle sur les marchés internationaux avant la guerre et qui, par conséquent, devaient lutter non pour garder mais pour acquérir une place, se trouvèrent dans une position particulièrement difficile. Le système des clearings, par exemple, favorisait les gros acheteurs parce que, d'après la logique de son mécanisme, les exportations vers un pays déterminé et les importations provenant de ce pays devaient s'équilibrer. Le système de contingentement favorisait les seuls pays qui, en 1929 — année de base —, avaient réussi à acquérir une position privilégiée sur les marchés internationaux.

D'autre part, les frais qu'entraînait l'exportation pesaient d'un poids plus lourd sur les pays pauvres que sur les pays riches.

De 1919 à 1929, la Pologne a obtenu quelques succès sur les marchés internationaux, succès d'autant plus méritoires que le pays était parti de zéro. Avant la guerre, en effet, la presque totalité de ses exportations allait vers les pays co-partageants, l'Allemagne et la Russie en particulier. Après la guerre, le premier pays lui fut fermé, et le second devint difficilement accessible. L'Allemagne qui, en 1924 encore, absorbait 42,4 % de la totalité des exportations polonaises, n'en absorba plus, deux ans plus tard, que 25,3 %.

Par contre, la Pologne a réussi à s'introduire sur les marchés scandinave et baltique, ceux de l'Europe Centrale et en Angleterre (où les grèves dans les mines de charbon ont favorisé le développement des exportations polonaises). Mais bientôt la dépréciation de la livre sterling et l'union économique des pays scandinaves et baltiques avec l'Angleterre enleva en partie ces pays à l'exportation polonaise.

A aucun moment le débouché extérieur n'a joué un rôle assez important. Même avant la crise, l'exportation n'a pas réussi à absorber plus de 14 % de la production nationale, ce qui, comparé avec les pays d'Europe Occidentale et Centrale, constitue un pourcentage très bas.

La valeur de l'exportation par tête d'habitant montait à 85 zl. en 1929 et à 30 zl. en 1934 : elle fut l'une des plus basses en Europe. Dans les échanges internationaux, la Pologne n'a figuré que pour 1 %. (21)

L'absence des débouchés intérieurs et extérieurs a étouffé l'industrie polonaise. Il a constitué l'obstacle principal à son développement. A côté de lui, le manque des capitaux et l'absence de certaines matières premières paraissent n'avoir joué qu'un rôle de second plan.

(21) Polkowski..., p. 11.

CHAPITRE IV

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE

Malgré toutes les difficultés qu'elle a rencontrées, l'industrie polonaise a réussi à réaliser quelques progrès entre 1919 et 1939. Les anciennes entreprises, durement éprouvées par la guerre, se sont relevées et se sont adaptées dans une large mesure aux nouvelles conditions du marché résultant de la perte des anciens clients et de l'unification du territoire. De nouvelles industries sont nées : fabriques d'automobiles, machines-outils, armes et munitions ; usines aéronautiques ; ateliers de chemin de fer ; entreprises relevant de l'industrie chimique, électro-technique, etc....

Ces nouvelles industries connurent plus d'essor que les anciennes et, même pendant les années de crise, elles firent preuve de beaucoup de vitalité.

La production électro-technique a été multipliée par 6 ; celle des machines-outils par 3 ; celle de la soude monta de 37.000 tonnes en 1922 à 90.000 tonnes en 1937 ; celle de la soie artificielle, de 12 tonnes en 1920 à 6.200 tonnes en 1937. Certaines industries extractives ont fait des progrès remarquables. L'industrie des sels de potasse, par exemple, qui n'existait presque pas avant la guerre, se développa très rapidement, et sa production atteignit 342.000 tonnes en 1928 et 521.000 tonnes en 1937. (1)

(1) *Petit ann. st.*, 1938, p. 117.

Les progrès des anciennes industries furent beaucoup plus lents. Des deux grandes industries de transformation qui existaient avant la guerre — industrie textile et industrie du sucre — la première a dépassé la production de 1914 pour les produits cotonniers seulement, et la deuxième n'arriva même pas à atteindre les chiffres d'avant guerre.

L'industrie textile a su le mieux s'adapter aux nouvelles conditions du marché. Elle supprima une grande partie de sa production bon marché qu'elle vendait en Russie et s'appliqua à améliorer la qualité de ses produits. C'est grâce à ces efforts qu'elle réussit à pénétrer sur le marché anglais et même sur celui d'Extrême-Orient.

Son point faible fut qu'elle était obligée d'importer une grande partie des matières premières dont elle avait besoin : la Pologne ne possédait pas de coton et sa production de laine y était très basse. Malgré les encouragements de l'Etat, elle se refusa à utiliser le lin parce que les produits liniers étaient coûteux et risquaient de ne pas trouver d'acquéreurs. 10 % seulement de la production de lin ont servi à l'industrie ; 20 % ont été exportés à l'étranger et 70 % ont été utilisés par le producteur lui-même (2). Le déficit résultant de l'achat des matières premières étrangères atteignit en 1931, après défalcation du montant des ventes des produits textiles à l'étranger, la somme de 90.994.000 zł. (3)

L'intérêt que présentait l'industrie textile était qu'elle fournissait du travail à un plus grand nombre d'ouvriers que les autres industries, eu égard à son capital fixe. En 1931, en effet, tandis que son

(2) Klementynowski : *Industrie textile...*, p. 125.

(3) Id., p. 47.

capital fixe représentait 14 % de l'ensemble des capitaux investis dans les entreprises industrielles, ses ouvriers formaient 24 % du total des ouvriers polonais. (4)

L'industrie du sucre a fait preuve de moins de vitalité. Alors que sa production en 1913-1914 avait été de 6.348 tonnes, elle monta à 7.454 tonnes en 1928-1929, puis baissa jusqu'à 5.614 tonnes en 1937-1938 (5). Et pourtant elle bénéficiait de conditions naturelles beaucoup plus avantageuses que celles de l'industrie textile. Toutes les matières premières qu'il lui fallait utiliser se trouvaient en abondance dans le pays : betteraves et charbon notamment. Si, malgré ces conditions, l'industrie du sucre ne s'est pas suffisamment développée, ce fut par suite de la concurrence redoutable que lui faisait le sucre de cannes et parce que certains pays européens, jusque-là importateurs de sucre, avaient encouragé chez eux la culture des betteraves. La Convention de Bruxelles, supprimant le système des primes accordées à la production ou à l'exportation du sucre de betteraves, a donné un avantage appréciable au sucre de cannes, parce que tout en étant d'aussi bonne qualité que le sucre de betteraves, sa fabrication est beaucoup moins onéreuse. D'autre part, les producteurs de sucre européens perdirent, après la guerre, le vaste marché anglais. A partir de 1925, en effet, l'Angleterre encouragea très activement la culture des betteraves. Pour ces différentes raisons, les producteurs de sucre de betteraves vendaient leur sucre au-dessous du prix de revient et faisaient payer la différence au marché intérieur.

(4) F. Marciszewski : *Przemysł włókienniczy...*, p. 69.

(5) *Petit Annuaire Stat.* 1938, p. 128.

Les industries extractives augmentèrent leur production par rapport à 1919 ; cependant, à l'exception de l'industrie du minerai de fer, elles n'arrivèrent pas à atteindre les chiffres de 1914.

L'industrie la plus importante, celle du charbon, a produit 25.326.000 tonnes en 1919 (6), 46 millions 236.000 tonnes en 1929, et 36.218.000 tonnes en 1937 (7). Le niveau de 1914 (40.972.000 tonnes) n'a donc été dépassé qu'en 1929.

L'industrie du charbon se trouvait, par rapport à ses concurrents étrangers, dans une position d'infériorité, malgré la bonne qualité du charbon polonais et la facilité d'extraction. Concentré dans un seul gisement à la frontière du pays — en Haute-Silésie — le charbon polonais était éloigné du centre du pays et de la mer Baltique. Ces circonstances se trouvaient d'autant plus désavantageuses que les moyens de transport n'étaient pas suffisamment développés. Les autres pays grands producteurs de charbon étaient, à ce point de vue, beaucoup mieux placés. L'Allemagne possédait trois principaux gisements et l'Angleterre en possédait plusieurs également. Les frais de transport, ajoutés aux frais de production, augmentaient les prix polonais dans des proportions considérables : 30 % et jusqu'à 50 % dans les localités de l'est.

La voie naturelle de l'exportation aurait été l'Oder et son port Stettin ; les marchés naturels étaient l'Allemagne et l'Europe centrale. Pour des raisons d'ordre politique, on a eu recours à des voies de transport plus coûteuses et on a cherché des marchés lointains.

(6) *Annuaire Stat. de la Pép. Pol.* 1929, p. 85.

(7) *Petit Annuaire Stat.* 1938, p. 117.

Les autres industries extractives ont évolué ainsi qu'il est indiqué dans le tableau suivant : (8)

	<i>en milliers de tonnes</i>				
	1913	1919 (9)	1929	1932	1937
Minerai de fer....	493	155	660	70	780
Minerai de zinc....	502	260	374	73	191
Minerai de plomb..	57	21	17	5,5	8,9
Sel	—	—	570	492	520
Pétrole brut	1.114	832	675	557	501

On remarque que la production du pétrole a diminué continuellement depuis 1919, jusqu'à tomber, en 1937, de plus de 50 % par rapport aux chiffres de 1914. Cela tenait surtout aux mauvaises conditions géologiques et notamment à l'épuisement du bassin le plus important — celui de Boryslaw — qui fournissait les 2/3 de la production totale. Cela tenait également à ce que les forages n'étaient pas suffisants : sur 7 à 9 puits en exploitation, il n'y en avait qu'un en forage, alors qu'aux Etats-Unis, par exemple, il y en avait 1 sur 3 et en Roumanie 1 sur 5 (10). Ce n'est pas seulement que la découverte de nouveaux puits semblât douteuse, mais l'élargissement de l'exploitation n'était pas suffisamment rentable. Les prix mondiaux étaient en baisse continue et la Pologne était incapable de supporter la concurrence des pays grands producteurs parce que le coût de production y était fort élevé. La Roumanie cherchait à se débarrasser des stocks considérables

(8) *Petit Annuaire Stat.*... 1938, p. 117.

(9) *Ann. Stat. de la Rép. Pol.* 1929, p. 85.

(10) Lender : *Le pétrole*... p. 28.

de pétrole qu'elle avait accumulés, et l'U.R.S.S. ne tenait aucun compte du prix de revient. D'autre part, les Etats-Unis, profitant de conditions géologiques exceptionnellement favorables, produisaient du pétrole à peu de frais. La Pologne, dont la production ne représentait que 0,34 % de la production mondiale, ne pouvait exercer aucune influence sur les mouvements des prix mondiaux. L'extraction de son pétrole était très coûteuse. Les anciennes installations ont été non seulement reconstruites, mais agrandies à l'époque de l'inflation et elles pesaient d'un poids lourd sur les frais généraux. Les puits étaient les plus profonds du monde et atteignaient 1.200 à 1.500 mètres, alors que ceux de Grosny n'avaient que 600 à 900 mètres, ceux de Roumanie 150 à 800 mètres à Prahova et 400 à 500 mètres à Dombravitz (11). L'extraction du pétrole polonais ne pouvait se faire à la pompe, mais — procédé très coûteux — par l'introduction d'eau argileuse. Le « Standard Nobel & Vacuum Oil Company », filiale de la « Standard Oil » américaine, et la « Limanova », par exemple, toutes deux propriétaires d'exploitations polonaises et, en même temps, possédant d'excellents gisements aux Etats-Unis et en Roumanie, n'avaient aucun intérêt à ce que la production polonaise se développât.

Avant la guerre, les grandes industries polonaises étaient principalement des industries extractives. Les Etats co-partageants considéraient la Pologne comme un réservoir de matières premières et se réservaient le soin de développer les industries de transformation. L'importance des anciennes industries diminua considérablement.

(11) Lender : o.c., p. 28.

Indices de la production industrielle polonaise
(1928 = 100) (12)

Années	Total	Extraction	Métallurgie	Industries de transform.
1928.....	100	100	100	100
1932.....	64	69	37	64
1934.....	79	71	58	82
1936.....	94	73	76	100
1937.....	111	88	97	116
1938 (1 ^{er} sem.)..	119	109	100	125

Le développement des industries de transformation est capital du point de vue social parce que, dans ces industries, le rapport entre le capital roulant et le capital fixe étant beaucoup plus avantageux que dans les industries extractives, le nombre des ouvriers qui peuvent y être employés est très élevé, eu égard au capital investi. Entre 1925 et 1938, le nombre des ouvriers travaillant dans les mines baissa de 147.800 à 106.000 et n'augmenta, dans la métallurgie, que de 47.500 à 52.600, alors qu'il monta, dans les industries de transformation, de 474.800 à 657.400. (13)

Plutôt que de se spécialiser dans une industrie déterminée, la Pologne a préféré développer plusieurs industries différentes. Cette politique a été souvent critiquée, mais, étant donné, d'une part, la variété des matières premières polonaises et, de l'autre, les tendances à l'autarcie qui se manifestaient partout au monde, le choix de la Pologne semble avoir été judicieux. Il est vrai, cependant, que toutes les industries n'ont pas été dirigées d'une ma-

(12) Klarner : *Prod. przem...* p. 62, sur la base de l'indice de l'*Inst. d'ét. sur la sit. éc. et mouvem. des prix*.

(13) D'après la *Statystyka Pracy*, 1925 et 1938.

nière également rationnelle. Nous avons indiqué, précédemment, que le coût de production des machines à écrire F.K. dépassait plusieurs fois le prix d'achat des machines américaines. Dans les cas de ce genre, si les soucis économiques semblent avoir été perdus de vue, c'est parce qu'ils furent dépassés par les besoins de la défense nationale.

D'autres industries qui auraient pu, cependant, bénéficier de conditions naturelles favorables, ne se sont pas suffisamment développées par suite du manque des débouchés. Telles, par exemple, les industries alimentaires, certaines industries chimiques, notamment celles basées sur le charbon, les industries de transformation du bois, etc...

Si, pour juger du développement de l'industrie polonaise, on considère son point de départ en 1919, le climat international défavorable dans lequel il s'est effectué et le peu de temps dont il a disposé, il faut reconnaître que les résultats obtenus n'ont pas été négligeables. Mais si on s'en tient aux besoins de la population polonaise, on constate que la distance à parcourir restait encore considérable. On sera mieux à même d'en juger en passant en revue les conséquences de l'industrialisation de la Pologne du point de vue démographique.

CHAPITRE V

LES CONSÉQUENCES DE L'INDUSTRIALISATION DU POINT DE VUE DÉMOGRAPHIQUE

Pour mesurer la portée de l'industrialisation de la Pologne dans le domaine démographique, il est essentiel de savoir quel a été le montant total de la population absorbée dans l'industrie et dans celles des branches de production qui se sont développées grâce à elle, ainsi que le nombre de paysans qui ont quitté la campagne surpeuplée pour s'adonner aux travaux industriels.

Les données statistiques dont nous disposons se rapportent surtout à la première décade (1921-1931) comprise entre les deux recensements.

Durant cette période, la population industrielle est passée de 3.530.382 à 6.178.000 âmes : elle augmenta donc de plus de deux millions et demi. Comparée au montant total de la population, elle représentait, en 1921, 15,5 %, et, en 1931, 19,4 %. L'ensemble des transformations démographiques qui se sont effectuées pendant ces dix années, selon les professions, peut être représenté comme suit :

Répartition de la population par professions
(personnes actives et passives)
en 1921 et 1931 (en milliers d'habitants) (1)

Professions	1921		1931	
	chiffre absolu	%	chiffre absolu	%
Agriculture	16.857	65,4	19.347	60,6
Industrie	3.530	13,4	6.178	19,4
Commerce	1.611	6	1.943	6,1
Communications . . .	408	1,5	1.153	3,1
Autres professions ..	2.861	10,9	3.295	10
<i>Total</i>	25.695	100	31.916	100

La population industrielle s'est accrue de 75 % entre 1921 et 1931. Comme, pendant la même période, l'accroissement naturel a oscillé, dans les villes, entre 5 et 15 % seulement, il en découle que l'augmentation de la population industrielle n'a pas été due uniquement à l'apport des familles ouvrières — quelque important que fût cet apport —, et que les campagnes ont fourni à l'industrie un important contingent d'hommes.

Mais ces hommes qui ont quitté la campagne n'ont pas tous trouvé du travail dans l'industrie. Dans les années de meilleure conjoncture, le nombre des ouvriers a augmenté de 90.000 par an. Le commerce, l'artisanat et les professions libérales occupèrent les « indépendants ». Le chômage frappant cette catégorie de population et son emploi partiel ne sont mentionnés dans aucune statistique. M. Grabski évalue que le nombre des personnes occupées dans des

(1) *Petit an. st.* 1938, p. 30.

professions lucratives dans les villes, en dehors de l'industrie, a augmenté de 66.000 en 1927-1928. (2)

L'urbanisation, conséquence de l'industrialisation au sens large du mot — c'est-à-dire du développement des professions non agricoles —, peut aussi en être considéré comme l'expression au point que les effets de l'industrialisation du point de vue démographique peuvent être mesurés par le degré de développement de l'urbanisme. Il est vrai que dans plusieurs cas cette mesure ne joue pas : quand, notamment, le développement industriel se fait dans les villages, ou qu'une partie des habitants des villes se trouve composée d'agriculteurs, ou que la population rurale afflue dans les villes pour fuir la famine qui sévit dans les campagnes.

Le premier et le second cas n'ont eu que très peu d'importance pratique. Les agriculteurs habitant les villes polonaises n'ont jamais formé qu'un pourcentage très réduit : 0,4 % à Varsovie, 0,3 % à Lodz, 0,9 % à Cracovie, 1,1 % à Lwow, 2,6 % à Vilno. (3)

D'après M. Ormicki, 50 % de l'accroissement naturel des agriculteurs habitant les villes ont passé dans d'autres professions, alors que les agriculteurs habitant les campagnes n'ont orienté vers les autres professions que 26 à 28 % de leur accroissement naturel. (4)

D'après M. Poniatowski, le troisième cas s'est surtout posé entre 1929 et 1931, mais les paysans qui étaient accourus alors dans les villes ne purent y trouver du travail.

La population urbaine est montée entre 1921 et

(2) Grabski, S. : *Mémoire sur le problème de la population*, p. III.

(3) *Petit ann. s.* 1938, p. 32-34.

(4) Ormicki : *Gestosc, wiejskiej...* p. 1.

1931, de 6,6 millions à 8,7 millions d'habitants, et son pourcentage par rapport à la population des campagnes est passé de 24,6 à 27,2 %. (5)

La comparaison entre l'accroissement naturel et l'accroissement réel des villes montre que l'apport de la campagne a dépassé celui de l'accroissement naturel des villes.

*Accroissement naturel et exode rural comparés
(1921-1931) (6)*

VILLES	Accroiss. total (en mil- liers)	Accrois.naturel		Surpl. d'immigr.		Accroisse- ment naturel (milliers)
		(milliers)	en % de la	(milliers)	en % de la	
			population de 1921		population de 1921	
Varsovie . . .	241	63	6,8	178	19	281,1
Lodz	153	58	12,8	95	21,1	164,3
Lublin	18	12	12,6	6	6,5	51,4
Vilno	68	17	13,3	51	39,5	142,8
Poznan	62	26	13,8	36	19,7	142,4
Toryn	15	6	15,9	9	21,8	137
Cracovie	38	9	5,2	28	15,3	295,5
Lwow	71	15	6	56	22,9	380,2

Il résulte de ce tableau que, si l'accroissement de la population urbaine n'avait été produit que par l'accroissement naturel, la proportion de la population urbaine aurait diminué au lieu d'augmenter.

Les données dont nous disposons ne nous permettent toutefois pas d'établir d'une manière également précise, pour toutes les villes polonaises, la part exacte de l'accroissement de la population urbaine due réciproquement à l'excès des naissances sur les

(5) *P. Ann. st.* 1938, p. 39.

(6) *Informations statistiques*, fasc. 4, 1932.

décès et aux migrations intérieures. Les villes situées à l'est du Bug, par exemple, ont dû en grande partie leur accroissement aux opérations de rapatriement qui se sont poursuivies jusqu'après 1921. On ne dispose pas non plus de données concernant la Haute-Silésie parce qu'elle ne s'intégra à la Pologne qu'après la date du premier recensement.

M. Krasocki a calculé que 1,3 millions de personnes environ ont passé des campagnes dans les villes entre 1921 et 1931 et que, par conséquent, l'accroissement de la population urbaine dû à ces migrations a atteint 19 %, tandis que celui dû à l'accroissement naturel n'a été que de 12 % (7). Ces calculs s'appliquent à dix villes polonaises qui comprennent le tiers de la population urbaine, figurent dans les statistiques et n'ont pas subi de grands changements du fait du rapatriement. Il généralise ensuite pour toute la Pologne les résultats ainsi obtenus. Comme plusieurs villes dont Gdynia (851,7 % d'accroissement) et Stolpce (112,4 %) ne sont pas entrées dans ses calculs, on peut estimer que l'accroissement qu'il attribue à la campagne n'est pas exagéré et qu'il est même possible qu'il soit au-dessous de la réalité.

Le mouvement d'absorption, par les villes, de la population paysanne, ne s'est pas toujours poursuivi sur le même rythme. Entre 1921 et 1937, les villes n'ont augmenté, d'après M. Poniatowski, que d'un nombre d'hommes égal à leur propre accroissement ajouté à la différence entre l'accroissement naturel des campagnes et des villes, et le rapport entre les populations urbaine et rurale serait resté, en 1927, le même qu'en 1921. Ce rapport n'aurait

(7) Krasocki : *Czynniki ludnosciowe*, p. 6.

varié qu'entre 1927 et 1931 par suite du développement de l'industrie et de l'émigration (qui porta surtout sur la population agricole) et du déclenchement de la crise dans l'agriculture avant les autres professions.

Sur la seconde décade commençant en 1931, nous ne possédons pas de renseignements précis, le recensement projeté n'ayant pas été fait. Nous ne savons pas si la répartition de la population par professions s'est modifiée. Nous possédons seulement des indications sur la population ouvrière.

Entre 1929 et 1932, le nombre des ouvriers travaillant dans l'industrie a baissé de 859.000 à 549.000 (8). Pendant la période 1931-38, le nombre des ouvriers employés dans la grande et la moyenne industrie a varié comme suit :

Ouvriers occupés dans la grande et la moyenne industrie
(en milliers) (9)

1932.....	549,4
1933.....	547,2
1934.....	593,4
1935.....	624,9
1936.....	668,1
1937.....	775,2
1938.....	825

Tandis que le pays s'accroissait chaque année de près de 300.000 hommes aptes au travail, le nombre des emplois dans la grande et la moyenne industrie a baissé de 311.000 entre 1929 et 1933. Ce n'est qu'en 1938 que les effectifs ouvriers ont atteint ceux de 1929.

L'accroissement naturel ne fut même pas absor-

(9) *Ann. st.* 1930, p. 241.

(8) Landau : *Place*, p. 82.

bé en partie par l'industrie. Les autres branches de l'activité économique n'offrirent pas non plus de débouchés. Entre 1929 et 1932, le nombre des employés salariés hors de l'industrie a diminué de 13,5 %. (10)

Sur le chômage des « indépendants » — qui forment dans les villes 60 % de la population salariée — nous ne possédons pas de données statistiques.

M. Krasocki a calculé que, à l'époque de la crise, 22 % de la population des villes manquaient de ressources stables par suite du chômage. (11)

D'après les évaluations de M. Grabski, le nombre des situations lucratives aurait diminué de 350.000 entre 1929 et 1935, et les personnes recherchant en vain un emploi lucratif aurait été, en 1937, de 800.000. (12)

Tous ces faits laissent supposer que l'urbanisation ne s'est pas poursuivie pendant la crise et qu'elle a été lente à l'époque de la reprise. M. Poniatowski estime qu'entre 1931 et 1935 il y eut, au contraire, un retour vers les campagnes et il évalue le nombre total des agriculteurs, en 1935, à 22 millions, constituant 63 à 64 % de l'ensemble de la population. (13)

Une enquête faite à Varsovie, en 1935, parmi la population ouvrière, a montré que l'immigration rurale dans la capitale ne s'est pas arrêtée pendant la crise, mais qu'elle s'est considérablement ralentie. 41 % des ouvriers sur lesquels l'enquête a porté étaient nés dans les villages et 18 % sont venus à Varsovie après la guerre. Entre 1927 et 1929, les

(10) Lândau : *Place*, p. 82.

(11) Krasocki : *o.c.* p. 13.

(12) Grabski : *Mémoires*, p. 12.

(13) Poniatowski : *o.c.*, p. 23.

ouvriers venant à Varsovie ont représenté les $\frac{2}{5}$ du nombre total des immigrés et 7,1 % de l'ensemble de la population ouvrière de la capitale. Pendant les cinq années qui ont suivi, ce chiffre a baissé jusqu'à 6 %. (14)

Pour avoir un coup d'œil d'ensemble sur les résultats de l'industrialisation en Pologne, il est bon de les comparer avec ceux qui ont été atteints dans d'autres pays.

Populations agricoles et industrielles dans différents pays
(population active seulement) (15)

	AGRICULTURE			INDUSTRIE		
	1921	1931		1921	1931	
		en milliers	en % de 1921		en milliers	en % de 1921
Pologne	10.265	9.745	95	1.504	2.870	191
Finlande ...	1.029	1.100	93	284	488	171
Yougoslavie.	4.844	5.090	105	526	755	126
Angleterre ..	1.254	1.018	80	8.614	9.977	115
Italaie	10.202	8.083	77	5.354	5.936	111
Tchécoslova- quie . . .	2.424	1.673	70	2.415	2.746	110
France . . .	8.951	7.537	84	7.812	8.399	108
Japon	14.287	14.131	98	6.475	6.975	108

On constate que la proportion dont a augmenté la population industrielle en Pologne entre 1921 et 1931 a été la plus forte de tous les pays envisagés. Elle a été de 91 %, alors qu'en Finlande elle a été

(14) *Bezrobocie i stopa zyciowa...* p. 42.

(15) *Annuaire statistique de la Rép. franç.*, 1938, p. 239.

de 71 %, en Yougoslavie 26 %, en Angleterre 15 %, en Italie 11 %, en Tchécoslovaquie 10 %, en France et au Japon 8 %. Mais pour avoir une idée plus exacte de la valeur de ces chiffres, il ne faut pas perdre de vue que, d'une part, la période qui commence en 1931 n'a pas apporté des résultats aussi importants en Pologne et, de l'autre, que la plupart des autres pays étaient déjà, en 1921, industrialisés depuis longtemps.

QUATRIÈME PARTIE

PROBLÈMES SOCIAUX

CHAPITRE PREMIER

LE CHOMAGE

Le déséquilibre entre le développement économique et le développement démographique en Pologne eut pour conséquence de provoquer le chômage et de maintenir un bas niveau de vie. Les différentes catégories de la population n'ont pas ressenti d'une manière également douloureuse les conséquences de ce déséquilibre. Ce sont les classes laborieuses, surtout la catégorie des ouvriers-chômeurs, qui furent les plus profondément atteintes, joignant à leurs privations physiques des souffrances morales intenses.

En Pologne, le chômage a surtout sévi dans les campagnes. Le chômage des villes n'en fut que l'effet. Les villages étaient surpeuplés depuis longtemps et, quand le développement de l'industrie augmenta la demande de travail, les paysans affluèrent dans les villes en nombre si considérable que l'industrie se trouva incapable de les occuper tous à la fois. L'urbanisation se développa plus rapidement que l'industrialisation, et le chômage apparut dans les villes polonaises.

Quel a été le nombre des chômeurs en Pologne ? Il est impossible de le dire avec exactitude. En Pologne, comme partout ailleurs, les données statistiques ne fournissent que des indications insuffisantes, parce qu'elles ne concernent qu'une partie des sans-

travail : les salariés. Ce qui, dans le cas de la Pologne, aggrave ce défaut, c'est que les salariés ne représentaient qu'une faible partie de la population. Les « indépendants » étaient très nombreux en Pologne. Les salariés se trouvaient en minorité, et les statistiques, loin de porter sur la totalité de ceux-ci, ne fixaient que le nombre de ceux qui se présentaient aux bureaux de placement. Or, il était avéré que beaucoup de chômeurs n'y étaient jamais venus. On s'adressait à un bureau de placement quand on espérait trouver du travail ; lorsque l'espoir paraissait trop mince, on jugeait inutile de s'y rendre. C'est pourquoi la méthode de dénombrement des chômeurs en partant de l'activité des bureaux de placement est défectueuse. Le nombre des chômeurs augmente en général plus rapidement pendant les années de bonne conjoncture que pendant la crise. La méthode suivie est défectueuse, mais il ne semble pas que l'autre méthode, qui est également suivie et qui consiste à évaluer le nombre des chômeurs d'après celui des ayants-droit aux allocations donne des résultats plus précis. Il ne suffit pas d'être sans travail pour toucher l'allocation au chômage ; il faut remplir d'autres conditions nécessaires, telles par exemple, celle d'avoir déjà travaillé pendant un nombre de mois déterminé, ou celle de n'avoir bénéficié de l'allocation que pendant le temps fixé par la loi.

Pour compléter les données statistiques, il est indispensable de recourir aux enquêtes effectuées par des institutions sociales : nous y puiserons des renseignements toutes les fois que cela nous semblera utile pour l'intelligence de notre sujet.

En réalité, il faut considérer comme chômeur toute personne apte au travail, cherchant du travail et ne le trouvant pas. Tous les autres critères adoptés

par les publications statistiques officielles sont trop étroits. Tous les ouvriers inscrits dans les bureaux de placements ou non inscrits, recevant des allocations ou n'en recevant pas sont des chômeurs, du moment que leurs bras restent inoccupés. Sont chômeurs également les jeunes ayant terminé leurs études et recherchant une place, les enfants des paysans et des artisans qui ne trouvent pas à s'occuper dans l'exploitation de leurs pères, etc... ; les travailleurs qui ne peuvent occuper qu'une partie de leur temps (avocats, médecins, commerçants, artisans ne travaillant que quelques heures par jour ou quelques jours par semaine) seront considérés comme chômeurs partiels.

1) LE CHÔMAGE DES INDÉPENDANTS

Dans les campagnes, les indépendants sont tous les travailleurs non salariés dont le revenu provient uniquement ou principalement de la terre qui leur appartient et qu'ils exploitent eux-mêmes. Poniatowski a calculé que 40 % de la population agricole étaient superflus (1), mais ce chiffre ne correspond pas au nombre des chômeurs indépendants dans les campagnes, d'abord parce qu'il englobe les ouvriers agricoles, et ensuite parce qu'il part d'une conception objective et non subjective. Si, d'après Poniatowski, les paysans polonais avaient fourni la même somme de travail que ceux de l'Europe occidentale, 40 % de la population agricole auraient été inu-

(1) Poniatowski : *Przeludnienie*, p. 59.

tiles. Or, dans un pays surpeuplé, le paysan ne fournit jamais un travail aussi intense que dans un pays non surpeuplé. Pour une même somme de travail, le premier se sentant satisfait, l'autre se considérerait partiellement en chômage. Pour ces deux raisons, le chiffre donné par Poniatowski semble être au-dessus de la réalité.

Pour saisir de plus près le chiffre des chômeurs indépendants dans les campagnes, on peut consulter l'enquête élaborée par l' « Institut d'économie sociale » en 1935 (2), dans 53 villages polonais choisis dans des régions diverses du territoire et contenant cinq mille exploitations. Les paysans eux-mêmes ont été interrogés : 1° sur les nombre de ceux des membres de la famille qui sont totalement superflus et qui, s'ils quittaient l'exploitation, ne porteraient aucun préjudice à la famille ni au travail ; 2° sur la somme de travail fourni et celle des forces partiellement inexploitées par suite des variations saisonnières et des loisirs forcés qu'elles imposent aux paysans.

Les résultats en ont été que sur 13.000 personnes à l'âge productif (entre 14 et 59 ans), 3.000 ont été déclarées complètement superflues par les paysans chefs d'exploitation. 40 % des exploitations pouvaient se passer d'un ou de plusieurs de leurs membres. Les loisirs imposés par les variations saisonnières firent encore baisser ce chiffre. Les 10.000 personnes restantes ne fournissaient que le travail de 8.000.

Ces résultats, élevés par abstraction à l'échelle du pays tout entier, portèrent le chiffre total des indépendants complètement superflus dans l'agricul-

(2) L. Landau : *Bezrobocie wsrod chlopow...*

ture à 2,4 millions de personnes. Parmi eux, les jeunes de 18 à 24 ans prédominaient et formaient 50 % du chiffre total. C'est surtout dans les petites exploitations paysannes qu'il y avait la plus grande proportion de bras inoccupés.

Nombre des chômeurs indépendants d'après l'étendue des exploitations agricoles (3)

Etendue	En milliers		En %	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Total	1.529	842	100	100
Moins de $\frac{1}{2}$ ha.	81	33	5,3	3,9
De $\frac{1}{2}$ à 2 ha.	508	242	33,2	28,7
De 2 à 5 ha.	454	268	29,7	31,9
De 5 à 10 ha.	333	215	21,8	25,5
De 10 à 20 ha.	127	71	8,3	8,4
De 20 à 50 ha.	26	13	1,7	1,6

Les calculs de l'« Institut d'économie sociale » ne peuvent donner que des résultats approximatifs. Leur point faible est qu'ils sont basés sur l'appréciation exclusive du paysan chef d'exploitation et qu'ils généralisent, pour toute la Pologne, les observations qu'ils ont notées dans 53 villages seulement. La marge d'erreur qu'ils impliquent est très large. Il faut convenir, cependant, que cet essai reste, dans son genre, d'un très grand intérêt, et qu'il est difficile de trouver, en dehors de lui, des indications dignes de foi sur le chômage des paysans.

Plusieurs enquêtes ont été faites au sujet des artisans.

Le groupe des artisans a été très touché par le chômage, même dans les années de bonne conjonc-

(3) L. Landau : *Bezrobocie wsrod chlopow*, p. 148.

ture. D'une part, les paysans embrassant les professions artisanales étaient très nombreux et, de l'autre, le développement de l'industrie — qui s'effectuait surtout dans les années de bonne conjoncture — portait préjudice aux artisans en leur faisant concurrence. Si bien qu'on a pu se demander si, au lieu d'être résorbé, le chômage des artisans n'a pas, au contraire, augmenté pendant les années de bonne conjonctures. D'après les calculs de M. Arnekker, il n'a pas augmenté. (4)

Pendant les années de crise, les saisons de travail deviennent très courtes et même au cours de ces saisons, on travaillait beaucoup moins qu'en temps normal. Beaucoup d'artisans firent faillite. A côté de cela, on constata la naissance de beaucoup d'entreprises artisanales nouvelles. Phénomène paradoxal en apparence, mais explicable par le fait que les entreprises qui n'avaient pas encore fermé, mais qui s'étaient contentées de diminuer leur travail, disposaient souvent d'un petit capital et étaient tentées de le placer dans une entreprise nouvelle. D'autre part, beaucoup d'artisans nouveaux travaillèrent en fraude : c'étaient surtout d'anciens ouvriers en chômage et se souciant peu d'obtenir une autorisation en règle pour travailler.

La catégorie la plus touchée par la crise fut celle des artisans travaillant dans le bâtiment ; la moins touchée fut celle de l'alimentation ; entre ces deux extrêmes se plaçait celle de la confection des vêtements. (5)

Pour illustrer ces faits d'ordre général, on peut

(4) Arnekker : *Przejawy kryzysu w rzemiosle i chaluwnictwie*, p. 52.

(5) Landau : *Place...* p. 61.

citer des exemples nombreux tirés de l'ouvrage de M. Arnekker. Dans les années de bonne conjoncture, les paysans travaillaient en moyenne 8 mois par an, dans les villes, et 6 mois dans les campagnes. A Łódź, 50 % des tailleurs étaient sans travail en 1935 et les autres ne travaillaient que 8 semaines par trimestre (p. 30). A Pruszków, près de Varsovie, la saison était de sept mois et demi (p. 31). Dans le village de Sulkowice, les forgerons travaillaient 6 mois par an (p. 33). A Kielce, la demande de travail baissa pour les compagnons de 30 à 70 % selon les branches, par rapport à 1929 ; à Białystok, pour compagnons et élèves, il y eut une baisse de 56 à 60 % ; à Cracovie : 80 % pour les cordonniers (p. 137). En 1931, les artisans employés dans la fabrication des guêtres ont travaillé 4 mois seulement à Białystok, au lieu de 8 mois en temps normal. A Łódź, le nombre moyen des journées de travail était de 2 à 3 jours par semaine (p. 44). Le nombre des artisans travaillant à domicile était, dans la fourrure, en 1931, supérieur à celui des artisans déclarés ; dans la confection, il lui était égal ; à Białystok, la totalité presque des entreprises artisanales disparurent et furent remplacées par le travail à domicile (p. 50).

II) LE CHÔMAGE DES SALARIÉS

Pour le groupe des salariés, nous disposons de données statistiques, mais ces données ne sont complètes que pour 1931, date du 2^e recensement. En cette année, le nombre total des travailleurs salariés était de 4.217.000 dont 1.411.600 dans l'agriculture et 2.805.400 dans les autres professions. Sur ce der-

nier chiffre, 603.400 étaient des chômeurs, soit 21,5 %. (6)

En ce qui concerne les ouvriers agricoles, et d'après une enquête de l'Institut d'économie sociale datant de 1935, sur 1.674 personnes sans terre, 9,9 % étaient sans travail ; parmi les salariés, 13,7 % étaient en chômage et 37,62 % n'avaient pas de travail stable et pouvaient pratiquement être considérés comme chômeurs : le tiers d'entre eux avait un revenu annuel de 100 à 300 zl. et beaucoup n'avaient que 20 à 100 zl. (7)

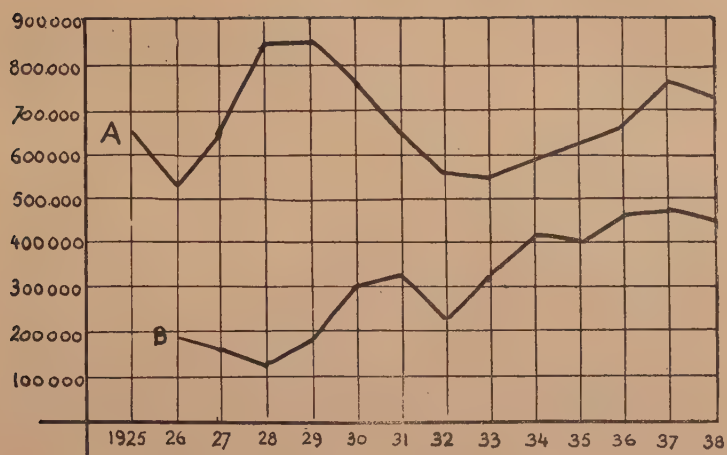
Dans les villes, il fallait distinguer les ouvriers des travailleurs intellectuels. Sur les premiers nous possédons des données numériques concernant le nombre total des personnes employées dans la grande et la moyenne industrie, de 1925 à 1938 et d'autres se rapportant au nombre des chômeurs enregistrés pendant le même laps de temps. Les uns et les autres peuvent être représentés ici par le graphique ci-contre. (8)

Le premier graphique ne concerne que les ouvriers employés dans la grande et la moyenne industrie et néglige les autres travailleurs manuels se trouvant dans les villes. Le second ne représente que les chômeurs inscrits aux bureaux de placement. L'allure générale des deux lignes peut être de quelque intérêt, mais n'exprime qu'une partie de la réalité. D'après une enquête faite à Varsovie en 1935, 55 % seulement des chômeurs s'étaient présentés dans les bureaux de placement. D'autre part, 49 %

(6) *Petit ann. st.* 1938, p. 237.

(7) *Struktura agrarna*, p. 219.

(8) Dessiné d'après les chiffres du *Petit ann. st.* 1938, p. 241 et 249.



A : Ouvriers employés dans la grande et la moyenne industrie.

B : Chômeurs inscrits aux bureaux de placement.

d'entre eux touchaient des allocations (9). Que l'on adoptât donc l'un ou l'autre des deux critères, on restait toujours bien au-dessous de la réalité. D'après une autre enquête sur les conditions d'habitation ouvrière, le quart environ des ouvriers auraient, en 1933, perdu leur travail dans l'espace d'un an. Ces faits prouvent combien les données statistiques sont incomplètes.

Dans certains cas, les chiffres qu'on y trouve sont inférieurs de moitié environ au montant réel du chômage ouvrier en Pologne.

Les travailleurs intellectuels ont eu un sort très inégal. Dans les premières années, il n'y eut pas de chômage parmi eux. L'Etat qui se construisait avait besoin d'un nombre considérable de fonctionnaires, et tous ceux qui pouvaient et qui voulaient le devenir étaient immédiatement pris. Les Etats co-partageants — à l'exception de l'Autriche — avaient posé des restrictions très sévères à l'accès des Polonais aux fonctions publiques, si bien qu'en 1919, le corps des fonctionnaires se trouvait particulièrement réduit. La jeunesse afflua vers les écoles et le nombre des candidats aux fonctions publiques dépassa bientôt les besoins de l'Etat. En 1926, déjà, le chômage se déclarait parmi les travailleurs intellectuels.

Pendant les années de bonne conjoncture, il fut résorbé en partie. L'Etat élargit ses attributions et ses cadres ; les entreprises privées prenaient de l'essor, rénovaient leur personnel et l'augmentaient même. Pendant la crise, le phénomène contraire se produisit. En 1931, le nombre des travailleurs intellectuels était de 664.500 dont 17.300 (2,6 %) dans l'agriculture et 647.200 (97,4 %) dans les autres pro-

(9) Landau : *Bezrob., ludn.* p. 52.

fessions (169.100 fonctionnaires, soit 25,4 % et 478.100 employés, dans les mines, l'industrie, le commerce, les transports, l'enseignement).

Le nombre des chômeurs déclarés aux bureaux de placement était de 78.000 (10). M. Czajkowski a donné un autre chiffre. Se basant à la fois sur les publications des bureaux de placement et sur les renseignements fournis par l'Association des travailleurs intellectuels, il donne les chiffres suivants : pour 1929, 63.000 chômeurs ; 1930 : 88.000 ; 1931 : 108.000 ; 1932 : 127.000 ; 1933 : 133.000. (11)

Les intellectuels n'ont pas été touchés par la crise autant que les ouvriers, parce que, d'une part, l'Etat ne pouvait dégarnir ses cadres et que, de l'autre, il est plus facile pour les entreprises privées de renvoyer un ouvrier qu'un travailleur intellectuel : il faut, en particulier, un préavis de 3 mois, au lieu de 2 semaines seulement pour les ouvriers.

D'une façon générale, ceux qui ont le plus souffert du chômage ont été les salariés. Les « indépendants », pour la plupart, conservaient quand même un bien qu'ils pouvaient exploiter plus tard et pouvaient ne pas se sentir en marge de la vie. Les salariés, eux, ne possédant rien, ajoutaient à leur détresse matérielle une détresse morale.

(10) *Petit ann. st.* 1938, p. 237.

(11) *Lutte contre le chômage*, p. 33.

CHAPITRE II

LE NIVEAU DE VIE

La mesure dans laquelle la population était capable de satisfaire ses besoins essentiels (alimentation, habitation, habillement) ainsi que ses besoins d'hygiène, d'éducation, de plaisir, etc... était, en Pologne, plus réduite que dans les pays occidentaux.

Les sources sur lesquelles on peut se baser pour étudier ce côté de la vie sociale, sont de valeur diverse. Elles n'existent pas pour l'ensemble de la population polonaise. Il est vrai qu'on connaît les chiffres se rapportant à la consommation et qu'on peut en déduire la moyenne par tête d'habitant. Mais cette moyenne ne correspond à aucune réalité concrète. Ce qu'il s'agit de trouver, ce sont des renseignements précis se rapportant aux différentes catégories de la population. Ces renseignements ne peuvent être fournis que par les enquêtes et autres études monographiques. Celles-ci ont été faites surtout sur la population pauvre et en particulier sur la population ouvrière. C'est donc sur cette catégorie que nous sommes les mieux renseignés. En ce qui concerne les autres groupes de la population urbaine, nous possédons aussi quelques renseignements se rapportant aux travailleurs intellectuels et les indépendants aux revenus modestes, petits commerçants, artisans, etc... Nous manquons par contre de tout renseigne-

ment concernant les classes possédantes. Des études très sérieuses ayant été faites sur la rentabilité des exploitations rurales, ainsi que des monographies des différents villages, nous pouvons en déduire des indications sur le niveau de vie des paysans. Pour ces raisons, on ne peut étudier les différents groupes d'une façon également complète.

Les sources peuvent être classées en deux catégories : les statistiques et les enquêtes. Les premières ne nous renseignent que sur l'habitation. Celles qui ont été basées sur le recensement de 1921 ne donnent pas des indications directes, mais on peut y faire des comparaisons et des rapprochements instructifs. Celles de 1931 contiennent quelques renseignements sur les conditions d'habitation d'après les catégories sociales à partir de 1938 et ont été classées d'après les différentes provinces, et il y a tout lieu de supposer que les statistiques intéressant l'ensemble de la population n'ont pas été publiées.

Les enquêtes sont des documents de première importance. Il est vrai qu'en général elles n'ont été établies que sur un nombre assez restreint de cas, qu'elles sont de valeur inégale et que, de ce fait, il est difficile de comparer les résultats auxquels elles ont abouti, mais leur valeur consiste en ce qu'elles donnent des renseignements précis sur un très grand nombre de sujets.

Sur les conditions de vie ouvrière, nous nous baserons sur les enquêtes qui ont été faites en 1927, 1928 et 1929, par l'Office Central de Statistique en coopération avec l'Institut d'économie sociale (1).

(1) Les résultats furent publiés dans : *Statystyka Polski* : T. XV, z. 1, 2. *Budżety rodzin robotniczych. Wyniki ankiety przeprowadzonej w Warszawie, Łodzi, Zagłębiu, Dąbrowskim i na Górnym Śląsku.* Warszawa 1930 (z.1), 1932 (z.2).

Les trois enquêtes ont été effectuées dans trois centres industriels différents et elles ont été établies sur l'étude d'un assez grand nombre de cas. Mais elles ont été menées de préférence dans des familles aisées dont le niveau de vie était supérieur à la moyenne générale : le revenu moyen des ouvriers dont elles se sont occupées est plus élevé que celui de la population ouvrière polonaise prise dans son ensemble.

Pour le niveau de vie des chômeurs, nous nous baserons sur l'enquête de l'Institut d'Economie Sociale, en 1932 (2). Cette enquête, contrairement à celles qui se rapportent aux ouvriers ayant du travail, a porté sur les familles les plus éprouvées, choisies parmi celles des chômeurs ayant participé au concours sur les « Mémoires des chômeurs ». Pour les ouvriers, nous nous baserons en outre sur l'enquête de 1935 faite par l'« Institut des problèmes sociaux » dans plusieurs quartiers ouvriers de Varsovie et qui concerne non seulement les ouvriers mais toute la population pauvre qui y habite. Cette enquête ne nous renseigne que sur les revenus et non sur les dépenses.

De 1932 date l'enquête sur les travailleurs intellectuels due au « Conseil d'Union des Syndicats professionnels des travailleurs intellectuels à Varsovie ». Elle n'étudie que très peu de cas et les revenus des familles qu'elle envisage sont supérieurs au revenu moyen dans cette catégorie de la population.

Sur les paysans, l'Institut de Pulawy a publié une série d'enquêtes de la plus haute valeur. Les re-

(2) Voir : H. Krahelska et Stefan Pruss, *Zycie bezrobotnych. Badanie ankietowe*, Varsovie 1933, et A. Minkowska : *Rodzina bezrobotna na podst. ankiety* 1932, Varsovie 1935.

cherches ont été menées année par année depuis 1926 et ont été effectuées dans toutes les régions polonaises par des correspondants particuliers. On constate cependant que, dans la plupart des cas examinés, le niveau de vie est plus élevé que la moyenne générale.

A côté des statistiques et des enquêtes, il faut signaler les Mémoires des chômeurs et des paysans publiés par l'Institut d'économie sociale, qui nous renseignent sur les appréciations subjectives des intéressés.

Le niveau de vie d'un groupe déterminé dépend en premier lieu du revenu réel global de ce groupe.

LE REVENU. — Le revenu était bas. Il l'était surtout dans les campagnes qui en souffraient d'autant plus que l'accroissement naturel de la population y était le plus fort. Après les paysans, les catégories les plus atteintes par l'insuffisance des revenus étaient celles des ouvriers puis des indépendants. Le rapport entre les sommes gagnées par les ouvriers agricoles, ceux travaillant dans l'industrie et les paysans, ressort des tableaux suivants.

*Gains moyens en zl., par journée de travail,
des ouvriers journaliers agricoles (3)*

	1928		1933	
	non nourris	nourris	non nourris	nourris
Printemps	3,9	2,7	1,7	1,3
Été	5,6	4,1	2,5	1,9
Automne	3,9	2,8	1,6	1,3

(3) *Petit ann. st.*, p. 251.

Gains moyens en zl., des ouvriers industriels en 1931 (4)

	Par heure de travail	Par journée de 8 heures
Industrie en général....	0,95	7,60
Mines	1,24	9,92
Métallurgie	1,31	10,48
Industrie minérale	0,60	4,80
Industries chimiques	0,93	7,44
Textiles	0,75	6,00
Papier	0,79	6,32
Cuir et peaux	0,93	7,44
Bois	0,52	4,16
Alimentation	0,84	6,72
Vêtements	0,65	5,20
Bâtiment	1,19	9,52

*Revenu agricole moyen en zl., par journée de travail,
d'un membre adulte de la famille paysanne (5)*

Etendue de l'exploitation	Montant du revenu
De 2 à 3 ha.	2,14
De 3 à 5 ha.	2,03
De 5 à 10 ha.	2,25
De 10 à 15 ha.	2,70
De 15 à 30 ha.	2,06
De 30 à 50 ha.	3,01
Moyenne (2-50 ha.)	2,33

De ces tableaux ressort la différence entre l'ouvrier et le paysan ; par journée de travail, le premier gagnait beaucoup plus que le second : 7,60 zl. contre 2,33 zl. en moyenne. Mais cela n'est pas à

(4) *Id.*, p. 258.

(5) Landau : *Place* ... p. 40.

dire que les salaires réels ouvriers étaient élevés. En 1930, et en prenant les salaires anglais comme indice égal à 100, les salaires polonais étaient de 68, cependant qu'aux Etats-Unis ils étaient de 197 et au Canada de 168 (5 bis). Des mêmes tableaux découle aussi que les salaires ouvriers différaient selon les branches de production. Les ouvriers les plus privilégiés gagnaient 10,48 zl. par jour, et les moins privilégiés 4,16 zl. Les ouvriers à domicile gagnaient souvent la même somme que les ouvriers non qualifiés mais en travaillant plusieurs heures de plus par jour. A Lodz, un tisserand gagnait, à la fin de 1929, 0,68 zl. par heure de travail. Le même tisserand, travaillant à domicile, à Kamienica Polska, gagnait 0,23 zl. seulement. En 1928, un ouvrier travaillant dans une fabrique de tissus à Lodz gagnait 0,35 zl. par heure, cependant que le travailleur à domicile, même qualifié, ne gagnait que la moitié de cette somme. (6)

Le sort des travailleurs intellectuels était meilleur que celui des ouvriers. D'après les calculs de Landau (7), 39 % des travailleurs intellectuels et 39 % également des ouvriers avaient un salaire de 150 à 300 zl. par mois. Mais, parmi les ouvriers, cette catégorie représentait des travailleurs aisés, tandis que, parmi les intellectuels, elle formait l'une des moins privilégiées. Cependant que 12 % seulement des ouvriers gagnaient plus de 300 zl. par mois, les travailleurs intellectuels qui gagnaient plus de cette somme étaient de 44 %. De même, gagnaient moins de 300 zl., 49 % des ouvriers et 17 % des travailleurs intellectuels. Malgré cela, les travailleurs intellec-

(5 bis) Landau : *Place...* p. 40.

(6) Arnekker : *Przejawy kryzysu...* p. 19 et 20.

(7) Landau : *Place...* p. 35.

tuels polonais gagnaient moins que ceux de beaucoup d'autres pays. En représentant par 100 le salaire des employés en Pologne en 1930, on obtient, pour les employés allemands, l'indice 178. De même le traitement d'un magistrat était, en Allemagne, de 150 contre 100 en Pologne, et celui d'un instituteur 181 contre 100. (8)

La mesure dans laquelle le revenu des ouvriers, des paysans et des travailleurs intellectuels agissait sur leur niveau de vie dépendait, dans chaque catégorie, de facteurs personnels tenant au degré de culture auquel le groupe était parvenu. Un exemple typique illustre cette action. Une classe de petite noblesse « zasciankowa » était devenue paysanne par suite de sa pauvreté, et cependant son niveau de vie restait supérieur à celui de la moyenne des paysans.

ANALYSE DES BUDGETS

On possède des renseignements sur les budgets des ouvriers, des paysans et des travailleurs intellectuels. La répartition des dépenses dans ces budgets peint assez bien les conditions de vie des différents groupes.

(8) Landau : *Id.*, p. 45.

*Budgets de ménage des familles ouvrières
à Varsovie, en 1927, en % (9)*

Spécification de la dépense	Budget type	Groupes d'après le montant annuel des dépenses par unité de consommation			
		jusqu'à 599 zl.	600- 899 zl.	900- 1.119 zl.	1.200 zl. et plus
Total des dépenses chiffres absolus.	2.104	1.566	2.366	3.081	4.854
en %	100	100	100	100	100
Denrées aliment...	63,8	68,6	64,6	60,3	50,1
Alcool et tabac . .	2,4	1,7	2,8	2,5	3,7
Loyer	6,4	7,8	5,6	4,6	5,6
Ameublement . .	1,9	1,1	2,0	2,5	4,4
Chauff. et éclair...	4,5	4,7	4,3	4,1	4,4
Hygiène et santé .	1,5	1,2	1,3	1,8	1,4
Vêtements, chaus- sures, linge . . .	10,9	9,3	11,2	12,6	13,4
Instruction et cul- ture intellectuelle	3,6	1,7	3,5	5,8	7,2
Assurances et im- pôts	3,0	2,6	3,1	2,2	5,7
Autres dépenses .	1,3	0,8	1,4	1,6	3,0
Augmentation de la fortune et remboursement des dettes	0,7	0,5	0,2	2,0	0,1

(9) *Petit ann. st.* 1938, p. 266.

*Budgets de ménage des ouvriers chômeurs
à Varsovie en 1932 (10)*

Spécification de la dépense	Toutes les familles envisagées	Groupes d'après le montant annuel des dépenses par unité de consommation		
		jusqu'à 263 zl.	264- 359 zl.	360 zl. et plus
Total en zl.	921	620	945	1.475
Dépenses en % :				
Denrées alimentaires ...	75,0	82,6	76,0	67,6
Alcool et tabac	2,2	1,6	2,4	2,5
Loyer	2,7	0,6	1,3	5,7
Ameublement	0,2	0,2	0,1	0,3
Chauffage et éclairage ..	10,4	10,3	10,3	10,8
Hygiène et santé	2,3	1,4	2,3	3,1
Vêtements, chaussures, linge	5,1	2,6	5,2	7,2
Instruction et culture in- tellectuelle	0,9	0,4	1,0	1,2
Assurances et impôts ..	0,1	0,0	0,1	0,2
Autres dépenses	0,1	0,3	1,3	1,4

(10) *Id.*, p. 267.

BUDGET PAYSAN

<i>Dépenses en espèces par an et par personne adulte en 1929-1930 (11)</i>							Moyenne :	
Grandeur des exploitations :	2-3 ha.	3-5 ha.	5-10 ha.	10-15 ha.	15-30 ha.	30-50 ha.	2-50 ha.	2-50 ha.
Nombre des exploitations	66	324	866	673	759	196	196	2.884
<i>Tot. des dépenses :</i>								
chiffre absolu en zl.	143,71	152,57	180,60	245,28	321,98	519,54	256,43	
pourcentage	100	100	100	100	100	100	100	
Vêtements, linge, chaussures	46	53,8	51,5	48,5	45	37,7	46,4	
Alimentation	1,4	2,4	3	2,6	2,6	1,9	2,5	
Alcool et tabac	8,6	6,2	7	6,5	6,5	5,3	6,8	
Ameublement	2,7	4,2	5,5	5,4	5,2	5,7	5,3	
Hygiène et santé	4,4	6,8	6	5,5	5,2	3,6	5,2	
Instruction	13,2	10,1	12,2	10,2	11,5	16	11,7	
Assurances et im- pôts	0,9	0,9	1,4	1,4	3,6	7	2,9	
Autres dépenses	21	16,5	17,2	19,1	20,8	21	20	

(11) Calculé d'après Biblioteka Pulawska : Badania nad oplacalnoscia gospodarstw wloscianskich, 1929-30, p. 61.

*Budgets de ménage des familles des travailleurs
intellectuels, à Varsovie, en 1932 (12)*

Spécification de la dépense	Budget type	Groupes d'après le montant annuel des dépenses par unité de consommation			
		jusqu'à 1.439 zl.	1.440- 1.799 zl.	1.800- 2.999 zl.	3.000 zl. et plus
Total en zl.	6.173	4.086	5.677	7.507	13.020
Dépenses en % :					
Denrées alimentaires .	30,4	36,5	31,0	31,4	21,6
Alcool et tabac ..	2,3	3,0	2,4	2,2	1,6
Loyer	13,0	11,5	16,2	12,8	13,7
Ameublement ...	4,0	2,9	1,6	3,6	6,8
Chauff. et éclair. .	5,1	6,0	5,5	4,8	3,8
Hygiène et santé .	3,3	3,2	2,4	3,7	3,4
Vêtements, chaus- sures, linge ...	12,1	11,3	13,2	12,8	12,1
Instruct. et cultu- re intellectuelle..	5,5	3,6	5,6	5,8	7,8
Assurances et im- pôts	8,6	7,2	6,9	8,9	10,5
Autres dépenses .	10,3	7,8	8,6	10,4	14,1
Augmentat. de la fortune et rem- boursement des dettes	5,4	7,0	6,6	3,6	4,6

Ce qui caractérise le budget ouvrier, c'est l'im-
portance de la part consacrée à la satisfaction des
besoins essentiels : alimentation, habitation, habille-

(12) *Petit ann. st.*, 1938, p. 268.

ment. Ces trois postes représentent 89,9 % de l'ensemble des budgets ouvriers en 1927 et 95,6 % de ceux des chômeurs à Varsovie en 1932. Dans les budgets des travailleurs intellectuels (Varsovie, 1932), ils n'occupent que 66,9 %. L'ouvrier ne dispose de presque plus de ressources pour les besoins d'instruction, d'hygiène, de sport, de voyages, de divertissements, etc... Pour l'alimentation, l'alcool et le tabac, l'ouvrier polonais consacre 66,2 % de son budget en 1927 et 58 % en 1929 ; le groupe ouvrier le plus aisé : 53,8 % ; le plus pauvre : 70,3 % ; la moyenne des chômeurs : 77,2 % et les chômeurs les plus pauvres : 84,2 %.

Dans les pays riches, tels les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande, les dépenses pour l'alimentation, les boissons et le tabac n'atteignent pas le tiers des dépenses ouvrières, dans les pays d'Europe occidentale, elles atteignent 50 %. Le pays européen qui se rapproche le plus de la Pologne dans ce domaine est la Tchécoslovaquie. (13)

En Pologne, les travailleurs intellectuels, même les moins aisés, dépensent le tiers de leur budget pour l'alimentation.

Le deuxième poste le plus important des dépenses ouvrières est celui des vêtements et chaussures. Là aussi, la Pologne et la Tchécoslovaquie se rencontrent. Dans les autres pays, la dépense ouvrière la plus importante, après l'alimentation, est ordinairement celle du logement. En Pologne, cela n'est vrai que pour les travailleurs intellectuels. En 1932, ceux-ci consacrent 13 % de leur budget pour le paiement de leur loyer et 9,1 % pour le chauffage, l'éclairage et l'ameublement. Il leur reste pour l'instruc-

(13) *Petit ann. st.*, 1938, p. 270.

tion, les voyages, les sports, etc..., et après le paiement des impôts, des assurances et des dettes, 19,1 %. Entre les moins aisés et les plus aisés des travailleurs intellectuels, ces dernières dépenses sont dans le rapport de 2 à 3.

La raison pour laquelle l'ouvrier ne dépensait pas une part importante de son budget pour l'habitation, n'est pas que ses besoins n'étaient pas éveillés, mais qu'en Pologne les habitations accessibles aux budgets ouvriers étaient dépourvues de tout confort. Les logements pourvus d'un minimum de confort avaient un loyer trop élevé. Entre ces deux catégories d'habitation il n'y avait pas de milieu, et les ouvriers qui ont écrit leurs mémoires se sont très souvent plaint de cette situation.

De même, si l'ouvrier polonais ne consacrait qu'une part très réduite de son budget pour l'instruction, l'hygiène, les sports et les voyages, ce n'était pas parce qu'il n'en éprouvait pas le besoin, mais parce qu'il n'en avait pas la possibilité. La preuve en est que, lorsque le budget ouvrier augmentait, la partie consacrée à ces besoins croissait plus rapidement que celle consacrée à la nourriture, à l'habitation et à l'habillement. En 1927, les ouvriers les moins aisés dépensaient 344,89 zl. par an pour leur nourriture et le plus aisé 657,05 zl. (rapport 100 à 191) ; pour les mêmes catégories, les dépenses d'ordre culturel et social étaient respectivement de 5,32 zl. et 26,95 zl. (rapport 100 à 156) ; pour les voyages, les cadeaux, etc... les dépenses étaient de 0,95 zl. et 31,61 zl. (rapport 100 à 3327).

La moyenne générale de ces dépenses non essentielles restait très basse. Il est vrai que nous ne possédons pas de renseignements très précis sur ces dépenses, les publications statistiques — même celles des autres pays d'Europe — ne s'y attachant pas

suffisamment, mais nous savons, à en juger par leur montant en chiffres absolus, qu'elles étaient insignifiantes. Pour l'hygiène, par exemple, 6,10 zl. (1^{er} groupe, Varsovie, 1928). L'éducation des enfants constituait la dépense la plus stable et variait peu d'un groupe d'ouvriers à l'autre.

Pour examiner de plus près les conditions de vie des ouvriers, paysans et travailleurs intellectuels, nous étudierons les deux questions d'alimentation et d'habitation.

ALIMENTATION

Si on compare entre elles les valeurs caloriques de l'alimentation de ces trois catégories de travailleurs, on constate qu'elles étaient suffisantes pour les travailleurs intellectuels, les ouvriers les plus aisés et, d'après l'enquête de l'Institut de Pulawy (14), les paysans ; elles étaient insuffisantes pour les autres.

La conférence de Londres (25-29 novembre 1935) a fixé le minimum de calories par jour, à un adulte au repos n'accomplissant aucun travail musculaire, à 2.400. A ce chiffre, il faut ajouter 50 à 200 calories par heure, selon le genre de travail ef-

(14) Citée dans le rapport du Gouvernement polonais à al S.D.N. Staniewicz : *Chômage et sous-alimentation*, p. 205.

fectué — ce qui fait, pour 8 heures de travail par jour, une moyenne de 2.800 à 4.000 calories. Or, l'ouvrier polonais consommait, en 1927, 2.100 à 3.150 calories par jour, selon la catégorie à laquelle il appartenait ; le chômeur : 1.660 à 2.700 ; le paysan : 2.800 à 3.440 ; le travailleur intellectuel : 2.470 à 3.300. (15)

Entre ces groupes, les différences de qualité étaient, pour l'alimentation, plus grandes encore que les différences de quantités. Les ouvriers se nourrissaient surtout d'aliments très bon marché. Le pain était leur principal et, parfois, leur unique aliment de base pour les repas du matin et du soir et, pour l'ouvrier qui déjeunait en dehors de sa maison, pour le repas du midi également. L'ouvrier mangeait surtout des pommes de terre à midi et parfois le soir. Le lait, les œufs, les laitages n'apparaissaient sur sa table que très rarement. Les œufs étaient totalement inconnus dans les maisons des ouvriers les moins aisés. La viande aurait pu suppléer au manque des laitages, mais les ouvriers n'en consommaient qu'une très faible quantité.

(15) O.c., p. 205, et *Petit ann. st.* 1938, p. 270.

*Consommation annuelle moyenne de certains articles
par unité de consommation
dans les familles ouvrières de Varsovie en 1927 (16)*

Spécification	Budget type	Groupes d'après le montant annuel des dépenses par unité de consommation			
		jusqu'à 599 zl.	600- 899 zl.	900- 1.199 zl.	1.200 zl. et plus
Pain (kg)	152,2	147,5	160,2	168,8	130,0
Pain blanc et pâ- tisseries (kg) ..	11,3	7,8	11,6	19,4	29,3
Farine (kg)	20,9	18,8	25,4	22,5	26,6
Gruaux et riz (kg)	8,0	6,3	10,8	6,8	11,8
Pois, haricots (kg)	3,6	3,4	3,3	5,2	2,7
Pom. de terre (kg)	190,6	181,5	201,4	219,0	176,0
Autres lég. (kg)	51,3	42,6	49,2	71,4	106,3
Lait (litres)	64,8	38,6	85,1	121,5	141,7
Beurre (kg)	2,0	1,4	2,2	3,2	5,1
Fromage (kg) ...	0,4	0,3	0,4	0,6	2,2
Crème (litres) ...	1,5	0,7	2,1	3,2	3,9
Œufs (pièces) ...	38,9	14,9	50,9	74,4	182,0
Viande, charcute- rie, poisson (kg)	30,7	22,8	36,9	44,0	55,1
Graisses (sauf le beurre) (kg) ..	9,5	7,7	10,0	14,2	15,6
Sucre et sucreries (kg)	20,1	17,3	22,1	25,2	31,4
Fruits et préparat. de fruits (kg) ..	4,0	2,1	5,2	7,6	12,7

*Consommation annuelle moyenne de certains articles
par unité de consommation
dans les familles des ouvriers chômeurs à Varsovie en 1932 (17)*

Spécification	Toutes les familles envisagées	Groupes d'après le montant annuel des dépenses par unité de consommation		
		jusqu'à	264-	360 zl.
		265 zl.	359 zl.	et plus
Pain (kg)	115,6	98,8	124,8	135,6
Pain blanc et pâtis. (kg)	5,6	4,2	6,1	7,7
Farine de froment et de seigle (kg)	15,5	10,9	15,6	24,4
Autres farines, gruaux et riz (kg)	12,4	11,2	14,3	14,2
Pois et haricots (kg) ..	9,5	8,8	10,3	9,5
Pommes de terre (kg) ..	243,8	205,3	264,2	291,2
Autres légumes (kg) ...	25,9	18,2	28,8	36,8
Lait (litres)	39,0	24,6	36,8	70,0
Beurre (kg)	0,7	0,3	0,7	1,4
Fromage (kg)	0,2	0,0	0,1	0,6
Crème (litres)	1,4	1,2	1,4	1,8
Œufs (pièces)	20,0	8,9	20,0	44,4
Viande, charcuterie, pois- sons (kg)	26,6	19,1	27,1	40,9
Graisses (sauf beurre) (kg)	8,3	6,0	9,0	11,9
Sucre et sucreries (kg) ..	13,0	9,5	12,6	20,3
Fruits et préparations de fruits (kg)	0,1	0,0	0,3	1,0

(17) *Petit ann. st.*, 1938, p. 267.

De la comparaison entre les différents groupes ouvriers, il résulte que la consommation de pain augmentait parallèlement à l'augmentation des revenus. Ce phénomène est caractéristique pour les pays pauvres ; dans les pays riches, la consommation de pain diminue à mesure que le revenu ouvrier augmente. La part des éléments énergétiques et protecteurs dans la composition de la nourriture était très réduite. Particulièrement maigre était celle provenant des aliments d'origine animale. La comparaison de la Pologne avec certains autres pays le démontre très clairement. (Voir le tableau page suivante.)

On a étudié le cas des travailleurs à domicile dans le district de Bilgoraj. Sur 18 budgets examinés on n'a noté aucune dépense pour la viande ; dans 15 d'entre eux, aucune dépense pour les œufs ; dans 4 : aucune dépense pour le lard et les matières grasses. Parmi ces travailleurs à domicile, il y en avait qui faisaient 13 à 14 heures de travail par jour et qui consommaient moins de 1.500 calories. (19)

En ce qui concerne les chômeurs, l'enquête de 1932 a constaté une baisse de 30 % dans leur alimentation : 13 % pour la viande, 12,5 % pour les graisses, 40 % pour le lait. Le pain même a diminué de 22 %. Seules les pommes de terre ont augmenté de 24 %.

Les travailleurs intellectuels avaient une nourriture plus variée et plus abondante. Le nombre des calories d'origine animale était, pour eux, le double de ce qu'il était pour les ouvriers. Ils pouvaient avoir

(18) B.I.T., *Alimentation des travailleurs et politique sociale. Etudes et Documents. Série B (Conditions économiques)* n° 23, p. 49.

(19) Arnekker : *Przejawy kryzysu...*, p. 27.

*Quantités (en kg.) consommées par les familles ouvrières de différents pays par année et par unité
de consommation pour les principaux groupes alimentaires (18)*

Pays	Suède	Allemagne	Belgique	Bulgarie	Norvège	Pologne	Slovaquie	Autriche	Finlande	Etats-Unis
Nombre des familles	610	896	809	93	135	84	262	48	581	100

A. — Chiffres absolus

Céréales et pain	106	134	218,38	290,40	144,27	219,29	194,65	146,57	129,14	137,64
Viande et poisson	64,9	57,9	60,67	38,68	87,38	51,22	43,26	66,05	48,78	57,72
Margarine, graisses, etc.	12,3	16,3	10,67	9,77	24,63	3,29	17,78	19,13	5,44	11,36
Lait, produits laitiers, œufs.	284,1	174	189,06	43,73	225,09	94,84	212,82	224,16	351,01	197,84
Légumes et fruits	160	227,2	295,67	119,65	123,26	267,09	118,07	150,78	116,35	232,02
Sucre	37,5	16,6	15,22	9,60	23,65	20,78	34,21	27,01	28,73	27,08

B. — Nombres indices (Suède = 100)

Céréales et pain	100	126	205	273	135	206	183	138	121	129
Viande et poisson	100	82	93	60	135	79	67	102	75	89
Margarine, graisses, etc.	100	133	87	79	200	27	145	156	44	92
Lait, produits laitiers, œufs—	100	61	67	15	74	33	75	79	124	70
Légumes et fruits	100	142	185	75	77	167	74	94	69	145
Sucre	100	44	41	26	63	55	91	72	77	72

(18) B.I.T. *Alimentation des travailleurs et politique sociale. Etudes et Documents. S¹⁸ B (Condit. écon.), n° 23, p. 49.*

du lait, des œufs, du fromage et des fruits en quantités importantes. Ils consommaient plus de viande, de graisse et même de produits farineux, à l'exception du pain. A mesure que leurs revenus augmentaient, ils achetaient plus de produits coûteux — viande, poisson, laitages, pâtisseries, fruits — et moins de pain (à l'exception de la seconde catégorie des revenus), de pommes de terre, de haricots, de pois et de graisses.

A leur tour, les paysans étaient également plus favorisés que les ouvriers. Ayant avantage à consommer les produits de leur propre exploitation au lieu de les vendre et d'en racheter d'autres, ils consacraient à leur consommation personnelle, une bonne partie de leur production. Des recherches sur l'alimentation paysanne ont été faites par la Section économique de l'Institut de Pulawy. On a choisi 4 régions comprenant les districts où la population était la plus dense et mené l'enquête dans des propriétés de 2 à 5,5 hectares. Les résultats obtenus peuvent être groupés dans le tableau suivant :

Consommation annuelle par personne en kg (20)

PRODUITS	ZONES			
	Industrielle	Centrale	Podgorze	Podolie
Farine	140,5	170,3	174,8	190,0
Pain	12,5	10,5	3,0	3,9
Gruaux, pois	10,0	29,0	28,3	36,9
Riz	0,5	0,7	0,7	0,5
Pommes de terre.	268,2	316,5	259,0	231,3
Légumes	76,9	82,0	63,6	152,1
Fruits	7,4	14,1	19,4	15,6
Miel	0,5	1,3	0,3	25,0
Viande	11,2	10,1	7,3	9,5
Graisses	6,1	2,3	1,5	4,7
Volaille	0,5	1,8	2,5	3,0
Lait non écrémé.	220,5	255,9	362,5	321,6
Lait écrémé et pe- tit lait	143,6	70,2	49,2	81,0
Beurre	1,3	1,1	2,3	2,2
Fromage	3,4	4,7	2,5	3,7
Crème	0,2	1,9	0,3	1,1
OÛufs, (kg) (pièces)	3,6 (72)	5,0 (100)	3,5 (70)	4,8 (96)
Harengs	0,6	0,5	»	»
Sucre	9,5	5,8	3,5	2,5
Sel	7,0	7,7	7,8	8,7
Café et thé	0,3	»	0,1	0,1
Condiments	0,4	0,4	0,4	0,1

Le contenu des aliments en albumine était de 83 gr. par jour pour la zone industrielle, de 91 gr. pour la zone centrale, de 94 gr. pour celle de Pod-

gorze, et de 107 pour celle de Podolie. La valeur calorique en était respectivement de 2.805, 3.205, 3.217 et 3.439 calories. Les quantités de calories et d'éléments protecteurs paraissaient donc suffisantes.

Les légumes que consommaient principalement les paysans polonais étaient des betteraves, des navets, des carottes, des oignons ; peu de légumes verts : surtout choux et concombres ; très peu de fruits. D'une façon générale, il y avait abondance après la moisson et disette avant la récolte. Il est précisé dans le rapport Staniewicz, que ce niveau était supérieur à la moyenne. Et il semble, en effet, l'être de loin, parce que, d'après d'autres enquêtes effectuées dans certains villages, et d'après les Mémoires des paysans (lesquels, il est vrai, avaient tendance à exagérer leurs difficultés), il y eut une véritable famine dans les familles paysannes possédant des exploitations de moins de 5 hectares.

HABITATION

Le côté le plus sombre des conditions de vie des travailleurs polonais était incontestablement celui de l'habitation.

Deux facteurs se sont conjugués pour rendre les conditions d'habitation des ouvriers polonais particulièrement précaires. C'est d'abord que le problème de l'habitation en général se posait d'une manière désavantageuse pour l'ensemble du pays ; c'est ensuite qu'entre les revenus ouvriers et les loyers des appartements pourvus d'un minimum de confort, il y avait un écart considérable.

Avant la guerre, la construction des petits logements n'avait pas été assez active. Le recensement de 1921, fait au lendemain d'une guerre destructive, accusa une pénurie de logements particulièrement grave. La densité moyenne de la population par pièce était de 3,4 dans les campagnes, 2,1 dans les villes de moins de 20.000 habitants et 1,9 dans celles de plus de 20.000. Une grande partie de la population totale et un cinquième environ de la population urbaine se pressaient dans des logements à raison de plus de 5 personnes par pièce (21). On rencontrait très rarement des situations analogues dans les pays occidentaux. Dans les villes allemandes, anglaises et suédoises, 1 personne en moyenne habite 1 pièce, et 2 à 3 % de la population totale habitent des logements à raison de 3 personnes par pièce. (21)

Dans les logements de 1 ou 2 pièces, le nombre moyen de personnes par pièce était deux fois plus grand que la moyenne générale. Il atteignait 4,1 personnes dans les villes de moins de 20.000 habitants et 3,7 personnes dans celles de plus de 20.000 habitants, à l'exception des voïvodies de l'ouest où la moyenne était de 3 et 2,6.

L'urgence de construire de petits logements ouvriers était donc manifeste. Au lendemain de la guerre et pendant les années de crise, on en construisit fort peu. De 1926 à 1929, période de prospérité relative, on construisit de préférence de grands immeubles de rapport, destinés à des locataires riches. Pendant la crise, on construisit surtout des villas de plaisance pour les propriétaires aisés.

(21) Mieszkania : *Analiza spisu mieszkań z. 20-9-1921*, Stat. Polski, t. XXXII.

Pour remédier à la défaillance de l'initiative privée, l'Etat et les autres personnes de droit public, ainsi que les institutions sociales spécialisées, auraient pu construire eux-mêmes des habitations à bon marché ou du moins encourager ces constructions par une politique financière et de crédit. L'Etat suivit cette politique, mais pendant une trop courte période ; les mesures prises furent loin d'être radicales et la loi fut souvent tournée. Les résultats obtenus restèrent insuffisants.

Immédiatement après la guerre, on encouragea la construction d'habitations bon marché. Des lois promulguées en 1919 et 1920 prévoyaient des crédits pour encourager la construction de « petits logements hygiéniques et bon marché ». Mais la surface minima en fut fixée à 100 m², ce qui dépassait les besoins ouvriers. De plus, les crédits accordés étaient insuffisants. La loi échoua.

Après la crise de 1925, les préoccupations d'ordre économique dominèrent les préoccupations d'ordre social. L'Etat, voulant faire sortir l'argent des caisses des particuliers, crut devoir encourager l'industrie du bâtiment dans son ensemble, sans établir aucune distinction entre petits et grands logements. Des crédits importants furent distribués, grâce à l'afflux des capitaux qui s'opérait à cette époque.

Ce n'est qu'en 1927 que les préoccupations d'ordre social l'emportèrent. La loi accorda de nouveau la priorité aux petits logements, mais en pratique elle ne fut pas appliquée. L'une des formes de l'encouragement devait être d'accorder des facilités aux coopératives de constructions immobilières, mais la loi ne définit pas assez nettement ce qu'elle entendait par « coopérative ». Des spéculateurs en profitèrent pour construire des immeubles luxueux et chers.

A la fin de 1929, on s'aperçut que les habitations bon marché n'augmentaient pas en nombre, contrairement aux logements chers. Voulant remédier à cette situation, un projet de loi fut élaboré mais on le retira dès que les premiers symptômes de la crise eurent apparu.

Pendant les années de crise, l'industrie du bâtiment fut de nouveau considérée comme capable de stimuler l'investissement privé. Des immeubles furent construits, au profit notamment des classes aisées de la population. Ce n'est qu'en 1939, à la suite d'un vœu émis par le Comité économique du Conseil des Ministres, que des crédits spéciaux assez importants furent accordés dans le but d'encourager la construction d'habitations ayant 36 à 42 m² de superficie. Il fut précisé que seuls auraient droit d'y habiter, les travailleurs gagnant 250 zl. au maximum par mois. Une société d'habitations ouvrières (T.O.R.) fut créée. Les crédits devaient augmenter d'année en année. La construction d'habitations ouvrières se développa, mais on n'eut pas le temps de combler les lacunes des années précédentes.

Cela eut pour conséquence que l'évolution des conditions d'habitation des populations pauvre et aisée se poursuivirent dans des sens opposés. La comparaison des deux recensements en témoigne. La densité des logements de plus de trois pièces diminue, celle des logements d'une pièce augmente légèrement.

*Nombre moyen des personnes par pièce (22) dans les villes
dans les logements composés de*

	1	2	3	4	5	6-9 PIÈCES
	—	—	—	—	—	—
1921 :						
Villes de plus de 20.000 habitants.	3,7	2,3	1,7	1,3	1,1	1,0
Villes de moins de 20.000 habitants.	3,9	2,3	1,7	1,4	1,2	0,9
1931	3,9	2,2	1,6	1,1		

Les enquêtes prouvent que les logements composés de 1 et de 2 pièces étaient habités par la presque totalité des ouvriers.

A ces facteurs d'ordre général qui expliquent les mauvaises conditions des habitations ouvrières, s'est ajoutée l'influence exercée dans le même sens par l'écart existant entre les revenus ouvriers et les loyers des maisons construites dans la période d'après-guerre. Par suite de cet écart, l'ouvrier était obligé d'habiter des vieilles maisons dépourvues de tout confort.

Plus l'appartement était petit, plus le loyer était élevé par rapport à sa surface. Ces prix étaient inabordable pour l'ouvrier. Seules les familles des fonctionnaires pouvaient les accepter. La « Société d'habitations ouvrières » a construit plusieurs immeubles à Varsovie, mais les ouvriers étaient incapables d'en bénéficier. Le loyer d'un petit appartement avec confort composé d'une seule pièce, y était en moyenne de 25 zl. environ par mois. En admettant que la part du revenu consacrée au loyer fût de 10 à

(22) *Petit ann. st.*, 1938, p. 61.

15 %, il aurait fallu des ouvriers gagnant 200 à 250 zl. par mois pour louer ces appartements. Or, l'enquête de 1935 montre que le revenu d'une famille ouvrière à Varsovie était en moyenne de 100 zl. environ par mois. 7 % de la totalité des familles ouvrières et 9,7 % des familles composées uniquement de personnes occupées possédaient un revenu supérieur à 200 zl. par mois. Moins du dixième de la population ouvrière pouvait donc profiter de la construction des nouveaux immeubles.

Dans les maisons neuves construites par des particuliers visant à un profit, le prix des loyers était encore plus élevé. Un appartement composé d'une seule pièce, sans confort, était loué à la même époque, à Varsovie, de 20 à 40 zl. par mois, et un appartement de deux pièces, 40 à 70 zl. (23)

Les appartements qui restaient à la portée des revenus ouvriers étaient démunis de tout confort. Le loyer en était bas ; réglé statutairement, il augmentait d'année en année et atteignit son point culminant à la première année de la crise. A partir de ce moment, il demeura invariable jusqu'en 1935, date à laquelle il fut diminué par un décret présidentiel.

Pendant les années de crise, le budget ouvrier était souvent incapable de supporter les loyers, si modestes qu'ils fussent. On pratiquait alors la sous-location, sur une grande échelle, et cette habitude se généralisa dans les familles des chômeurs.

Quel que soit le critère adopté, nombre de personnes par pièce, surface ou volume, il résulte de toutes les enquêtes sur les habitations ouvrières, que le surpeuplement y était très élevé. Le tableau suivant le démontre :

(23) L. Landau : *Ceny Mieszkan...*, p. 280.

*Dimensions et peuplement des logements ouvriers
d'après les enquêtes de 1927 et 1933
dans 4 régions de Pologne (24)*

	Varsovie.	Lodz	Zagl. Dabr.	Silésie
Nombre moyen des pièces par logement :				
enquête 1927	1,36	1,24	1,66	1,96
enquête 1933	1,33	1	1,20	1,90
Nombre moyen des person- nes par pièce :				
enquête 1927	3,80	3,83	3,20	2,39
enquête 1933	4,40	4,20	4,60	2,70
Volume moyen d'un loge- ment en mètres cubes :				
par 1 logement. 1927	63	71,3	78,1	98,2
— . 1933	54,6	35,6	42	79,4
par 1 pièce..... 1927	48,3	57,4	47	50,1
— 1933	43,6	35,6	34,9	40,3
par 1 personne. 1927	12,2	15	14,7	21
— . 1933	10	8,4	7,6	15,1

La famille ouvrière habite généralement des appartements de 1 ou 2 pièces, quel que soit le montant de ses revenus. La différence entre deux familles ouvrières appartenant l'une à la catégorie la plus aisée et l'autre à la catégorie la moins aisée, consiste en ce que celle dernière habitera toujours des appartements composés d'une seule pièce, quel que soit le nombre de ses membres, et que la première habitera des appartements de deux pièces et réduira le nombre de ses sous-locataires. (25)

(24) Zdanowski : *Warunki mieszkaniowe...*, p. 67.

(25) *Bezrobocie i ślota*, p. 113.

Dans ces appartements, le surpeuplement était exceptionnellement élevé, par suite de la pratique de la sous-location notamment. Dans la moitié des appartements composés d'une seule pièce, il y avait en moyenne cinq personnes environ par appartement. Si l'on prend comme critère du surpeuplement la cohabitation de deux personnes par pièce, on constate que beaucoup de logements ouvriers étaient surpeuplés triplement et même quadruplement. La presque totalité de la pièce était occupée par des lits, divans, berceaux, etc... A Varsovie, en 1933, 95 % de la surface des pièces étaient occupées par ces objets. Le nombre des personnes était supérieur à celui des lits : en 1927, on comptait en moyenne 2 personnes par lit, et en 1933, 2,3.

Pour avoir une idée plus précise du degré de surpeuplement, il n'est pas suffisant de connaître le nombre des personnes habitant une pièce ; il faut aussi tenir compte des dimensions de cette pièce. Comme les logements ouvriers étaient souvent situés dans des mansardes ou dans le sous-sol, où la hauteur des murs variait beaucoup d'un logement à l'autre, il semble que l'unité de mesure qui convient le mieux à ces cas soit le volume et non la superficie. D'après le Docteur Kowalczewski, le volume minimum d'un logement doit être de 16 m³ par adulte et 8 m³ par enfant. Dans les logements où ce minimum n'est pas assuré, l'organisme risque d'être progressivement empoisonné par l'acide carbonique (26). M. Zdanowski, partant de ces données — d'ailleurs très modérées — constate, dans l'analyse qu'il fit de l'enquête de 1933, que 70 % des locaux étudiés n'atteignaient pas ce minimum.

(26) Kowalczewski : *Inspekcje mieszkaniowe*.

C'est surtout dans les familles des chômeurs et des ouvriers ayant les revenus les plus bas que les conditions d'habitation étaient les plus défectueuses. La sous-location y était généralisée, et les logements se situaient toujours dans des mansardes ou dans le sous-sol.

Si l'on compare les résultats du recensement de 1921 avec ceux des enquêtes de 1927 et de 1933, on constate que les logements ouvriers sont beaucoup plus petits et plus surpeuplés que la moyenne générale et que les ouvriers habitent le sous-sol et les mansardes plus fréquemment que la moyenne de la population. (27)

Année	Logements composés de			Nombre moyen
	1 pièce	2 pièces	+ de 2 pièces	de personnes
—	%	%	%	—
1921.....	39,1	25,1	35,8	2,5
1931.....	42	25	33	2,1
1927.....	70,7	29,3	5,4	3,8
1933.....	78,4	18	3,6	4,4

Pourcentage des ouvriers habitant les mansardes et le sous-sol par rapport à la moyenne de la population

	SOUS-SOL	MANSARDES
Moyenne générale de 1921...	3,5 %	5,3 %
enquête 1927	9,8 %	11,9 %
enquête 1933	4,8 %	7,2 %

Le surpeuplement et l'absence d'hygiène ont eu, sur la santé et la moralité des occupants, les

(27) *Mieszkania*, 1921, et Zdanowski, p. 36.

conséquences les plus néfastes. La promiscuité dans laquelle vivaient les familles, le manque d'air, l'humidité favorisaient le développement des maladies infectieuses. Ce ne fut pas l'effet d'un pur hasard si la tuberculose a sévi dans les habitations ouvrières, si les relations sexuelles entre les occupants d'une même pièce — parfois inconnus les uns des autres — commençaient à un âge précoce, propageant les maladies vénériennes (28), si enfin la vie de famille en ressentit des contre-coups souvent désastreux.

Les conditions d'habitation des travailleurs intellectuels peuvent être connues grâce à l'enquête de mai 1932 effectuée à l'occasion des études déjà mentionnées sur le budget. Le nombre des familles auxquelles s'applique cette enquête n'était pas très élevé, et le revenu de ces familles était supérieur à la moyenne. La conclusion à laquelle aboutit l'enquête est que les conditions d'habitation des travailleurs intellectuels étaient de beaucoup supérieures à celles des ouvriers.

L'appartement occupé par une famille de travailleur intellectuel se composait généralement de 1 ou 2 chambres avec cuisine. Les appartements composés d'une seule chambre étaient plutôt rares. Ceux composés de deux chambres et d'une cuisine étaient la règle et assuraient en général à leurs occupants des conditions d'habitation convenables. Ils comprenaient souvent une antichambre, un cabinet d'aisance et quelquefois une salle de bains, étaient pourvus d'installations diverses, distribution d'eau, canalisations, gaz, électricité.

Les appartements composés d'une seule cham-

(28) Krahelska ; Pruss : *Zycie bezrobotnych*, p. 9.

bre et d'une cuisine étaient loin d'être satisfaisants. Certaines installations y faisaient défaut, et le surpeuplement s'y rencontrait souvent.

Les familles dont le chef avait un gain mensuel de 300 zl. n'avaient que très rarement des logements composés de deux chambres. Celles dont le chef gagnait 300 à 500 zl. avaient autant de logements de deux chambres que d'une seule. Ce n'est que pour des gains de plus de 500 zl. que les logements de deux chambres prédominaient.

Logements d'après le nombre des pièces et celui des personnes qui y habitent (29)

Nombre de pièces	Cas examinés	Nombre de personnes				
		1	1-2	2-3	3-4	+ de 4
1 pièce	23	7	9	1	3	3
2 pièces	32	6	13	10	2	1
3 pièces	36	19	16	1	»	»
4 pièces et plus..	16	8	8	»	»	»
Total.....	107	40	46	12	5	4

Entre les logements paysans, il y avait peu de différences. Les conditions d'habitation de la population rurale étaient souvent défectueuses.

Les logements composés de 1 et 2 pièces formaient 88,6 % du total des logements paysans, sauf dans les voïvodies de Posnanie et de Poméranie. Ils étaient habités par six personnes en moyenne.

(29) Landau : *Warunki mieszkaniowe*, p. 11.

Composition en % des logements paysans en Pologne, Allemagne et Angleterre, d'après le nombre des pièces qu'ils comprennent (30)

PAYS	Nombre de pièces par logement							Nombre moyen de pièces par logement
	1	2	3	4	5	6-9	10 et +	

<i>Pologne</i>								
(sans voïevod.								
ouest)	64,2	28,3	4,8	1,6	0,5	0,5	0,1	1,5
Voïev. ouest.	16,4	38,4	25,2	11,8	4,6	2,9	0,7	2,7

<i>Allemagne 1927</i>								
Prusse Orien-								
tale	10,2	27,2	31,5		30,5		0,6	3,1
Basse Silésie.	21,2	33,8	22,7		21,7		0,6	2,7
Westphalie .	0,7	12,2	18,1		66,2		2,8	4,5
Hessen-Nassau	1,5	8,6	24,6		64,1		1,2	4,2

<i>Angleterre et</i>								
<i>Pays d. Galles</i>		17,4		50,7		31,9		5,2
Id. (a)	0,7	6,2	13,3	26,8	22,7	25,7	4,6	5,0

On s'aperçoit de la différence considérable entre la Pologne et l'Angleterre. Elle est moins grande entre la Pologne et l'Allemagne. Dans les voïvodies de l'ouest, la situation est moins mauvaise que dans le reste des provinces polonaises. Pour un logement composé d'une pièce, on comptait 5 personnes en moyenne ; pour 2 pièces : 5,8 personnes ; pour 3 pièces : 6,2 personnes ; pour 4 pièces : 6,9. (31)

Dans les campagnes, le surpeuplement des habitations était la règle. On peut s'en rendre compte d'après le tableau asuivant :

(30) Mieszkania : Analizo wyników spisu mieszk. z. 30-IX-1921. Varsovie, 1932, p. 16.

a) Parties du logement occupées par un seul ménage.

(31) La plupart des renseignements statistiques sur les logements paysans sont tirés des *Statystyka Polski*, T. XXXII.

*Répartition de la population rurale
d'après la densité de peuplement des logements occupés
% de la population dans les logements habités par :*

Jusqu'à 2	2-3	3-4	plus de 4 personnes par pièce
14,9	19,4	18,9	46,8

Les maisons paysannes étaient en général dépourvues de tout confort : pas d'installation d'eau, ni de gaz, ni d'électricité. La cohabitation de plusieurs familles y était moins fréquente que dans les villes, surtout dans les provinces de l'ouest.

Les résultats du recensement de 1931, publiés en 1938, donnent quelques indications sur les conditions d'habitation des différents groupes sociaux. On peut y lire que, pour les « indépendants » occupant une main-d'œuvre salariée dans les mines et l'industrie, les appartements composés d'une seule pièce ne formaient que 2 % du total ; ceux de 2 pièces : 8 % ; ceux de 3 pièces : 20 % ; ceux de 4 pièces : 24 % ; ceux de 5 et 6 pièces : 32 % et ceux de 7 pièces et plus : 6 %. Pour les mêmes indépendants n'occupant pas de main-d'œuvre salariée dans le commerce et les assurances, les logements d'1 pièce formaient 18 %, ceux de 2 pièces 30 %, ceux de 3 pièces 27 %, ceux de 4 pièces 14 %, ceux de 5 et 6 pièces 9 %, ceux de 7 pièces et au-dessus 2 %. Pour les avocats, les professeurs, les médecins, etc... ces pourcentages étaient de 12,5, 17, 18,5, 17,75, 24,75, 9,5 %. Pour les employés, ils étaient : 9, 19,6, 27,2, 22, 17,5, 4,7 %, et pour les ouvriers enfin : 48,4, 35, 13, 3,3, 1,3, 2,2 %. (32)

(32) *Drugi Porwszechny Spis ludn. z. dn. 9-XII-1931. Statystyka Polski, série C, fasc. 94 a, p. 14.*



On peut dire que l'une des obligations essentielles de l'Etat moderne, vis-à-vis de ses ressortissants, est de relever leur niveau de vie et de préparer un avenir meilleur pour les générations à venir. Considéré dans son ensemble, l'effort polonais semble avoir visé, par l'importance qu'il attache à l'industrialisation, l'avenir plus que le présent. Les générations actuelles en supportèrent de lourdes charges, et ces charges furent d'autant plus pénibles à certaines catégories de la population qu'on ne sut pas les répartir sur des bases plus équitables entre tous les habitants.

CONCLUSION

Les efforts tentés par la Pologne entre 1919 et 1939, n'ont pas résolu l'ensemble du problème posé par l'accroissement de sa population. La Pologne, comme tous les autres pays, pauvres ou riches, surpeuplés ou non, a échoué dans ce domaine. Alors que, partout, une grande partie des richesses restait inexploitée, l'industrie ne donnant pas toute la mesure de ses capacités de production, une immense partie de la population vivait dans le besoin et se trouvait dans l'impossibilité d'améliorer ses conditions d'existence.

Ce paradoxe était lié à tout un système de conditions économiques, dépassant les cadres de la vie nationale. Le monde vivait dans un état de déséquilibre. On a jugé utile de modifier les anciennes notions, mais on n'a réussi qu'à en fausser le jeu, au lieu de leur substituer des formules mieux adaptées aux conditions nouvelles. La pratique du dumping a coexisté avec la notion du profit ; l'intervention de l'Etat avec l'initiative privée ; les trusts et les cartels avec la formation des prix sur la base de l'offre et de la demande.

Dans ces conditions, tous les efforts étaient menacés de paralysie. La Pologne était pauvre et ne pouvait se procurer les capitaux nécessaires à son équipement. Elle était surpeuplée, et d'autres pays,

sous-peuplés cependant, fermaient jalousement leurs frontières à l'immigration. Désirant développer son industrie, elle ne pouvait écouler ses produits vers des pays qui tendaient tous à l'autarcie, et dont le souci impérieux était de s'assurer une balance commerciale favorable.

Restait le marché intérieur, dont les possibilités étaient immenses, mais la Pologne ne sut pas l'éveiller. S'il était difficile de faire venir les capitaux pour augmenter le revenu social, il paraissait possible, par contre, de mieux partager ce revenu entre les habitants. Les mesures prises ont été insuffisantes. La Réforme agraire n'a été appliquée qu'en partie, et l'industrialisation se fit aux frais des habitants des campagnes. Ce sont là, à notre sens, les deux erreurs fondamentales de la politique polonaise. Si elles avaient été évitées, la Pologne aurait pu sans doute résoudre en bonne partie le problème de sa population. Mais, pour le résoudre en totalité, il eût été nécessaire, pour elle, de compter sur une organisation économique du monde mieux adaptée aux nouvelles conditions.

Vu : Le Doyen,
G. RIPERT.

Vu : Le Président,
NOYELLE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- ANGELL Norman. — Raw materials, population pressure and war. Boston, 1936.
- Annuaire statistique de la République Polonaise, 1921-1929.
- Annuaire statistique de la Société des Nations. Genève 1930-39.
- BEAULIEU LEROY. — La question de la population. Paris 1913.
- Biezace zagadnienia polityki gospodarczej. Prace Komisji opiniodawczej przy prezesie Komitetu Ekonomicznego Ministrow. Warszawa, 1927.
- Aperçu général du commerce mondial. S.D.N. Genève 1936-38.
- BÜCHNER (R.). — Mémoire sur la notion de surpopulation. Avril 1937. Conf. gén. d'études sur le règl. pacif. des problèmes internationaux.
- BUELL Raymond-Leslie. — Poland Key to Europe. London 1939.
- BURKY Charles. — Mémoire sur la notion du surpeuplement. Conf. gén. d'études sur le règl. pac. des problèmes internationaux. Janvier 1937.
- Codzienna Gazeta Handlowa. — 20 lat pracy nad podniesieniem gospodarczym Polski. Warszawa 1938.
- DEDERKO Bohdan. — Dochód społeczny w Polsce, Kwartalnik Statystyczny 1932 z. 2.
- DELAISI Francis. — Les deux Europes. Paris 1929.
- DELEWSKY (J.). — Les tendances démographiques actuelles. Actualités scientifiques et industrielles, N° 710.
- DEMANGEON (A.). — La question du surpeuplement. Annales de géographie. N° 266. 1^{er} Mars 1938.

- Drugi Powszechny Spis ludności z dnia 9. grudnia 1931. Statystyka Polski. Seria C, z. 62, 94 a, b, c, d.
- Encyclopédie Polonaise. — Fribourg-Lausanne 1917-19.
- FERENCZI Imre D. — L'optimum synthétique du peuplement. Paris 1937.
- GARNIER. — Au principe de la population. Paris 1870.
- GLIWIC Hipolit. — Mémoire sur l'introduction du concept de l'optimum de la population. Conf.gén.d'études sur le règl. pac. des problèmes internationaux. Lwow 1937.
- GORECKI R. Dr. — Poland and her economic development. London 1935.
- GRABSKI (S.). — Mémoire sur le problème de la population en Pologne et les intérêts des états surpeuplés. Présenté par la Commission polonaise de coordination des Hautes Etudes Internationales. Lwow 1937.
- VAN HEER (M.F.). — Memorandum on the calculation of population pressure in agrarian territories inclined to be self supporting/submit. to the Netherlands Coordinating Committee for Intern. Studies. January 1937.
- HERSCH (L.). — Baisse de la natalité et politique sociale. Rev. Intern. du Trav. Août 1933.
- Evolution économique et évolution démographique. Mélanges 1934.
- HEYDEL (A.). — Gospodarcze granice liberalizmu i etatyzmu. Tow. Ekonom. Krakow-Warszawa 1929.
- Informations sociales. — B.I.T. 1935-1939.
- KRAHELSKA Halina. — Czynniki ludzkie w produkcji. 5 lat na froncie gosp. t. II. Warszawa 1931.
- KRASOCKI (M.). — Czynniki ludnościowe, a sprawa bezrobocia w Polsce. Praca i Opieka Społ. Warszawa, styczeń-marzec 1935.
- KRZYŻANOWSKI (A.). — Polityka i gospodarstwo, Krakow 1931.
- Moralność współczesna. Tow. Ekonom. Krakow 1935.
- KWIATKOWSKI (E.). — Inz. Nowe zjawiska i prądy u podstaw współczesnego życia gospodarczego. Księga Pamiątek ku czci Leop. Caro. Bibl. Tow. Ekonom., Lwow 1935.
- LACZKOWSKI (B.). — Résultats du second recensement de la population polonaise. Est européen agricole, avril 1932.

- LANDAU (L.). — Gospodarka światowa. Warszawa 1939.
- LANDRY Adolphe. — La notion du surpeuplement, Paris 1937.
- LOPIENSKI (Z.). — Uwagi o polityce gospodarczej w Polsce. Warszawa 1934.
- MARSHALL (T.H.), CARR SAUNDERS (A.M.), HENDERSON (H.D.), KUCZYŃSKI (R.R.), PLANT (A.). — The population problem. The experts and the public. London 1938.
- NOYELLE (H.). — Les plans de reconstruction économique et sociale à l'étranger et en France. Paris 1934.
- ORMICKI (W.). — Granice współczesnej pojemności ludnościowej w wojew. krakowskim. Warszawa 1937.
- Problem ludnościowy w Polsce. Warszawa 1937.
- OSTROWSKI (F.). — Podział dochodów w Polsce na tle statystyki podatkowej. 5 lat na froncie gospodarczym. T. II. Warszawa 1931.
- Petit Annuaire Statistique de la Pologne, 1931-1939.
- Pierwszy ogólny spis ludności. Statystyka Polski, T. XL, XII, XIV-XXXII.
- La politique sociale en Pologne 1918-1936. Le Ministère de l'Assistance Sociale en Pologne, Varsovie, 1937.
- Politique sociale et population. Revue Int. du Trav. Mais 1939.
- Population et ressources naturelles. S.D.N. Conf. écon. intern. Genève 1937.
- Production, consommation et les prix. S.D.N. 1937-39.
- REITHINGER. — Le visage économique de l'Europe. Paris 1937.
- Revue de la situation économique mondiale 1936-37, 1937-38. Genève.
- Revue trimestrielle de statistique 1924-1934. Off. Centr. de Statist. de la Rép. Polon. Varsovie.
- ROSE (A.). — Le problème de la population et des matières premières en Pologne. Politique étrangère, Avril 1938.
- Quelques aspects de l'Europe Orientale. Politique étrangère, Février 1940.
- Bilans gospodarczy trzech lat niepodległości. Warszawa 1922.
- SIMON (P.). — Essai d'établissement d'un indice de densité économique de population avec application de celui-ci. Actualités scientifiques et industrielles. N° 710.

- SMOLEŃSKI (J.). — L'accroissement naturel de la population et la pression démographique. Actualités scient. et industrielles. N° 716.
- SOMOGYI (S.). — Existe-t-il un lien entre la dénatalité et le chômage ? Revue Intern. du Trav. Février 1935.
- SUNDBARG (G.). — Aperçus statistiques internationaux. Stockholm, 1906-08.
- Statistique du commerce international. S.D.N. Genève 1935-38.
- Statystyka Polski, Seria B. Bilans płatniczy Polski.
- SZAWLEŃSKI (M.). — Polska na tle, gospodarki światowej. Warszawa 1928.
- THOMPSON WARREN (S.). — Populations problems. New York 1935.
- WIEŁOPOŁSKI (A.). — Gospodarcze znaczenie emigracji. 5 lat na froncie gospod. T. II. Warszawa 1931.
- WYROBISZ (S.). — Etatyzm czy liberalizm. Kraków 1929.

Ouvrages concernant la démographie

- ADAMOWICZ (S.). — La natalité en Pologne en rapport avec l'importance des agglomérations. Actualités scientifiques et industrielles. N° 714.
- BOWLEY (A.L.). — Estimation de la population en état de travailler dans certains pays en 1931 et 1941. S.D.N., Genève 1926.
- L'émigration dans ses différentes formes. B.I.T. Genève 1926.
- FOGELSON (S.). — Les migrations et leur rôle démographique en Pologne, 1871-1936. Actual. scient. et ind. N° 713.
- HALICZER (J.). — Liczebność Polaków na przestrzeni wieków w nawiązaniu do problemu przeludnienia i do zagadnienia emigracyjnego w Polsce. Sprawy morskie i kolonialne. Marzec 1939.
- KUBILJOVIC (V.). — Le mouvement de la population en Pologne dans la période de 1921-1931. Monde Slave 1933.
- LANDAU (L.). — L'émigration saisonnière de Pologne. Revue Intern. du Travail. Août 1939.

- LANDRY (A.). — Notes de démographie pure. Actual. scient. et ind. N° 710.
— La révolution démographique. Economic essays in honour of Gustav Cassel. 1933.
- LEGOUIS. — Les migrations, problème international : difficultés, éléments de solution. Conf. perman. des Hautes Etudes Intern., janvier 1937.
- Mouvement naturel de la population pendant le premier quart du xx^e siècle. S.D.N. Genève 1927.
- NAHLIK (S.). — Mémoire sur l'accroissement naturel et ses facteurs. Conf. gén. d'études sur le règl. pac. des probl. intern. Lwow 1937.
- Problème de migrations. Genève 1937.
- SKOWRON (W.). — Problem emigracji sezonowej. 5 lat na froncie gosp. T. II. Warszawa 1931.
- Statistique de la population active, Genève 1938.
- SZAWLESKI (M.). — Kwestia emigracyjna w Polsce. Warszawa 1927.
- SZULC (S.). — Fertilité différentielle en Pologne d'après l'enquête de l'Institut polonais d'études scient. de la population. Actual. scient. et ind. N° 714.
— Population polonaise d'après l'âge. Rev. trimestr. stat. Varsovie, 1930, fasc. 4.
- Zagadnienia demograficzne : Ruch naturalny ludności w Polsce 1895-1936. Statystyka Polski z. 41, Warszawa 1936.

Ouvrages concernant l'agriculture

- Agriculture polonaise. Ouvrage collectif publié par le « Messager Polonais ». Varsovie 1929.
- Annuaire International de la Statistique Agricole. Rome.
- Badania nad rentownoscia gospodarstw wloscianskich w r. gosp. 1926-7, 1927-8, 1928-9, 1929-30, 1930-1, 1931-2 1932-3, 1933-4. Biblioteka Pulawska. Warszawa.
- La bonification des terres en Europe. S.D.N. Conf. europ. de la vie rurale, 1939.

BUJAK (F.). — Uwagi krytyczne o naszej reformie rolnej. Warszawa 1921.

Le capital et les revenus des exploitations agricoles en Europe, d'après les résultats de la comptabil. pour la période 1927-8 à 1934. S.D.N. Conf. europ. de la vie rurale, 1939.

CIBOROWSKI (E.). — Przebudowa ustroju rolnego w swietle zagadnien demograficznych i polityki populacyjnej. 5 lat na froncie gospod. T. I. Warszawa 1931.

DABROWSKA (M.). — O wykonaniu reformy rolnej. Warszawa 1921.

Drogi postapu chlopa polskiego. Biblioteka pulawska. Warszawa 1934.

Est européen agricole, 1932-39.

GILICZYNSKI (B.). — Likwidacja serwitutow na zasadzie ustawy z dn. 7. maja 1920 r. Warszawa 1921.

GOSCICKI (J.). — Conférence agricole franco-polonaise à Varsovie. Est européen agricole, Juillet 1935.

GRABOWSKI (M.). — Samowystarczalnosc zbozowa. 5 lat na froncie gospod. T. I. Warszawa 1931.

GRABSKI (W.). — La crise agricole en Europe (Rapport présenté à l'Assemblée du Comité fédéral de coopération européenne, 1931).

— Wies i folwark. Warszawa 1936.

Grande propriété foncière. Off. Centr. de Statist. de la Rép. Polonaise. Varsovie 1925.

Interventions des pouvoirs publics sur le marché et la production agricole. Contribution de l'Institut International d'Agric. Conf. europ. de la vie rurale, 1939.

JAGUSZ. — Les questions agraires en Pologne (Thèse), Paris 1935.

JALOWIECKI (A.). — La politique agraire et la crise en Pologne. Rev. Intern. Agric. Rome, Août 1938.

KOZŁOWSKI (L. Dr.). — Gospodarcze znaczenie przebudowy ustroju rolnego. 5 lat na froncie gospodarczym. T. I. Warszawa 1931.

MICHAŁSKI (W.). — Wykonanie reformy rolnej. 5 lat na froncie gospodarczym. T.I. Warszawa 1931.

MICHAŁOWSKI (J.). — Wies nie ma pracy (wywiad społeczny w powiecie rzeszowskim). Warszawa 1935.

- ORMICKI (W.). — Gęstość wiejskiej ludności rolniczej w Polsce (1931). Warszawa 1937.
- PACZKOWSKI (W.). — Coup d'œil général sur la situation de l'agriculture. Est européen agricole, Avril 1937.
- Pologne. — S.D.N. Conf. europ. de la vie rurale. Genève, Janvier 1940.
- PONIAŃSKI (J.). — Le problème du surpeuplement dans l'agriculture polonaise. Est européen agricole, Avril 1936.
— Przeludnienie wsi i rolnictwa, Warszawa 1936.
- PONIKOWSKI (W. Dr.). — Gospodarstwa włościańskie i folwarczne na tle materiałów rachunkowych z trzech województw środk. w 1928-9. Biblioteka puławska, Warszawa 1935.
- Population et agriculture ; le problème du surpeuplement rural. Conf. europ. de la vie rurale, 1939.
- Le régime foncier en Europe. S.D.N. Conf. europ. de la vie rurale. 1939.
- ROSE (Al. Dr.). — Pieć lat kryzysu rolniczego. Księga pamiątkowa ku czci Leop. Caro. Lwów 1935.
— Crise agricole, crise de la coopération économique internationale. Est européen agricole, avril 1937.
- RUDOWSKI (J.). — Rolnictwo w polityce gospodarczej. 5 lat na froncie gospod. Warszawa 1931.
- Struktura społeczna wsi polskiej. Inst. Gosp. Społ. Warszawa 1937.
- SZAFFRAN. — Torfowce Polesia. Brzesz nad Bugiem, 1930.
- ZAKASZEWSKI, WAWRZKOWICZ, RYCHŁOWSKI. — Les améliorations agricoles. Est européen agricole, Juillet 1938.
- Zwyczaj spadkowe włościan w Polsce. Biblioteka Puławska. Warszawa 1929.

Ouvrages concernant l'industrie

- N.A. W sprawie rozwoju kaptalizacji wewnętrznej. Polskie Gospodarcze. 1933, zes. 1...
- ANGELOS-ANGELOPOULOS. — Charges fiscales et dépenses publiques, Paris 1932.

- BERNHARDT (W.). — Obciążenie podatkowe gospodarstwa społecznego. 5 lat na froncie gospodarczym, T. II. Warszawa 1931.
- GRABSKI (Z.). — Rozwoj oszczednosci. 5 lat na froncie gospod. T. II. Warszawa 1931.
- GRYNBERG (F.). — Le pétrole polonais (Thèse). Paris 1937.
- HERYNG (Z.). — Rola kapitalu amerykańskiego w zyciu panstwowym i gospodarczym Polski. Warszawa 1928.
- KLEMENTYNOWSKI (J.). — L'industrie textile en Pologne (Thèse). Nancy 1938.
- KOLANOWSKI (K.A.). — Zagadnienia kapitalizacji w przemyśle. 5 lat na froncie gospod. T. II. Warszawa 1931.
- KOWALSKI (B.). — Les perspectives maritimes de la Pologne en fonction de ses ressources et de ses nécessités économiques. Paris 1938.
- KOZUCHOWSKI (J.). — Kapital zagraniczny w spółkach akcyjnych. 5 lat na froncie gospod. T. II. Warszawa 1931.
- MIESZALSKI (J.). — Rozwoj budzetow panstwowych w Polsce i zagranica. 5 lat na froncie gospod. T. II. Warszawa 1931.
- LANDER (W.). — Le pétrole en Pologne (Thèse). Paris 1934.
- ORMICKI (W.). — Un coup d'œil sur le développement de l'urbanisation en Pologne au cours des années 1921-1931. Actual. scient. et ind. N° 713.
- POLKOWSKI (B.). — Światowy handel zagraniczny i udział w nim Polski. Gdynia, 1936.
- Polska Gospodarcza (tygodnik), Warszawa 1930-38.
- PSZCZOLKOWSKI. — Kredyty zagraniczne i ich rola w polskiej polityce kredytowej. Warszawa 1927.
- SOKOŁOWSKI (K.). — Ewolucja struktury danin publicznych. Polska Gospodarcza 1933 z. 2.
- Obliczenia ciężarów publicznych. Polska Gospodarcza, 1932, z. 52.
- Dumping. 5 lat na froncie gospod. T. II. Warszawa 1931.
- Statistiques relatives à la formation des capitaux. Notes sur les méthodes par les Comités d'Experts Statisticiens. S.D.N. Genève 1938.
- TAYLOR (E.). — Konkurencja i monopol. Księga Pamiątkowa ku czci Leop. Caro. Bibl. Tow. Ekonom. Lwów 1835

- UGNIEWSKI (E.). — Rynek kapitałowy. 5 lat na froncie gospod.
T. II. Warszawa 1931.
- WELLISZ (L.). — Foreign Capital in Poland. London 1938.
- Wiadomości gospodarcze. Kraków 1930-38.
- WIDOMSKI (S.). — Inz. Z zagadnień polskiej polityki węglowej.
5 lat na froncie gospod. T. I. Warszawa 1931.
- WILCZEWSKI (W.). — Z polityki i prawodawstwa celnego. 5 lat
na froncie gospod. T. II. Warszawa 1931.
- ZAMOYSKI (T.). — Polskie surowce chemiczne. Polska Gospo-
darcza. 1933 z. 27.

Ouvrages concernant les problèmes sociaux

- L'alimentation des populations rurales en Europe. S.D.N.
Conf. europ. de la vie rurale, Août 1939.
- L'année Sociale, 1934-1939. B.I.T. Genève.
- ARNEKKER (A.). — Produkcja przemysłowa, a zatrudnienie i
zarobki. Statystyka Pracy. 1931, z. 3.
- Przejawy kryzysu w rzemiosle i chałupnictwie. Warsza-
wa 1934.
- Drobny przemysł i chałupnictwo. 5 lat na froncie gospod.
T. I. Warszawa 1931.
- BARTNICKI (T.), CZAJKOWSKI (T.). — Struktura zatrudnienia i
zarobki Pracowników Umysłowych. Warszawa 1936.
- Budżety rodzin robotniczych wyniki ankiety przeprowadzo-
nej w Warszawie, Łodzi, Zagłębiu Dąbrowskim i na Cor-
nym Śląsku 1927, 1928, 1929. Statystyka Polski. T. XL,
z. 2, Warszawa 1933.
- BUDZISZEWSKI (E.). — Wyniki ankiety budżetowej, przeprowa-
dzonej wśród rodzin robotniczych w Warszawie w listopad-
zie 1922 r. Statystyka Pracy. 1923. N° 3.
- Comparaison Internationale du coût de la vie. B.I.T. Genève
1934.
- Comparaison des salaires réels dans quelques villes. Revue
Intern. du Travail. T. XXI, f. 4.
- Les conditions de vie des ouvriers dans les pays à change
déprécié. B.I.T. Genève, 1925.

La consommation des denrées alimentaires à différents niveaux économiques. Rev. Trav. Belge, Octobre 1936.

CZAJKOWSKI (T.), DERENGOWSKI (T.). — Bezrobocie Pracowników Umysłowych w Polsce w latach 1927-1932. Warszawa 1933.

DERENGOWSKI (J.). — Badania Międzynarodowego Biura Pracy nad placami realnymi w różnych państwach. Statystyka Pracy 1930. z. 3.

— Place robotników przemysłowych w Polsce w latach 1924-1929. Statystyka Pracy 1931. z. 2.

ETTINGER (J.). — Wskazniki stawek plac zarobkowych w Polsce w latach 1923-30. Statystyka Pracy 1931. z. 2.

GUYÉ (R.). — Nouvel essai de comparaison internationale des loyers. Rev. Intern. du Trav. novembre 1936.

HALBWACHS (M.). — La classe ouvrière et le niveau de vie. Paris 1913.

— L'évolution des besoins dans les classes ouvrières. Paris 1933.

HEISE (Z.). — Wskaznik kosztów utrzymania rodzin pracowników umysłowych w Warszawie. Statystyka Pracy 1935, z. 4.

KALECKI (M.). — Place nominalne i realne. Warszawa 1939.

KRAHELSKA (H.), PRUSS (S.). — Życie bezrobotnych. Badanie ankietowe. Warszawa 1933.

LANDAU (L.), PANSKI, STRZELECKI. — Bezrobocie wśród chłopów. Warszawa, 1939.

— Bezrobocie i stopa życiowa ludności dzielnic robotniczych Warszawy. Warszawa 1936.

— Ceny mieszkań w nowych domach w Warszawie i ich wahania w latach 1928-36. Statystyka Pracy 1937, z. 4.

— Place w Polsce w związku z rozwojem gospodarczym. Warszawa 1933.

— Porównanie międzynarodowe plac robotniczych w 1931 r. Statystyka Pracy 1934, z. 3.

— Uposażenia urzędników państwowych w Polsce, w Niemczech, w Austrii i Czechosłowacji. Statystyka Pracy. 1931, z. 4.

— Warunki mieszkaniowe pracowników umysłowych na podstawie ankiety Rady Okręgowej Unii związków zawodowych Pracowników Umysłowych w Warszawie 1932 r. Statystyka Pracy, 1934, z. 1.

- Wskaznik kosztów utrzymania Pracowników Umysłowych. Statystyka Pracy, 1933, z. 1.
- Lutte contre le chômage des travailleurs intellectuels en Pologne. Institut de l'instruction des travailleurs intellectuels. Varsovie, 1936.
- MIESZKANIA. — Analiza wyników spisu mieszkań z 30-IX-1921. Statystyka Polski, T. XXXII. Warszawa 1932.
- MINKOWSKA (A.). — Rodzina bezrobotna. Na podst. ankiety 1932 r. Warszawa 1935.
- OSTEBSKI (E.). — Budżety rodzin robotniczych w Polsce w latach 1927 i 1928. Statystyka Pracy, 1931, z. 1.
- Wyniki badania budżetów domowych pracowników umysłowych przeprowadzonego w maju 1932 r. Statystyka Pracy 1932, z. 4.
- Les problèmes sociaux dans l'agriculture. B.I.T. Février 1938.
- Pamiętniki bezrobotnych. Inst. Gosp. Spół. Warszawa 1933.
- Pamiętniki chłopów. Inst. Gosp. Spół. Warszawa 1935.
- Question de l'habitation urbaine en Pologne. Ouvrage rédigé sous la direction de M. J. Strzelecki. Genève 1936.
- Revue Intern. du Trav. B.I.T. 1930-39.
- RYCHLIŃSKI (S.). — Badania monograficzne życia robotniczego w Polsce. Statystyka Pracy, 1931, z. 3.
- Place i zarobki robotników przemysłowych w dziesięcioleciu 1918-28. Warszawa 1929.
- SKOWRON (W.). — Bezrobocie i kwestia zżewienia się zrodła egzystencji ludności wiejskiej. Praca i Opieka Społeczna. Styczeń-marzec 1930.
- Le standard de vie des travailleurs. B.I.T. Genève 1938.
- Statystyka Pracy, 1921-1939.
- Warunki życia robotniczego w Warszawie. Łodzi i Zagłębiu Dąbrowskim w świetle ankiet 1927 r. Inst. Gosp. Spół. Warszawa 1929.
- WOYTŃSKI (V.). — Les conséquences sociales de la crise. B.I.T., Genève 1936.
- Les trois causes du chômage. Genève 1935.
- ZDANOWSKI (A.). — Warunki mieszkaniowe robotników w okresie kryzysu i bezrobocia. Warszawa 1936.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE. — <i>Développement démographique en Pologne, de 1919 à 1939.</i>	15
CHAPITRE PREMIER. — Aperçu général sur l'accrois- sement de la population polonaise entre 1919 et 1939	17
CHAPITRE II. — Accroissement d'après l'âge	23
CHAPITRE III. — Accroissement par régions, agglô- mérations, groupes sociaux	29
CHAPITRE IV. — Emigration et accroissement de la population	35
DEUXIÈME PARTIE. — <i>Problèmes intéressant l'agricul- ture</i>	45
CHAPITRE PREMIER. — Les données du problème	47
CHAPITRE II. — Le revenu paysan en Pologne	55
CHAPITRE III. — Les réformes tendant à augmenter le revenu agricole	63
CHAPITRE IV. — La Réforme Agraire	71

TROISIÈME PARTIE. — <i>L'industrialisation : ses conditions, ses effets</i>	83
CHAPITRE PREMIER. — Les matières premières.....	85
CHAPITRE II. — Les capitaux	91
CHAPITRE III. — Les débouchés	107
CHAPITRE IV. — Le développement de l'industrie..	121
CHAPITRE V. — Les conséquences de l'industrialisation du point de vue démographique.....	129
QUATRIÈME PARTIE. — <i>Les problèmes sociaux</i>	139
CHAPITRE PREMIER. — Le chômage	141
CHAPITRE II. — Le niveau de vie.....	153
CONCLUSION	189
BIBLIOGRAPHIE	191

